parti pris

VOL. 4 – No 3 - 4 NOV. - DÉC. 1966 – $1.00

bilan du déricalisme

luc racine
pierre maheu
gaétan tremblay

le f.l.q. et nous

de paris, un texte de michel bernard sur hubert aquin

dossiers et marginales

DERNIERE HEURE

IL EST GROS !

Ne vous tourmentez pas si vous trouvez que les prochains numéros de **parti pris** ne comptent pas autant de pages que celui-ci : ils seront normaux. C'est celui-ci qui déborde quelque peu de nos normes (112-120 p.). Devant l'abondance de matière valable, nous n'avons pu nous résoudre à trancher allègrement dans quelque partie que ce soit. Quand on est bimestriel, il est évident que nous ne pouvons reporter de deux mois en deux mois des textes qui, à notre avis, méritent d'être lus par les partiprisphiles. L'épaisseur nouvelle de la revue ne saurait cependant se comparer à "l'épaisseur" de d'autres publications de chez nous. Nous sommes bien conscients du fait que le plus gros volume de la revue pourra apporter quelques désagréments à certains : il sera plus difficile à voler. Pour pallier cet inconvénient, il est à espérer que les cassés redoubleront d'astuce. Bref, ce numéro est plus gros, nous vous en donnons plus cette fois-ci, mais ne croyez pas que ça vous est dû et n'allez pas nous traiter de mesquins si nous ne vous en donnons pas autant la prochaine fois.

sommaire

éditoriaux

le f.l.q. et nous 2
gaëtan tremblay

vraie ou fausse
indépendance 8
gabriel gagnon

bilan du cléricalisme

luc racine 13
pierre maheu 25-35
gaëtan tremblay 57

le f.l.q. et nous 88
lettre de valères et gagnon

de paris, un texte de 78
michel bernard sur hubert aquin

chroniques

le québec politique et syndical, I et II 93-98
gaëtan tremblay

colonialisme quotidien 101
p.p.

politique internationale 103
gabriel gagnon

la laïcité 107
pierre maheu

les essais 109
luc racine

littérature québécoise 114
raoul duguay

interprétations de la vie quotidienne 121
patrick straram

marginales 128

parti pris

vol. 4, nos 3 - 4
nov.-déc. 1966

revue politique et culturelle

paraît tous les deux mois sur 112 pages ou plus

rédaction et administration :
c.p. 149, station "N"
montréal 18, québec

comité de rédaction :
co-directeurs :
gabriel gagnon
luc racine
gaëtan tremblay

philippe bernard
paul chamberland
jan depocas
raoul duguay
pierre maheu
gaston miron
jean-marc piotte

trésorier :
michel rivet

secrétaire à la rédaction :
patrick straram

distributeurs :
agence de distribution populaire,
1130 Lagauchetière Est
Tél. : 523-1182

La revue n'est pas responsable des manuscrits qui lui sont adressés.

Reproduction interdite sans autorisation.

le numéro : $1.00
6 numéros : $6.00

éditorial

le f. l. q. et nous

parti pris / g.t.

La naissance de la Revue *parti pris*, à l'automne 1963, suivait de peu le démembrement de la première cellule du Front de Libération du Québec; d'ailleurs, l'équipe d'alors se solidarisait tout naturellement avec les amis emprisonnés. On comprenait alors, et on comprend encore aujourd'hui, que des Québecois en viennent à la violence pour dégourdir les idées et les gens par ici.

Depuis il y a eu l'A.L.Q. (armée de libération du Québec), vouée elle aussi à la cause d'un Québec indépendant et socialiste. Et tout dernièrement enfin, une autre cellule du F.L.Q. était démembrée. Il serait facile pour *parti pris* de continuer comme si de rien n'était et de ne pas songer à se situer par rapport à ce mouvement, trop facile décidément. Les gars de cette dernière cellule du F.L.Q. ont ceci de particulier pour nous que nous les avons très bien connus pour la plupart, et que nous avons même milité avec eux au M.L.P. ou ailleurs. De fait on peut même dire que jusqu'à un certain point, *parti pris* est à l'origine de la politisation et de la formation révolutionnaire de plusieurs d'entre eux, soit par la revue elle-même, soit par le Club parti pris devenu plus tard le M.L.P.

parti pris n'a jamais fait d'appel à la violence, parce que nous n'avons jamais cru que ce serait le peuple en armes qui pouvait faire la révolution au Québec. Nous devons cependant admettre, sans aucune

espèce de retenue, que tous les jeunes révolutionnaires de notre groupe ont dû, à plusieurs occasions, lutter contre l'envie de foutre des choses en l'air. Il faut être tristement hypocrite ou bien artériellement colonisé pour dire que la rage ne nous prend pas lorsque nous parcourons les rues de Montréal, ou lorsque nous prenons connaissance de la situation politico-économique du Québec. Il est fort compréhensible que plusieurs n'y tiennent plus.

Ce qui témoigne le plus de la valeur de la cause défendue par le F.L.Q., c'est la valeur des gars qui en font partie. Pour avoir connu entre autres Charles Gagnon, Pierre Vallières, Marcel Faulkner, Gérard Laquerre et Pierre Renaud, nous sommes en mesure de témoigner de leur sincérité et de leur intelligence : Pour tous ceux qui ont eu à travailler avec lui ou à le connaître tout simplement, Charles Gagnon était le type même du gars extrêmement lucide, calme et d'un jugement à toute épreuve. Il était toujours prêt à exposer ses idées et à les discuter en profondeur, à les mesurer avec la réalité. Mais une fois ses convictions clairement établies, il agissait en conséquence. Il a travaillé d'arrache-pieds et efficacement à mettre sur pied l'Action Sociale Etudiante en compagnie de Robert Nelson. Il s'est aussi occupé d'organisation syndicale à l'U.G.E.Q. Tous les mouvements et organisations lui auraient confié avec empressement les plus grandes responsabilités, parce qu'on connaissait ses talents, sa détermination et son efficacité.

J'ai eu, pour ma part, l'occasion de travailler avec lui au programme de l'équipe Nelson pour l'élection de l'exécutif de l'U.G.E.Q. au dernier congrès, et on l'aurait même accepté avec empressement comme candidat à un poste sur cet exécutif. Il a préféré cependant travailler à la base pour être plus en mesure de saisir les vrais problèmes du milieu et pour tenter de monter des structures de participation. Il fut aussi un des premiers praticiens de l'animation sociale en milieu étudiant. En tout, il visait à provoquer la prise de conscience vis-à-vis les problèmes de la société québecoise et surtout vis-à-vis l'exploitation capitaliste des

travailleurs du Québec. On pourrait en dire encore beaucoup sur Charles Gagnon, mais ce que nous avons déjà dit suffit pour montrer que Charles Gagnon n'est ni un psychopathe, ni un rêveur exalté. On peut être certain qu'il ne s'est pas embarqué dans cette activité à la légère et qu'il est convaincu de la nécessité de la violence stratégique dans certaines situations où le système lui-même fait violence aux travailleurs, sans que l'ordre établi ose rien faire.

Pierre Vallières lui, était plus révolté peut-être, parce qu'il avait connu la pauvreté et les taudis. Il était parvenu à s'en sortir et il aurait pu mener une vie aisée en se consacrant à sa profession de journaliste. Mais dès qu'il eut compris que l'exploitation des hommes n'était pas inévitable, qu'elle était le fait d'un système qui pouvait être changé, il se consacra entièrement à cette révolution. Il fut durant plusieurs mois le permanent du M.L.P., au salaire de $25.00 par semaine, et il organisa plusieurs manifestations pour appuyer des grévistes, surtout ceux qui étaient particulièrement exploités et dons les scabs volaient les emplois : La Grenade Shoes, International Envelopes, Sanitary Refuse, etc.

Mais ça ne donnait pas grand'chose, vue la puissance incontestable des patrons et aussi la collaboration éhontée de la police avec la patronnerie. Il fallait plus que des pancartes et du piquetage à l'aube pour grouiller toute cette crasse, et Pierre Vallières n'est pas le genre à lutter constamment avec des instruments qui n'apportent rien et ne dérangent personne. Lui aussi est un gars intelligent et sincère, avec un sens très profond de l'injustice.

Marcel Faulkner n'est pas de ceux qui peuvent demeurer bien longtemps en repos devant le spectacle de la misère, de l'exploitation et de l'injustice. D'ailleurs, il a lui-même eu l'occasion de s'y frotter en travaillant chez Sanitary Refuse avec les boueurs qui sont, comme tout le monde devrait le savoir, parmi les travailleurs les plus exploités à Montréal. Il a collaboré à l'Action Sociale Etudiante et à l'U.G.E.Q.,

au bureau de l'organisation syndicale. Il avait entre autres été le principal organisateur d'une grande manifestation étudiante pour appuyer les grévistes de La Grenade à l'automne 1965. Chez lui aussi on peut parler d'une totale révolte contre l'écoeuranterie des patrons et contre la collaboration systématique de l'ordre avec les exploiteurs.

Ces gars ne sont pas des violents comme on en voit au cinéma : loin de là. Je pense ici surtout à Gérard Laquerre, un gars effacé, d'une affabilité rare et pas prétentieux pour deux sous. Si les mots avaient encore leur véritable sens, je parlerais d'un apôtre du bien, mais évidemment, cette expression est complètement ridicule dans le cas qui nous intéresse. Par ici, les apôtres sont des Wagner, ou des Jean Marchand, ou des Nathan Steinberg, ou des Jean-Louis Lévesque, qui font construire des édifices charitables ou éducatifs avec l'argent qu'ils ont volé aux travailleurs en les pressurant comme des citrons ; Gérard Laquerre n'est donc pas un apôtre, c'est tout simplement un gars qui voulait aider les autres, mais pour le vrai, pas pour la frime. Lui aussi semble avoir découvert que les moyens étaient assez limités et qu'il fallait donner un coup de pied au cul à la bonne conscience de tout le monde.

Pierre Renaud n'était pas moins effacé que Laquerre et n'a rien d'une brute lui non plus. C'est même tout le contraire. Il était vice-président de l'Association des Etudiants en Sciences Sociales à l'Université de Montréal et aurait pu remplir avec efficacité bien des charges de syndicaliste étudiant. C'est une constante d'ailleurs dans cette cellule du F.L.Q. : tous ces gars avaient bien essayé d'agir dans les cadres "démocratiques" existant, mais ça ne bougeait pas assez, lorsqu'encore ça bougeait. Ils ne sont pas nés violents et ils n'ont pas choisi d'emblée la violence comme arme suprême de la lutte pour la libération. Ils y sont venus après avoir tâté de la lutte sur le terrain, à essayer d'ébranler à force des poignets l'appareil d'exploitation. Vallières à La Presse, à Cité Libre, à Révolution Québecoise, à *parti pris* et au M.L.P. Gagnon à l'A.S.E., à l'U.G.E.Q., au M.L.P. et ailleurs, et la même chose pour

Faulkner, Laquerre et Renaud. Il faut avoir essayé de réveiller l'opinion publique en faveur des grévistes de LaGrenade, en faveur des boueurs de Sanitary Refuse et autres industries grandes consommatrices de salariés pour comprendre l'exaspération des gars du F.L.Q., qui l'ont essayé aussi. Quand des travailleurs sont payés $70.00 par semaine pour 70 heures d'un travail littéralement exténuant, et qu'en plus on leur enlève $5.00 ou $10.00 d'amende par semaine parce qu'ils ont cassé une pelle ou autres vétilles semblables (Sanitary Refuse), on cherche à les aider et on va faire du piquetage avec eux, lorsqu'ils décident qu'ils en ont assez.

Mais bientôt les scabs arrivent, protégés par des fiers-à-bras quelquefois, le plus souvent par la police. Alors là on se fâche et on se dit que l'opinion publique ne laissera pas faire ça, qu'elle *ne peut pas* laisser faire ça. Et ensuite on constate que l'opinion s'est bien montrée quelque peu choquée, que quelques éditorialistes en ont peut-être glissé quelques mots au bas d'un bloc notes, mais qu'on va effectivement laisser faire ça.

D'ailleurs n'en avons-nous pas eu le plus bel exemple sous les yeux avec l'écoeuranterie de Ayers à Lachute ? Tout le monde ou à peu près avait protesté à tonr de rôle; on avait dénoncé un aussi mauvais patron, on avait manifesté quelque peu avec ces pauvres bougres d'ouvriers MAIS *PERSONNE* NE POUVAIT EMPECHER GILBERT AYERS D'EXPLOITER *SES* OUVRIERS COMME IL L'ENTENDAIT ET DE SE FOUTRE DES OPINIONS DE TOUT LE MONDE jusqu'au jour où des gars décidés manifestèrent plus bruyamment leur écoeurement. Est-ce qu'il n'aurait pas fallu que le pouvoir s'en mêle, que la police pour une fois arraisonne le patron ? Bien sûr, mais on ne le faisait pas, parce que nos lois n'ont pas prévu qu'un patron pouvait être méchant. Et Ayers, de plus, était l'ami de Daniel Johnson.

Les gars du F.L.Q. ont tâté de situations comme celle-là avant de prendre la clandestinité. Ils ont fait du piquetage avec les grévistes à La Grenade, ils ont été arrêtés ou battus par la police et ils n'avaient

plus qu'à remâcher leur colère. La même chose à l'International Envelopes, où ils voyaient les scabs rentrer à pleines portes sous la protection de la police. (Je me rappelle une photo de La Presse où on voit Pierre Vallières aux prises avec des policiers devant l'International Envelopes. Le patron venait de foncer dans un groupe de piqueteurs avec sa voiture et Vallières avait *osé* donner un coup de pieds dans la portière.) Les gars en ont vu plusieurs des situations comme celles-là et les ouvriers n'ont *jamais* réussi à y gagner quoi que ce soit. Et l'opinion publique ne s'est pas révoltée *pour le vrai*.

Les ouvriers rentraient au travail sans avoir rien gagné (comme à la Coronation à Ste-Thérèse) ou bien le patron fermait les portes. Le F.L.Q. a posé des bombes lui, comme tentative suprême d'aider les ouvriers. A-t-il eu raison ? Nous ne répondrons pas à cette question selon la morale; nous demanderons plutôt : y a-t-il quelqu'un qui osera dire qu'il y avait d'autres moyens d'amener l'opinion publique et les pouvoirs à s'émouvoir ?

On peut rétorquer que les bombes non plus n'ont rien réglé : à cela je réponds que nous verrons bien d'ici quelques années si ces bombes n'ont rien réglé. Chez Ayers à Lachute, vu que le gouvernement n'intervenait pas et que la grève persistait, aurait-on dû se surprendre que d'autres hommes se révoltent contre tant d'injustice au point de poser des bombes ? Eh bien, on se serait peut-être montré surpris, mais on n'aurait pas dû !

Il s'en trouvera pour dire que *parti pris* encourage la violence, que ce sont des gars comme ceux-là qui sont les vrais responsables etc. Ils ne voient pas, ces pieux pacifistes, que c'est le contraire de la violence que nous prônons : qu'on fasse disparaître la violence de l'ordre établi, la violence des exploiteurs capitalistes protégés par l'Etat colonisé et sa police, et il n'y aura plus aucune raison pour que des citoyens épris de justice soient acculés à la violence pour rendre aux travailleurs la justice que LA Justice ne leur rend pas.

parti pris / g.t.

éditorial

vraie ou fausse indépendance

parti pris / g.gg

Dans une de ses dernières livraisons, l'Indépendantiste, publication de l'Action socialiste pour l'Indépendance du Québec, posait à parti pris *un certain nombre de questions sur son orientation, à la suite de la fusion P.S.Q.-M.L.P. Sans vouloir accorder trop d'importance aux propos de Raoul Roy, nous voulons cependant essayer de répondre à ses inquiétudes, ce qui nous permettra de préciser un peu plus les positions esquissées dans notre dernier numéro.*

Si l'on cherche à résumer les principaux reproches qui nous sont faits, il s'agit surtout de notre insistance sur le socialisme et la laïcité aux dépens de cet objectif prioritaire et exclusif qu'est pour l'Indépendantiste la libération politique du Québec. Pourquoi vous faire des ennemis de la bourgeoisie autochtone, du clergé et des Américains, nous dit-on ? Appuyez-vous plutût sur ces groupes pour réaliser la libération du Québec et le reste vous sera donné par surcroît. Une fois l'indépendance faite, il sera toujours temps de rechercher vos autres objectifs. D'ici là, pas de manifestations contre la guerre au Viêt-nam et surtout, ne touchez pas aux capitalistes canadiens-français.

Toute analyse un peu sérieuse de la situation politique actuelle nous incite à rejeter cette stratégie comme parfaitement inadéquate et illusoire. Il semble de plus en plus évident que nous nous dirigeons vers

une forme ou une autre de l'indépendance politique, réalisée par la petite bourgeoisie québécoise et les partis qui la représentent, Union Nationale et Libéraux. Cette libération politique que nous ne réaliserons sans doute pas nous-mêmes, il est indispensable qu'elle ne se fasse pas exclusivement au profit de cette petite bourgeoisie traditionnelle ou moderne. Une telle indépendance ne serait pas une décolonisation véritable mais un simple transfert de pouvoir entre valets anglophones et francophones du même système capitaliste américain. Quant à moi, je suis loin d'être certain de préférer une république québécoise dirigée par des Jean-Noël Tremblay à un système fédératif dominé par des Jean Marchand ou des René Lévesque.

La tâche principale de parti pris et des véritables socialistes demeure donc d'oeuvrer dans le sens d'une vraie décolonisation sans laquelle toute indépendance politique demeurerait illusoire. Nous devons chercher à faire du Québec libre celui des travailleurs de l'usine, des champs, du bureau ou du laboratoire. Vouloir procéder en deux étapes, ce serait exposer les forces de gauche au sort peu enviable qui est le leur dans presque tous les pays d'Amérique Latine, indépendants depuis plus de cent ans cependant, ou encore dans la majorité des pays d'Afrique. Contribuer à consolider le pouvoir d'une bourgeoisie nationale dont les bases économiques et politiques sont actuellement assez mal assurés serait une conduite-suicide pour tout groupe socialiste.

Bien sûr, si nous négligions de combattre le colonialisme partout où il se présente au Québec pour ne nous préoccuper que de la paix au Viêt-nam ou du sort des Juifs d'U.R.S.S., questions fort importantes mais sur la solution desquelles nous avons peu d'influence, on pourrait nous taxer d'irréalisme. Nous le serions autant cependant si nous refusions de placer notre combat dans le contexte du grand mouvement de décolonisation des dernières années. Il est inutile de se le cacher, la seule indépendance québécoise que les Etats-Unis toléreraient serait celle qui ne compromettrait en rien les positions du capitalisme et ne changerait rien de

fondamental au sort des travailleurs québécois. C'est donc dès maintenant qu'il faut dénoncer l'emprise de l'impérialisme américain chez nous, de façon à démasquer les vrais artisans de notre colonisation.

Nous continuerons donc à affirmer que seule une idéologie unissant socialisme, laïcité et décolonisation peut donner ses véritables dimensions à l'Etat québécois que nous désirons. Toute tactique dissimulant un de ces aspects au profit d'une union illusoire de toutes les classes de la nation ne peut réserver aux travailleurs que des lendemains qui grincent.

Nous ne sommes d'ailleurs pas les seuls à avoir saisi ces éléments essentiels de notre libération politique. Lorsque le F.L.Q. de Vallières et Gagnon s'attaquait indifféremment à la Dominion Textile et à la famille La Grenade, c'était, en plus de souligner le fondement économique de la situation coloniale québécoise, unir dans la même réprobation nos grands exploiteurs anonymes et les mille petites sangsues bien de chez nous qui vivent à même le travail des ouvriers québécois. Voilà pourquoi le dernier F.L.Q. demeure beaucoup plus significatif que ses prédécesseurs dont les motivations idéologiques n'étaient pas toujours aussi claires.

De la même façon, le R.I.N., malgré beaucoup de maladresses et d'hésitations, tente de rejoindre ces travailleurs qu'il connaît peu et dont il a besoin pour faire l'indépendance. Il se libère mal cependant de ses origines plutôt bourgeoises et n'arrive pas à dégager les éléments d'un véritable socialisme décolonisateur. Il faut souhaiter que l'évolution amorcée continue afin de permettre un rapprochement avec le P.S.Q. et les travailleurs, syndiqués ou non. Le R.I.N. sait bien qu'il végétera pour finalement disparaître s'il ne parvient pas à devenir le parti des travailleurs québécois.

L'évolution récente du syndicalisme met par ailleurs en évidence les difficultés de l'entreprise. Qu'il s'agisse du récent mémoire C.S.N. — F.T.Q. — U.C.C. au comité de la constitution ou du dernier congrès de

la C.S.N., les préoccupations politiques des syndiqués demeurent essentiellement pragmatiques et peu portées à dépasser la courte période.

Au point de vue constitutionnel, les grandes centrales préfèrent le statu quo, refusant de prendre position sur l'indépendance tant qu'on ne leur en aura pas prouvé les effets bénéfiques sur le niveau de vie des travailleurs québécois. Loin de contester à ces organisations le droit de refuser de s'engager à la légère dans une aventure politique sur laquelle elles n'auraient aucun contrôle, nous leur suggérons, au lieu d'attendre une démonstration de groupes qui leur sont extérieurs, de pousser la conscience politique jusqu'à aborder elles-mêmes la recherche. Au lieu d'énoncer des banalités sur ces problèmes, elles pourraient alors mettre en garde leurs adhérants contre les dangers réels d'un indépendantisme purement politique tout en dégageant les conditions nécessaires pour que l'Etat du Québec qui s'ébauche soit véritablement d'abord celui des travailleurs. Si les syndicats n'entreprennent pas eux-mêmes cette étude, personne ne la fera pour eux et ils risquent de se trouver à plus ou moins long terme au sein d'un Etat québécois indépendant sur lequel ils n'auront pas plus de contrôle que sur le Canada actuel.

Encore ici, la C.S.N. devrait contribuer à lancer ce mouvement étant donné sa situation particulière. Il devient de plus en plus évident que cette centrale n'est pas à l'aise dans la structure confédérale actuelle, qu'elle souffre elle aussi des effets de la colonisation. Au lieu de prétendre devenir une grande centrale "canadian" et bilingue, ce qui est pratiquement impossible, ou de menacer de se retirer d'organismes fédéraux qui ne demanderaient peut-être pas mieux, ne pourrait-elle pas surmonter sa crainte bien américaine de la politique et prendre avec d'autres l'initiative de la formation d'un véritable parti de masse regroupant l'ensemble des travailleurs.

Il existe un grand vide sur la scène politique québécoise. L'Union Nationale piétine et se spécialise dans l'inaction. Le parti libéral se

demande s'il ira vers la droite en faisant connaître à trois personnes les secrets de la caisse électorale ou à gauche en étendant à sept le nombre des détenteurs de ce secret. Le P.S.Q. et le R.I.N. ne réussissent pas vraiment à déboucher sur le monde des travailleurs. Il faut que les centrales syndicales prennent la place qui leur revient et contribuent avec toutes les autres forces de gauche à la construction de ce parti des travailleurs qui réalisera au Québec le socialisme décolonisateur.

Il ne s'agit pas pour les syndicats de se transformer en parti politique au détriment des intérêts économiques de leurs membres. Nous aimerions simplement que, quittant un abstentionnisme malsain, ils viennent participer avec d'autres, tout en gardant leur entière liberté d'action, à la formation du parti qui viserait à assurer l'avenir de tous les travailleurs québécois, qu'ils soient syndiqués ou non.

Si la gauche ne réussit pas à résoudre ses complexes et à opérer son unification, les bombes continueront à éclater et les prisons à se remplir des meilleurs espoirs de notre génération.

parti pris/g.gg

bilan du cléricalisme

le clergé et les classes sociales : pour une stratégie de la gauche

luc racine

"L'homme, même quand il proclame l'Etat athée, demeure toujours asservi à la religion, précisément parce qu'il ne reconnait son humanité que par le détour de l'Etat. La religion est précisément la reconnaissance de l'homme par un détour, par un médiateur. L'Etat est le médiateur entre l'homme et la liberté de l'homme. De même que le Christ est le médiateur que l'homme charge de tout le côté humain de sa nature, de son enlisement dans la religion, de même l'Etat est le médiateur qu'il charge de tout son côté non divin, de son enlisement dans l'inhumain".

Karl Marx, Question juive (1844).

"Les principes sociaux du christianisme prêchent l'inévitabilité d'une classe régnante et d'une classe opprimée. En ce qui concerne cette dernière, ils ne peuvent que formuler un pieux souhait : qu'elle soit l'objet de la charité de la première.

Les principes sociaux du christianisme déplacent dans le ciel la fin de toutes les infamies. De ce fait, ils justifient la perpétuation sur terre de ces infamies".

Karl Marx, Deutsche Brüsseler Zeitung (12 septembre 1847).

Il n'est pas facile, au Québec, de prendre position face à l'Eglise et au clergé. Chez nous, ni l'anticléricalisme ni l'athéisme n'ont jamais été très développés et cohérents. Historiquement, économiquement et politiquement, nous ignorons beaucoup de la force réelle qu'a représentée (et représente encore) la hiérarchie catholique. L'ampleur des conséquences qu'a eu l'hégémonie séculaire du clergé sur la culture québecoise et sur notre psychologie (individuelle autant que collective) n'est pas toujours prise suffisamment en considération; nous commençons à peine à entrevoir le sens de la récente évolution de l'Eglise du Québec.

Ce bilan, qui est loin d'être complet, n'encourage guère : l'autorité cléricale détient encore assez de contrôle sur les divers secteurs de la vie québecoise pour nous rendre très ardue la compréhension du rôle qu'elle y joue précisément. Ce numéro de *parti pris* a été réalisé avec l'intention explicite d'indiquer par quels moyens il est possible, à plus ou moins brève échéance, de mettre fin à un pareil état de choses.

Si, comme nous le croyons, l'absence d'une stratégie cohérente de la gauche face au clergé est due en grande partie à l'inexistence d'analyses compréhensives et documentées du phénomène clérical et religieux ainsi que de son rôle déterminant à l'intérieur de la société et de la culture québecoises, il importe en tout premier lieu de combler cette lacune.

Les articles de Pierre Maheu et de Gaëtan Tremblay représentent une tentative dans ce sens : le premier en visant à montrer les influences dévastatrices d'une culture et d'une éducation cléricales sur le plan psychologique, le second en proposant une analyse concrète de la nouvelle attitude du clergé principalement dans le domaine de l'éducation. Les conclusions de ces deux articles aboutissent à la nécessité d'élaborer une stratégie qui permettrait d'empêcher que, de réforme en réforme, le clergé québecois en arrive à conserver son hégémonie avec la plus ou moins grande complicité de l'Etat.

Pour notre part, nous aborderons ici quelques questions complémentaires ayant trait au lien qui existe historiquement entre l'évolution des positions du clergé et la transformation de la structure de classes de la société québecoise; aux relations entre le laïcisme, le socialisme et la décolonisation; et enfin, à la stratégie de la gauche face à l'Eglise et à la religion.

le clergé et les classes sociales

Il serait manifestement faux de croire que l'Eglise québecoise n'a jamais accepté pratiquement de modifier ses positions globales depuis

la Conquête. Le monolithisme idéologique du clergé, jusqu'à tout récemment, a pu porter à croire cela. Toutefois, en examinant rapidement l'évolution des positions de l'Eglise depuis 1760, on se rend facilement compte que ce ne fut pas tout-à-fait le cas. L'Eglise a bien voulu donner l'impression qu'elle était une autorité et une force inébranlables dont aucune des décisions ne pouvait être affectée par les circonstances. En réalité, à chaque fois que cela lui fut nécessaire pour conserver son emprise sur la société et sur la culture québecoise, elle s'est adaptée aux événements, quitte à se justifier après coup et, le plus fréquemment, à nier systématiquement d'avoir dû faire des concessions.

Lors de la Conquête, le clergé, qui jusqu'alors n'avait pas été le groupe socio-économique prédominant, profita du départ de l'administration et des commerçants français pour prendre sur la population paysanne un contrôle global que les seigneurs ne furent pas en mesure de lui contester (pas plus qu'ils n'avaient eu auparavant assez de force pour contester les pouvoirs de l'administration et des marchands favorisés par la politique coloniale de la métropole). Cette domination presqu'exclusive du clergé sur une population en majeure partie paysanne fut facilitée par une entente tacite avec le conquérant anglo-saxon : ce dernier ne pouvait assimiler d'un coup le peuple vaincu et avait besoin de son appui pour empêcher que les colonies de l'Amérique du Nord britannique ne suivent la même évolution que les Etats-Unis vers la république et l'indépendance politique. Le clergé put garder son contrôle sur la population du Québec, à condition bien entendu d'imposer à celle-ci la fidélité à l'Angleterre. Ce fut l'Acte de Québec qui, après quelques heurts entre le clergé et le conquérant, établit un tel pacte.

Sous le régime de séparation du Haut-Canada et du Bas-Canada, une bourgeoisie libérale, composée de professionnels et de petits commerçants, commença à se former au Québec. Graduellement, cette classe

naissante prit assez d'importance pour menacer l'hégémonie du clergé sur la population paysanne. Lors de la rebellion des Patriotes, le clergé appuya donc les intérêts anglo-saxons, et la possibilité d'une prise de pouvoir politique (avec l'indépendance et le rapprochement d'avec les Etats-Unis que cela aurait impliqué à l'époque) par la bourgeoisie naissante avorta. L'Acte d'Union, puis la Confédération, consommèrent la défaite de cette bourgeoisie libérale.

Bien qu'elle ne disparut pas complètement, cette classe devint de plus en plus composée uniquement de professionnels, abandonnant ainsi toute velléité de participer à l'essor de l'économie dans les domaines, alors privilégiés, du commerce, des transports et de l'industrie. Ces professionnels s'occupèrent de la vie politique fédérale et provinciale, tout en demeurant soumis à la tutelle du clergé qui s'était graduellement assuré d'un contrôle complet sur l'éducation et sur tous les secteurs de la vie québecoise n'étant pas passés sous le contrôle direct d'Ottawa.

Ainsi, dès la fin du siècle dernier, la structure de classes de la société québecoise s'était cristallisée (puis scérosée) autour de la domination qu'une élite dirigeante — où prédominaient les clercs sur les gens des professions libérales — exerçait sur une population encore en majeure partie rurale et paysanne. Le contrôle de la vie sociale relevait du clergé, par la voie de l'éducation; le contrôle de ce qu'il restait de vie politique relevait accessoirement de la petite bourgeoisie professionnelle. La complicité et la faiblesse de cette élite assuraient par ailleurs aux intérêts anglo-saxons une domination totale de la vie économique québecoise.

On peut comprendre ainsi l'attitude souvent ambigüe prise par le clergé québecois dans le domaine des relations entre le Québec et le Canada durant les cinquante premières années du siècle. A chaque fois qu'il s'agissait d'imposer aux québecois fidélité au Canada ou à l'Angleterre, l'Eglise a fait pression dans le sens de la politique fédérale :

guerre des Boers, conscription lors de la première et de la deuxième guerre mondiale, etc. Par contre, lorsqu'il s'agissait de défendre les intérêts du clergé contre la centralisation fédérale, l'Eglise s'est opposée aux initiatives d'Ottawa : écoles séparées, allocations familiales, instruction obligatoire, assurance-santé, assurance-chômage, subventions aux universités, etc. A plusieurs reprises, la bourgeoisie professionnelle a prôné une politique différente de celle du clergé (lors de la conscription pendant la dernière guerre, notamment), mais le rapport de forces a toujours joué finalement en faveur de l'Eglise.

D'autre part, le nationalisme récriminateur, défensif et stérile de l'élite clérico-bourgeoise s'explique par le jeu de facteurs analogues. En effet, la structure de classes dont nous avons parlé précédemment (agriculteurs petits commerçants » artisans professionnels » clercs : le pouvoir de décision politique variant à l'inverse de l'importance numérique) correspondait assez bien à l'état d'une société rurale dominée par une société urbaine et mercantile. Le passage, à l'intérieur de la société dominante, d'une économie marchande (permettant l'accumulation du capital) à une économie avec prédominance de l'industrie et du capital financier, a induit des changements importants dans la structure de classes de la société dominée : urbanisation et prolétarisation massive de la population agricole en exode vers les villes, à la suite de l'essor industriel des années 1900-1910 et 1920-1930, formation d'une classe ouvrière et apparition du syndicalisme.

Le pouvoir de la bourgeoisie clérico-professionnelle, reposant sur une structure de classes où prédominaient numériquement les agriculteurs, ne pouvait qu'être menacé sérieusement par le développement de la classe ouvrière. D'où la tentative, réussie pendant un certain laps de temps, de museler le mouvement ouvrier en l'encadrant par un syndicalisme catholique dont le clergé avait naturellement pris l'initiative.

A la menace intérieure s'en ajouta une autre : la politique centralisatrice du gouvernement, qui correspondait aux tendances à la concentration des pouvoirs des décisions économiques dans une économie réglementée par les ententes entre trusts et cartels.

Devant ces deux phénomènes, montée du mouvement ouvrier et politique centralisatrice de l'Etat dominant, le nationalisme du clergé adopta une perspective de plus en plus défensive et chauvine. Sur le plan politique, la doctrine de l' "autonomie provinciale" marque l'enlignement de l'appendice laïc du clergé sur ce nationalisme réactionnaire.

Puis, à partir de la fin de la dernière guerre, de nouveaux changements techno-économiques transforment la structure de classes dans un sens défavorisant sans cesse plus l'empire du clergé et de la bourgeoisie professionnelle sur l'ensemble de la société québecoise. En effet; l'après-guerre a été caractérisée, au point de vue socio-économique, par la prise en main de la production et de la consommation des biens et des services par des monopoles, poussant ainsi à la limite les tendances à la concentration des décisions déjà impliquées par une économie réglementée par les trusts et les cartels. L'apparition de la société de consommation et l'extrême emprise des moyens de communications de masse (radio, cinéma, télévision, etc.) sont liées à une telle évolution interne du capitalisme.

Au Québec, le contrôle de l'économie par des monopoles étrangers (principalement américains) a amené la diffusion de la culture de masse, entraînant d'un même coup le dépérissement rapide de l'ancienne culture cléricale.

En plus, vu les nécessités de gestion et d'organisation liées au capitalisme des monopoles, une fraction de plus en plus considérable de la population du pays est employée dans les services gouvernementaux ou dans l'administration des succursales des grandes entreprises anglo-saxonnes, des syndicats, etc. Cette nouvelle strate socio-économique, composée principalement d'employés de bureau, de fonctionnaires, de

technocrates, d'enseignants, de cadres administratifs divers, constitue la base objective du néo-nationalisme, s'opposant ainsi aux intérêts de la bourgeoisie clérico-professionnelle sur le déclin.

Face à cela, le clergé, qui est la fraction prédominante de cette classe déclinante, peut adopter diverses positions : la réaction aveugle (de type *Aujourd'hui Québec*) et le réformisme plus ou moins poussé (de type *Maintenant*) sont les deux principales attitudes possibles. Tout porte à croire que l'indécision actuelle d'une bonne partie du clergé sera vite tranchée par le choix définitif en faveur de l'une ou de l'autre de ces solutions. L'option pour la réaction, si elle venait à triompher, entraînerait le clergé vers un fascisme rétrograde. Le choix réformiste, de son côté, pourrait amener à une alliance du clergé soit avec un pouvoir de type néo-capitaliste (genre aile gauche du P.L.Q., soit avec un pouvoir de type social-démocrate (genre R.I.N.).

Bref, dans cette perspective, le clergé pourrait tenter de s'allier à l'une des deux principales couches de la classe moyenne qui est actuellement en ascension : technocrates, hauts fonctionnaires et cadres administratifs d'une part, employés et salariés non-manuels d'autre part.

la transition vers le socialisme : étapes de la déclericalisation et de la décolonisation

L'analyse précédente, qui vise à montrer que l'évolution du clergé (en tant que fraction dominante de l'ancienne classe dirigeante) est fonction de la transformation de la structure de classes de la société québecoise, permet d'éclairer la question des rapports entre l'abolition de la situation coloniale et l'avènement de la laïcité.

Sur ce point, il est particulièrement important de tenir compte de ce qui suit. Tout d'abord, si l'indépendance politique du Québec se réalise sous la direction d'un groupe représentant les intérêts du néo-capitalisme, l'indépendance économique ne pourra jamais être plus que

très restreinte, l'économie québecoise restant alors dépendante des intérêts propres aux monopoles américains. Toutefois, cela n'empêcherait pas le gouvernement et les intérêts économiques du pays d'acquérir une capacité de décision plus considérable que celle qui existe actuellement. Dans une telle situation, de par la politique dirigiste inhérente au néo-capitalisme, l'Etat serait amené à prendre en charge la plupart des domaines d'activité dont le contrôle est jusqu'à maintenant réservé au clergé (éducation, services hospitaliers, organisation des loisirs, etc.). Ce dernier deviendrait alors un simple groupe de pression, représentant les intérêts globaux d'une classe ayant perdu ses anciens pouvoirs de décision au profit d'un groupe de technocrates, de hauts fonctionnaires, de cadres administratifs, etc. Une éducation et une culture laïques prédomineraient dans la société de consommation et une civilisation des loisirs, où les loisirs et la consommation seraient dirigés par une minorité de plus en plus restreinte au détriment de l'immense majorité infantilisée et rendue irresponsable.

Deuxième possibilité : l'indépendance politique est réalisée par un parti social-démocrate s'appuyant surtout sur les salariés non-manuels (employés dans divers secteurs), les cadres syndicaux et une fraction plus ou moins importante de la classe ouvrière. Sans aller jusqu'à la planification intégrale et l'autogestion, l'Etat interviendrait alors dans la vie sociale, économique et culturelle de façon plus marquée. Le clergé serait toléré, sans toutefois pouvoir conserver le rôle d'un groupe de pression représentant une classe déclinante que l'Etat viserait à éliminer systématiquement, par des nationalisations progressives et une planification relativement contraignante. Parallèlement à l'extension de l'autonomie sur le plan politique et économique, la décolonisation, sur le plan culturel, aboutirait à une laïcisation plus intégrale et à la création de valeurs moins viciées par la société de consommation et la civilisation des loisirs.

Enfin, dernière possibilité : la prise de pouvoir (coïncidant avec

l'indépendance politique ou postérieure à elle, ce qui impliquerait alors le renversement d'un parti néo-libéral ou social-démocrate ayant déjà proclamé l'indépendance et entrepris la décolonisation dans une optique réformiste) par un parti socialiste représentant la classe des travailleurs manuels et non-manuels. Un tel parti viserait à faire du Québec une société autogérée à tous les niveaux, par l'élaboration et l'application d'une planification de plus en plus coordonnée par l'Etat au lieu d'être imposée par lui. Il est évident qu'une telle société ne comporterait plus de clergé en tant que groupe distinct et hiérarchisé, pas plus qu'elle ne comprendrait d'Etat : le dépérissement du principe autoritaire et hiérarchique, remplacé par l'autogestion, se ferait simultanément sur le plan religieux et sur le plan politique.

Dans une société autogérée, l'éducation ne relèverait plus que de la coopération entre les étudiants et les professeurs; et le clergé qui, dans une société néo-capitaliste (ou même social-démocrate) pourrait encore garder un rôle partiel d'administration subordonné au contrôle de l'Etat, n'y aurait plus aucune fonction. L'humanisme socialiste, avec ses valeurs axées sur la création et la liberté, remplacerait graduellement la religion; et l'élaboration d'oeuvres culturelles aussi fondamentales que l'art, la science et la morale, ne serait plus le privilège d'aucun groupe particulier.

On voit que, en allant du néo-capitalisme à tendances socialisantes au socialisme planificateur de type étatique et ultimement au socialisme autogestionnaire, l'importance du clergé et de la religion dans la société et dans la culture se réduit considérablement. Cela s'explique d'ailleurs assez facilement. Historiquement, l'importance de la hiérarchie catholique, et du phénomène religieux en général, décroit de façon inversement proportionnelle à l'urbanisation et à l'industrialisation. Si le capitalisme n'a jamais réussi à éliminer complètement la hiérarchie catholique, c'est qu'il n'est jamais parvenu à résoudre adéquatement les problèmes socio-culturels résultant d'une industrialisation qu'il avait pourtant lui-même en grande partie déclenchée. A l'intérieur des sociétés industrielles à

économie capitaliste, l'eristence d'un groupe hiérarchisé de clercs et du phénomène religieux, est déjà une survivance d'un type de société dépassé et un signe de disfonction. Lorsque le capitalisme disparaîtra sous le coup des besoins d'organisation et de gestion liés à l'évolution techno-économique des sociétés industrielles, la hiérarchie religieuse et la religion elle-même disparaîtront avec lui.

stratégie de la gauche face à l'Eglise et au clergé

Toutefois, nous n'en sommes pas encore là, et il serait trop facile de taxer d'anticléricalisme les remarques qui précèdent. Prédire l'avènement d'une société autogérée où le clergé (et l'Etat) n'aura pas de place, ce n'est pas nécessairement souhaiter l'évincement ou l'extermination des clercs et des croyants. La période de transition vers le socialisme, qui a déjà débuté dans certains pays, consistera en l'élimination progressive des fondements mêmes des phénomènes clérical et religieux. Il ne s'agira d'ailleurs pas tant de détruire que d'édifier une société et une culture nouvelle. Dans la mesure où certaines valeurs religieuses seront compatibles avec cette tâche, elles s'intègreront d'elles-mêmes à cette dernière. D'autre part, les membres du clergé, en autant qu'ils seront prêts à renoncer à leurs anciens privilèges et à leur mentalité autoritaire, pourront aussi collaborer à cette tâche d'édification du socialisme. Ce qui nous amène maintenant à proposer quelques jalons d'une stratégie de la gauche québecoise face au clergé.

Disons, en premier lieu, qu'il est essentiel de ne pas considérer le clergé comme s'il formait encore un bloc homogène. Une partie de l'Eglise québecoise, il est vrai, se rallie toujours aux intérêts de la petite bourgeoisie professionnelle sur le déclin. La position de cette fraction du clergé est bien exprimée par des revues comme *L'Action Nationale*, *Relations* et *Aujourd'hui Québec* : opposition à l'intervention de l'Etat dans le domaine de l'éducation, anti-communisme délirant, attachement à la Confédération sous sa forme actuelle ou selon la formule des Etats-

associés, etc . . . Tout ce qui peut être fait, sur les plans idéologique, politique et économique, pour saper le reste de pouvoir que détient cette classe est indispensable.

D'autre part, une autre fraction du clergé (la plus nombreuse, si on y inclut une majorité d'indécis attendant une clarification de la situation globale au pays pour se rattacher à l'option qui l'emportera) tend à s'enligner dans la voie des réformes de type néo-capitaliste : collaboration à la formation des instituts et tentative de mainmise sur ces derniers, acceptation mitigée du principe d'un secteur non-confessionnel dans l'enseignement, etc . . . La position à prendre face à cette tendance est analogue à celle qu'il convient d'adopter face à toutes les tentatives de créer une société de type néo-capitaliste, au Québec : montrer le caractère insatisfaisant des réformes entreprises dans divers secteurs, leur difficulté d'application dans le contexte actuel, l'absence d'un plan cohérent qui s'y révèle, proposer un plan d'ensemble plus cohérent et des moyens efficaces de l'appliquer.

Enfin, une minorité du clergé, qui s'exprime dans la revue *Maintenant*, penche vers la social-démocratie. Comme dans les cas précédents, il s'agit d'adopter face à cette tendance la même position que face aux strates socio-économiques (et aux partis qui les représentent) auxquelles elle se rattache. Dans ce cas-ci, il s'agira d'appuyer de façon critique les propositions faites par cette fraction du clergé, dans le sens d'une séparation de l'Eglise et de l'Etat et d'une laïcisation véritable de l'enseignement, tout en montrant que, dans la situation actuelle, ces solutions sont inapplicables intégralement. En plus, il s'agira de montrer également que, même appliquées, ces mesures ne seraient qu'une étape de la transition vers le socialisme.

Une telle stratégie, qui tient compte de la diversification des positions à l'intérieur du clergé depuis quelques années, a certainement plus de chance d'aboutir à une tactique efficace qu'un anticléricalisme global et aveugle reposant sur l'incompréhension de la réalité qu'il veut

transformer. Dans la perspective où nous nous plaçons, il ne saurait y avoir d'opposition violente de la gauche qu'à l'aile intégriste et réactionnaire du clergé (dont il ne faudrait toutefois pas sous-estimer l'importance et l'emprise sur certaines couches de la population). Quant aux autres tendances qui se manifestent à l'intérieur du clergé, une discussion critique entre la gauche socialiste et les représentants des solutions néo-libérale ou social-démocrate ne pourra qu'amener à la constatation que tout ce qu'il y a de vraiment positif dans ces solutions ne peut être réalisé que dans un contexte socialiste et d'autogestion.

Notons, pour conclure, que la stratégie que nous proposons n'est pas tout à fait équivalente à celle suggérée par Raoul Roy (Cf. *L'Indépendantiste*, no 2, juin 1966, p. 16 : "L'Eglise et le socialisme décolonisateur"). Lorsque ce dernier affirme que "l'Eglise Franc-canadienne ne constitue pas un bloc monolithique", qu'"il existe des éléments anti-colonialistes au sein de l'Eglise, et que "si les indépendantistes ne tenaient pas compte de cette situation au cours de leurs luttes, ils nuiraient considérablement à leur cause", nous sommes pleinement d'accord. C'est justement pourquoi il nous semble utile de tenir compte des différentes tendances à l'intérieur du clergé et de retracer les causes socio-économiques de cette diversification, plutôt que de sombrer dans un anti-cléricalisme extrêmement nuisible sur le plan stratégique.

Toutefois, lorsque Raoul Roy assigne comme tâche aux socialistes décolonisateurs de "s'objecter sans compromis à la protestantisation de l'Eglise, et surtout à son anglo-saxonisation et américanisation, sous prétexte d'oecuménisme", cela nous semble excessif et relever d'une surévaluation de l'influence que peut encore exercer le clergé traditionnel sur les différentes classes de la société québécoise. En plus, la tendance actuelle du clergé n'est pas de s'appuyer sur les intérêts anglo-saxons, mais de jouer le rôle d'un groupe de pression auprès du gouvernement du Québec, ce qui indique un changement de position majeur, dont nous avons précédemment analysé les causes. La faiblesse de la stratégie

suggérée par Raoul Roy est justement due à une lacune dans la compréhension de la position récente d'une fraction importante de l'Eglise québécoise. Ce fait revêt une importance considérable, car l'efficacité d'une stratégie politique globale dépend toujours de la rigueur et de la justesse des analyses théoriques et socio-économiques qui ont mené à son élaboration.

luc racine

l'âge d'or du cléricalisme

morceaux choisis

pierre maheu

Quelques remarques préliminaires. D'abord je tiens à dire que la collection des phrases inspirées qui suivent a été faite par toute l'équipe de la revue. On m'a laissé les présenter, ce qui est une grande joie pour le tipopiste que je suis. Deuxio, il manque sans doute à notre anthologie plusieurs perles de choix : c'est que même les meilleurs systèmes digestifs se fatiguent ; on nous comprendra donc d'avoir un tant soit peu limité nos lectures cléricales. Et puis une définition : ce que nous appelons l'âge d'or du cléricalisme, c'est en gros la période qui va de la mort de l'Institut Canadien à disons 1960. Un siècle, quoi. Les rares citations qui sont antérieures à cette époque ne figurent ici que pour témoigner des origines. Mais il serait abusif de les identifier à la culture ti-pop classique. Autre chose : toutes nos citations ne portent pas la griffe de clercs ; c'est que nous considérons le bedeau comme membre de plein droit du système cléricaliste. Et enfin, une remarque méthodologique: on ne prouve rien avec des citations, nous le savons. Aussi bien n'entendons-nous pas ici démontrer quoi que ce soit. Les phrases qui suivent nous intéressent par leur saveur, leur pitto-

resque, leur truculence ; si nous les livrons à nos lecteurs, c'est simplement pour leur faire partager une délectation qui, solitaire, serait sûrement vicieuse. Et puis il est quand même bon, de temps à autres, de se rafraîchir un peu la mémoire : à cause peut-être d'une manière de honte, nous avons tendance à oublier les invraisemblables profondeurs qu'a pu atteindre l'aberration collective du Québec. Fin du préambule.

le cléricalisme pré-classique

Le caractère colonial du cléricalisme québécois fait qu'il est inutile de lui chercher des sources avant la conquête. Mais dès lors, le clergé établit ses relations avec l'autorité :

Ces nobles vainqueurs ne vous parurent-ils pas, dès qu'ils furent nos maîtres, oublier qu'ils avaient été nos ennemis . . . ? (. . .) Soyez exacts à remplir les devoirs des sujets fidèles et attachés à leur prince ; et vous aurez la consolation de trouver un Roi débonnaire, bienfaisant . . . et favorable à notre religion . . ."

(Mgr. Briand, 1763, *Mandement à l'occasion du traité de Paris*)

Quand à l'idéologie, elle aussi se fixe assez tôt ; ainsi, en 1789, il est question de créer une université mixte (pour catholiques et protestants) ; Mgr Hubert s'y oppose et dénonce le projet. Qui dirigerait cette université ? Des hommes sans préjugés ?

"*. . . dans le langage des écrivains modernes, un homme sans préjugés est un homme opposé à tout principe de religion, qui prétendant se conduire par la seule loi naturelle, devient bientôt sans moeurs, sans subordination aux lois(. . .) Des hommes de ce caractère (et notre siècle en abonde pour le malheur et la révolution des Etats) ne conviendraient aucunement . . .*"

(Mgr. Hubert, *Mandements des Evêques de Québec*, vol. II, pp. 385-396)

Le même (il avait de la suite dans les idées) explique l'année suivante qu'il ne faut pas accueillir au pays des prêtres catholiques anglais, car

"*il serait peut-être à craindre que ces messieurs, accoutumés à raisonner librement sur tous les objets de politique, ne fisssent quelques impressions désavantageuses sur les esprits d'un peuple auquel nous avons toujours prêché une obéissance exacte aux ordres du Souverain ou de ses représentants, et une soumission entière à tout système légal de lois, sans examen ni discussion.*"

(Id., Ibid. II, 429 ss.)

Dans la même veine, voici enfin une admirable envolée lyrique :

"Nation généreuse, qui . . . (il s'agit des Anglais, comme la suite le montre abondamment !) *; nation industrieuse, qui avait fait germer les richesses que cette terre contenait en son sein ; nation exemplaire, qui . . . ; nation compatissante, qui . . . ; nation bienfaisante, qui donnez chaque jour au Canada de nouvelles preuves de votre libéralité ; non, non, vous n'êtes pas nos ennemis, ni ceux de nos propriétés que vos lois protègent, ni ceux de notre sainte religion que vous respectez. Pardonnez ces premières défiances à un peuple qui n'avait pas encore le bonheur de vous connaître . . .*

"Mgr Briand avait pour maxime qu'il n'y a de vrais chrétiens . . . que les sujets soumis à leurs souverains légitimes. (. . .) Tels sont, chrétiens, sur cette matière, les principes de notre sainte religion . . . Cessez donc de vouloir nous imposer silence, car nonobstant vos reproches, nous ne cesserons pas de vous le redire : Soyez sujets fidèles ou renoncez au titre de chrétiens."

(J.O. Plessis, curé de Québec, *Oraison funèbre de Mgr Briand*, 1796)

Enfin, on ne saurait mieux conclure ce retour aux sources que sur une citation du plus grand des plus grands, Mgr Lartigue, qui écrit au moment de la révolution ratée de 1837 :

"Ne vous laissez pas séduire si quelqu'un voulait vous engager à la rébellion contre le Gouvernement établi, sous prétexte *que vous faites partie du Peuple Souverain (. . .) Il n'y a point de puissance qui ne vienne de Dieu, et c'est lui qui a établi toutes celles qui existent. Celui donc qui s'oppose aux Puissances, résiste à l'ordre de Dieu ; et ceux qui résistent acquièrent pour eux-mêmes la damnation".*

(Mgr J.-J. Lartigue, 24 octobre 1837)

autorité ou démocratie ?

Puisque notre retour aux sources nous a amené à parler d'autorité, il faut noter une remarquable continuité à ce niveau. Voici des textes fondamentaux, que cite Camille Laurin dans le dernier numéro de *Recherches Sociographiques* : nous sommes en 1928, aux "Semaines sociales du Canada", qui portent sur l'autorité. NNSS prennent la parole à tour de rôle :

Dieu, voilà la source de l'autorité ! L'autorité descend d'en haut pour aller en bas ; elle ne monte pas d'en bas pour s'établir en haut . . . Quelle que soit la forme concrète des gouvernements humains, le pouvoir vient de Dieu . . ."

(Mgr Rouleau)

"La thèse de l'autorité née du libre vouloir de l'homme, et constituée d'après les seuls calculs humains, a jeté dans le monde une conception sociale qui n'est qu'un ferment de troubles et une cause d'instabilité . . . Ce qu'il faut refuser d'admettre, c'est que le peuple lui-même soit souverain, et que, en choisissant les membres d'une assemblée législative, il leur délègue la faculté de gouverner."

(Mgr Pâquet)

Et cette autorité, elle doit être partagée : l'Eglise est prête à en laisser une part au gouvernement. Un futur cardinal déclare alors que les relations de l'Eglise et de l'Etat sont bonnes :

*"régime complexe, qui sans être l'idéal peut tout de même s'en approcher . . . Vous n'avez pas l'union proprement dite de l'Eglise et de l'Etat, puisque devant la loi, il y a égalité des cultes, à un degré que n'eussent pas requis les conditions publiques et dont il faudra toujours redouter les conséquences morales . . . Par ailleurs, sur un grand nombre des points les plus graves, organisation scolaire, constitution des paroisses, liberté des institutions religieuses, il y a ordinairement entente louable et alliance respectueuse des deux autorités . . . (*Mais il faut rappeler*) à ceux qui président aux destinées publiques, l'intransigeance qu'impose la vérité, l'absolutisme que demande la justice par rapport aux doctrines diminuées et aux usurpations sociales, quelque tolérance de fait qu'il y ait lieu d'accorder provisoirement à celles-ci".*

(R.P. Villeneuve, o.m.i.)

Pour nous faire une idée des "doctrines diminuées et usurpations sociales" en question, citons le "Catéchisme national", ou un certain abbé, avec l'*imprimatur* du maintenant cardinal Villeneuve, écrit :

"Quels sont les plus grands ennemis du Christ ?

"Lucifer et les Juifs (. . .) Karl Marx et Heine ont fait transporter le néomessianisme judaïque dans le bolchevisme infernal qui devient alors l'incarnation de l'idéal juif en voie de sa perfection prochaine".

Et enfin ce bon Père Arès, convaincant comme toujours, avec ses arguments définitifs :

"Pourquoi faut-il s'occuper du communisme ?

"Parce que le Pape le veut."

(in *Petit catéchisme anti-communiste*, Ecole sociale populaire, 1937)

A absorber à un tel rythme des vérités éternelles, le lecteur risque de s'épuiser. Pour le délasser un peu, nous allons donc changer de sujet; et

passer à un domaine qui cause bien des inquiétudes aux "autorités".

à bas le **sexe et le péché !**

"Hélas ! les mondains n'écoutent guère l'appel de Marie; par l'impureté, par les danses lascives et l'intempérance, ils déchirent d'épines le Coeur Immaculé de Marie, par leurs péchés, ils attirent la colère de Dieu."

(L'Action Catholique de Montréal, nov. 1950, p. 207)

"Si vous expliquez à vos jeunes le sens du baiser, ils n'auraient peut-être pas toujours l'idée que c'est toujours défendu, mais ils saisiraient peut-être mieux qu'ils sont en présence d'une réalité sacrée à réserver à des circonstances sérieuses . . ."

(Jean-Paul Labelle, s.j., *Collège et Famille*, fév. 63)

". . . On parle de la crise de la conscience dans le monde, et cela en tous les domaines : moralité, justice, loyauté . . . La perte du sens du péché en est la conséquence fatale . . .

(Mgr Weber, *L'Action Catholique de Montréal*, mai 53, p. 625)

"Même si c'est loin d'être parfait encore sur tous les points, que d'améliorations se sont fait sentir dans les calendriers, les modes, costumes de bain "short", le cinéma . . . A peine soutenus par l'opinion publique, mal éveillé de ses responsabilités, il faut bien l'avouer, le Conseil diocésain et la Ligue de Décence savent que, sans l'appui efficace que leur a accordé la Vierge de toute pureté, ils n'auraient pu obtenir des résultats aussi consolants.

(Ibid, sept. 50, p. 97)

"Car il importe de se comprendre dès le départ : des fréquentations assidues entre jeunes garçons et jeunes filles ont toujours comme objectif le mariage."

(Labelle s.j., Collège et Famille, fév. 63)

Bon, résumons : le sexe, c'est méchant et dangereux. Mais dans le mariage, on peut toujours, un petit peu :

"Aussi, pour prévenir l'illusion est-il normal que, dès les débuts de la vie à deux, ils s'exerçent à maîtriser leur fougue, à discipliner leur amour et, pour lui garder toute sa valeur pour empêcher qu'il s'enlise dans la chair . . . qu'ils le soumettent d'un commun accord à une ascèse bien ordonnée."

(Relations, mai 66, p. 151)

Même dans le mariage, alors ? C'est peut-être à cause de la sublime vocation de la femme :

"Dieu a fait l'homme pour agir au dehors sur le monde. Toutes ses énergies sont tournées vers l'action . . .

La femme, par contraste, a été faite pour vivre au dedans. Au dedans du foyer . . .

Reine du foyer ! C'est pour la femme son plus beau titre de gloire et tout le sens de sa mission.

C'est le devoir impérieux des gouvernements de travailler de toutes leurs forces à promouvoir les conditions d'un ordre social et économique où le travail de la femme — surtout de la femme mariée — serait exclu ou tendrait du moins à devenir exceptionnel.

(Relations, août 64, pp. 226-7)

De toute façon, le sexe ne peut qu'avilir :

"Et le docteur Ch.-H. Nodet n'a pas craint d'écrire qu'une femme devient "vraiment femme" lorsqu'un homme l'a déflorée. Insulte à la Vierge, que l'Esprit Saint appelle la "Femme par excellence".

(Relations, sept. 64, p. 260)

Mais heureusement, tout cela n'est que temporaire :

"Ne savons-vous pas qu'au jour de la consommation, nous serons tous des anges dans le ciel ?"

(Relations, août 63, p. 228)

l'enseignement catholique

Cependant, et si mauvaise que soit la sexualité, la revanche des berceaux se continue, et il y a des enfants à éduquer. Le clergé contrôle l'enseignement; et l'oriente vers la formation de bons citoyens :

"L'enseignement a pour but essentiel de former l'âme et les facultés de l'enfant en vue de ses devoirs futurs".

(*L'Enseignement Secondaire*, vol. V, p. 90)

"Aucune spécialité ne développe les puissances de l'âme d'une manière aussi complète, aussi harmonieuse, aussi efficace, que l'instruction religieuse, par l'exercice énergique qu'elle leur impose. Cet enseignement s'adresse à l'intelligence, à la mémoire, à la sensibilité, à la volonté."

(Mgr Courchesne, *Nos Humanités*, p. 324)

"En dehors de l'enseignement direct de la religion, notre devoir est de considérer toutes les vérités dont nous traitons en classe, tantôt comme des préambules à la foi, tantôt comme des confirmations subsidiaires de la doctrine catholique".

(Id. Ibid. p. 392)

Cet enseignement, qui conserve la tradition et les Vérites éternelles, a aussi l'avantage de maintenir un ordre social voulu par le Très-Haut :

"Le clergé a su jusque dans ces dernières années orienter l'enseignement dans le sens le plus favorable à notre race. C'est une des raisons qui lui garantissent non seulement l'estime des classes populaires, mais aussi et surtout la reconnaissance des classes dirigeantes".

(*L'Enseignement Secondaire* IX, 341)

"L'ouvrier a sa place nécessaire, indispensable, providentielle, mais pour remplir sa fonction, il est tributaire des travailleurs de l'esprit."

(Ibid. XXX, 347)

"Les obligations de l'ouvrier sont moindres et ses idéals peut-être plus humbles; mais ayant été laissé dans le plan de ses aptitudes réelles, il peut lutter plus facilement et mieux servir."

(Ibid., XVIII, 631)

Quoi qu'il en soit, nous avions le meilleur système d'éducation au monde, Duplessis nous l'a dit; il nous assurité, Lesage nous l'a dit; et si par malheur notre nation cessait d'être catholique, surtout dans son système d'enseignement, ce ne serait plus la peine de s'occuper de cette nation, Johnson vient de nous le dire. Cette admirable continuité, un petit livre délicieux nous fait comprendre comment l'enseignement l'entretient. Il s'agit de *"Comment on abrutit nos enfants"*, ou *"La bêtise en 23 manuels scolaires"*, de Solange et Michel Chalvin. Nous en tirons ces quelques joyusetés :

"Nous préparons une crèche de Noël. Mon frère et moi avons économisé $5 pour acheter un Enfant-Jésus de cire. Il nous coûte $3.25. Combien nous reste-t-il ?"

(Calcul vivant, 4è année, p. 69)

"PELERINAGE A L'ORATOIRE

Posez l'opération qui vous donne la réponse.

1. *J'ai payé 15¢ pour 3 médailles de saint Joseph. Quel est le prix d'une médaille.*
2. *Deux images lumineuses me coûtent 14¢. Quel est le prix d'une images ?*
3. *Trois chapelets me coûtent 69¢. Quel est le prix d'un chapelet ?*

(Ibid. 3è année, p. 85)

"Jésus, mon Dieu, je vous adore ici présent dans le Sacrement de votre amour — 300 jours en faisant la génuflexion devant le Tabernacle; 500 jours si le Saint Sacrement est exposé et si l'on fait la génuflexion à deux genoux; 300 jours si, de l'extérieur en vue de quelque chapelle ou église, on récite la même formule".

(Catéchisme catholique, p. 183)

"r rrr rrr . . . La Sainte Vierge n'abandonne jamais ceux qui se confient à elle."

s sss sss . . . ou le bonhomme dans la lune. Un scieur de bois travaillait le dimanche. Il est condamné à scier éternellement, sans relâche, ni repos. Méfiez-vous des s sss sss. Suzette, elle, se promet de ne jamais travailler le dimanche."

(In Mon premier livre de lecture)

"CONJUGAISONS

Conjuguez oralement au présent du mode indicatif.

Avoir la mort dans l'âme.
Faiblir très rapidement.
Languir sur un lit de douleur.
Etre au seuil de l'éternité.
Fustiger tous les vices.
Obéir comme un esclave nègre.

(in Mon livre de français, 4è année)

"Koubé est un petit nègre; il est tout noir, seules ses dents sont blanches et propres. Malheureusement, ce petit indigène est très ignorant; de plus il est païen et superstitieux".

(in Mon livre de français, 7è année)

"Bonjour ! belle huile de foie de morue, toi qui aime les petits enfants, qui les aides à grandir."

"Quelle belle habitude a Nicole ! Elle se lave les pieds tous les soirs et change souvent de bas."

"Prévenir la constipation. Le docteur Lesage est appelé auprès de Jeannine . . . Les intestins ont-ils fonctionné aujourd'hui ? Le docteur Lebon visite Léo : les intestins sont-ils libres ? . . . Le docteur Ladouceur fait subir un examen à Eveline . . . Cette enfant libère-t-elle son intestin régulièrement ? Une personne qui ne libère pas naturellement son intestin souffre de constipation . . . Surveillons notre intestin."

(in La santé, source de joie, Manuel d'hygiène)

la solution aux problèmes ouvriers

Après ces citations qui démontrent la parenté d'esprit qui unit nos éducateurs à Zazie (*Je veux devenir institutrice. — Pourquoi ? — Pour faire chier les mômes."*), passons aux ouvriers, que le clergé a bien fait . . . bien éduqué aussi, avec quelques commentaires sur le syndicalisme :

". . . la solution aux problèmes ouvriers se fonde sur le christianisme qui établit dans les sociétés l'obligation du sacrifice et la loi du renoncement".

(*Le Nouveau Monde*, journal de l'archevêché, 21 avril 1870)

"Les coalitions ouvrières sont . . . anti-sociales, contraires au dessein de Dieu et complètement fausses en économie politique".

(Ibid., le 15 mai 1872)

"Le grand danger qu'offrent les sociétés du genre de celle des Chevaliers du Travail se trouve dans la facilité avec laquelle elles servent d'instrument, souvent inconscient, des sociétés vraiment et entièrement perverses. D'ailleurs, il ne saurait y avoir rien de bon dans ce mélange de catholiques et de protestants, de croyants

et de non-croyants. Ce mélange doit constituer un véritable péril pour la foi des catholiques même quand le but poursuivi ostensiblement est honnête. Car on s'habitue ainsi graduellement à faire peu de cas de la foi et à s'imaginer que le vrai bien moral et social peut s'obtenir en dehors de l'Eglise aussi facilement que dans son sein et sous sa tutelle. C'est pour obvier à ce péril, dont on ne saurait exagérer la grandeur, que Léon XIII demande avec tant d'insistance que les catholiques s'organisent en associations catholiques. . . . Une seule puissance sur la terre est capable de résoudre ce problème (des relations entre le capitaliste et l'ouvrier) *et cette puissance, c'est l'Eglise catholique."*

(Tardivel, défendant les positions de Mgr Taschereau, in *La Vérité,* 22 mai 1886)

Ce dernier texte ouvre la voie aux positions futures : puisque les syndicats existent de toute façon, au moins il faut limiter les dégats :

"Evitez les unions neutres, bien qu'elles aient fait quelques gains dans les grandes villes . . . Le communisme se glisse dans l'ombre comme une vipère, il tâche de pêcher dans l'eau trouble et essaie de soulever les ouvriers contre leurs patrons, contre la religion et contre le clergé, telle que la dernière grève des tramways à Montréal. Ces unions agitent les ouvriers contre les employeurs, contre la religion et contre le clergé."

(Mgr Parent, rapporté dans La presse, 26 août 1944)

"Les ouvriers catholiques ne peuvent pas, en conscience, se joindre aux organisations non-confessionnelles."

(L'abbé Bertrand, aumônier du syndicat catholique d'Arvida, en 1944, in *Press Information Bureau,* II, I)

Cette position ne devait pas conduire les ouvriers québécois a améliorer leur sort très très beaucoup, mais peu importe, puisque les "biens de ce monde" comptent si peu :

"J'estime qu'un gouvernement ne contribue pas au progrès de la vraie civilisation en poursuivant une politique qui a pour fins de développer le désir des biens matériels chez ses sujets."

(François Albert Angers, *L'agriculture,* Fides 1943, chapître XIII)

D'ailleurs les ouvriers importent peu, et les "biens matériels" ont d'autant moins d'importance que notre peuple est prédestiné. Il a une mission autrement plus grande et une vocation claire. Nous sommes des défricheurs, des conquérants, des témoins.

un peuple élu

"Ce serait donc en vain que, par désir de gains faciles, nous quitterions la terre qui nous a sauvés pour nous lancer à l'aveuglette dans n'importe quelle branche de l'activité économique. D'ailleurs la faillite de notre aventure industrielle des vingt-cinq dernières années nous aura sans doute coûté assez cher pour que nous hésitions à nous y exposer de nouveau (. . .) A l'avenir, il faudra de toute nécessité que la terre retienne chez elle les cerveaux qu'elle fournit aux industries secondaires. Et la restauration de l'agriculture, en rétablissant l'équilibre des forces physiques et spirituelles, assurera la stabilité et la permanence de la race canadienne-française."

(Celle-ci, elle est d'un Monsieur qui nous a ensuite déclaré "plus bêtes que les autres", Gérard Filion in *Etudes économiques*, H.E.C., 1934, pp. 71 et 103)

"Les plus âgés ont-ils oublié ce que notre peuple doit à l'Eglise et à la terre ? Le bruit de la radio, les sirènes des manufactures et les klaxons de l'auto leur couvrent-ils la voix de la terre qui appelle ses enfants à grands cris, eux qu'elle a sauvés de la ruine. Les empêchent-ils d'entendre la voix de la vache ?"

(Chanoine Jean Bergeron, *Notre survivance par la terre*, 1947)

". . . recommencer dans ces régions lointaines les gesta Dei per Francos, *pour la plus grande gloire de Dieu et de son Eglise, pour le maintien de la vraie civilisation dans l'Amérique du Nord, la civilisation chrétienne et agricole, la seule qui nous sauvera."*

(Id., Ibid.)

"Pourquoi notre peuple se serait-il établi, aurait-il vaincu mille obstacles, défié la mort elle-même et grandi en marge de l'éternelle et omni-présente vigilance de la Providence ? (. . .) Nous sommes une nation de foi catholique et de culture française, et notre mission est du fait même indiquée sous ses deux aspects fondamentaux : a) Apporter à l'Amérique protestante le ferment du catholicisme, donc nous instituer nous-mêmes et comme individus et comme témoins du Christ. Pourquoi nous aurait-Il élu entre tant d'autres sinon pour nous envoyer nous aussi à la conquête du monde ?"

(Esdras Minville, *Le citoyen canadien-français*, II, p. 327)

Nous voilà donc, peuple admirable, doués d'une échelle de valeurs et d'une civilisation respectueuse de l'or-

dre, moutons dociles sous la conduite de bergers sages et avisés. Ecoutons parler le "clérical*isé*" :

(La Croisade du chapelet)

"Même si ce programme coincidait avec celui de Séraphin pour les mois à venir et que j'aime ce programme plus que tout autre, je préférerai tout de même la Sainte Vierge à Séraphin".

(*Vu et entendu,* Action Catholique de Montréal, décembre 1950, p. 294)

"Monseigneur, je regrette profondément de vous écrire au crayon mais je ne puis faire autrement. Je suis aveugle et j'ai beaucoup de misère à écrire."

(Ibid., p. 299)

(A la cérémonie de "relevailles" commanditée par les Dames de Sainte-Anne)

"Je suis venue sans trop savoir ce qui en était, mais j'ai pensé qu'une bénédiction, ça porte bonheur."

"Et moi, j'ai demandé au bon Dieu que mon fils devienne un père du Saint-Sacrement".

(Ibid., juin 1951, p. 130)

Et voilà. Les commentaires que ce petit choix de texte nous inspireraient seraient fort difficiles à exprimer dans une langue correcte. La grammaire et la bienséance nous poussent donc à les taire, et à conclure sur cette réflexion de Mme A. Payette, présidente du Conseil paroissial de Saint-Vincent-Ferrier, dans l'Action Catholique de Montréal, 9e année, numéro 7, mars 1953 (si nous donnons les références avant le texte, c'est que nous tenons à finir en beauté) :

"La charité chrétienne, comme la décence morale, nous font un devoir de maîtriser notre langue et de garder secret ce qui a pu nous être révélé du prochain, et surtout du clergé."

pierre maheu

le dieu canadien français contre l'homme québécois

pierre maheu

L'homme se perd en tant qu'homme pour que Dieu naisse.

Sartre

Dans la mesure même où les canadiens français ont été dominés, amoindris, déshumanisés, la société canadienne française a été une théocratie. L'omniprésence de Dieu était corré-

lative à notre intériorisation de la défaite. Dépossédés de moyens d'*agir* sur le monde, nous nous sommes repliés sur l'*être*, et avons cru que *l'essentiel, c'est le ciel*, et non ce monde où nous n'étions pas aux commandes. Mais, j'ai tenté de le montrer dans le dernier numéro de cette revue, le monde a été plus fort que notre mythe compensatoire : le Dieu canadien français est mort sous le raz de marée de l'urbanisation - industrialisation. La culture cléricale traditionnelle subsiste encore, sans doute, mais elle est en pleine désintégration. Et d'autre part l'homme québécois n'est pas encore né; il n'est qu'un espoir vers quoi nous nous dirigeons en aveugles, alourdis dans notre marche par le poids de ce Dieu défunt que nous portons encore sur nos épaules comme des bossus. D'ici sa naissance au sein d'un bouleversement qu'il faut bien appeler révolution, nous sommes en sursis, nous vivons dans l'*entre-deux*, l'incertitude et l'ambiguïté. En pareil contexte, il me semble important de faire le point sur cette culture moribonde, de nous démystifier en la critiquant, et en tentant de voir comment elle nous marque encore, entre autres dans nos tentatives pour nous en tirer individuellement. L'émancipation sans la révolution n'est qu'un leurre : comme les nègres de Genêt, l'*émancipé* n'est ce qu'il prétend être que par un masque qui laisse entrevoir son visage de *catho-colonisé*.

C'est cette volonté de critique qui m'inspire les réflexions qui suivent. J'ajouterai que je veux me situer ici au niveau du vécu, du personnel. D'une part, je mets de côté toute perspective historique : je fais par hypothèse un seul moment culturel de la période qui va de l'échec de l'Institut canadien à nos jours : non pas que rien n'ait changé au cours de ce siècle, mais que le Dieu canadien français, lui, y est demeuré égal à lui-même. D'autre part je prends pour acquis que notre cléricalisme a sa source dans la colonisation dont il est la face inverse, et ne reviendrai que brièvement sur ces considérations sur ses origines. Enfin, il s'agit ici pour une bonne part d'une réflexion sur des thèmes déjà exhumés; je ne veux pas alourdir inutilement de citations et appareil critique un texte que je vois plutôt comme une méditation; je rappelle donc tout de suite que plusieurs ont déjà défriché ce sujet : Pierre Vadeboncoeur, dans *La Ligne du risque*, Fernand Dumont dans *Structure d'une idéologie religieuse* (*Recherches sociographiques* I, 2) et *Pour une conversion de la pensée chrétienne*, Gilles

Leclerc dans le *Journal d'un inquisiteur*, et un bon nombre d'articles dans *parti pris* (entre autres le numéro : *Portrait du colonisé québécois*), *Liberté*, *Recherches sociographiques* et même *Cité Libre*. Ces oeuvres — et j'en oublie — ont établi avec évidence le fait de la sclérose religieuse et culturelle dont nous fûmes (sommes) frappés; c'est sur les structures de cette sclérose que je m'interroge ici, sur ses caractéristiques spécifiques, sur ce qui en fait notre sclérose à nous, irréductible à toute autre. Si tous les dieux sont anthropophages, tous n'apprêtent pas l'homme à la même sauce.

le cléricalisme, c'est la colonisation intériorisée

Notre numéro sur le *Portrait du colonisé québécois*, après Fanon, Berque et Hagen, a montré que la Conquête et la colonisation, pour nous comme pour toute nation colonisée, sont un traumatisme qui atteint l'être même du colonisé. La mise en place du pouvoir anglo-saxon a signifié pour nous la perte du contrôle de notre vie économique et politique. Le pouvoir, la richesse, le prestige ont été des attributs réservés à l'Autre. Notre langue et notre culture en ont été défavorisées, marginalisées. La technique, fondée sur les richesses et l'économie, nous échappait, et les progrès matériels s'effectuaient en dehors de nous : les objets, les ustensiles, la matérialité du monde où nous vivons nous sont étrangers. Somme toute, nous avons été dépossédés de nos moyens d'agir sur le monde, coupés de nos voies d'accès à la réalité, empêchés d'avoir une praxis créatrice, châtrés.

Ce traumatisme historique a produit une sorte de névrose nationale du Canada français. Nous avons intériorisé la défaite et notre dépossession. Et le Dieu canadien français est la figure centrale de cet univers psychique aberrant. Je voudrais d'abord en poser les principales articulations, quite à revenir ensuite sur ses aspects principaux un par un.

Intérioriser la défaite, ce fut réprimer nous-mêmes notre propre agressivité, notre énergie créatrice. Notre culture a donc mis l'accent sur les valeurs d'autorité, de sécurité, de tradition, d'ordre. Nous nous sommes donnés un Dieu-Juge. Nous sommes devenus routiniers, dociles, résignés. Nous avons valorisé le passé et la répétition au détriment du futur et de la création. Nous avons atteint un surprenant degré de conformisme. Niant le présent, nous avons nié la vie, condamné comme dangereux le plaisir sous toutes ses formes : et en particulier l'érotisme. Dieu, notre

sur-moi, condamnait la libido, l'agressivité, la volonté de vivre et de s'épanouir. Et ce système s'est imposé comme un tout inattaquable, fixe, sans possibilité de changement. Face à la réalité qui évolue sans cesse, il s'est maintenu par la répétition maniaque, le ritualisme, le verbalisme, la litanie sans cesse reprise.

Mais nos tendances agressives ont pris d'autant plus d'importance qu'elles ont été plus refoulées. Notre tempérament prompt à la colère et à la bagarre le montre, comme de soudaines explosions d'une violence souterraine, l'émeute Maurice Richard, les conscriptions, etc : notre subconscient bouillonne d'une violence aveugle parce que refoulée.

Comme le système — le Dieu — canadien français exige une adhésion sans réserve, une soumission absolue et que d'autre part la libido et l'agressivité refoulée se manifestent en chacun, tous se sentent coupables. L'absolue négation de la vie et de soi qu'exige notre Dieu est impossible; donc personne n'est à la hauteur. Mais cette exigence est si forte que chacun au moins fait mine de se conformer : notre comportement religieux et moral s'est résumé à un ritualisme hypocrite. D'où, pour chacun, la conscience de manquements, de "faiblesses", d'une indignité qu'il ne sait pas partagés par tous. Le coupable peut alors se retourner contre soi en des conduites si fréquentes chez nous d'auto-punition et d'auto-dénigrement, ou projeter sa culpabilité sur le monde et les autres en des conduites non moins familières de récrimination.

Par ailleurs le système lui-même offre des voies institutionalisées où canaliser cette agressivitée refoulée en la sublimant, en s'évadant dans le mythe. En contrepartie à notre dénuement réel, nous nous sommes inventé une mission héroïque. Nous nous sommes vus comme les convertisseurs du monde, et le messianisme n'aura pas été la moins loufoque de nos aberrations. Il faut dire d'ailleurs que la plus béate satisfaction va de pair avec l'auto-dénigrement. Nous avons fait d'individus assez minables des héros nationaux, et avons facilement affirmé que dans l'ordre des valeurs véritables (où l'essentiel, c'est le ciel) nous étions au tout premier rang. Coupée de tout avenir, une nation fait de son nombril l'horizon de sa contemplation.

Enfin, il est d'autres échappatoires qui pour être moins prestigieuses n'en font pas moins partie de notre être collectif. La taverne et l'alcoo-

lisme; le patronage et la corruption; le "sacre"; la consommation ostentatoire où les gadgets nikelés, le mauvais goût et une certaine forme de goinfrerie font bon ménage; une manière de complicité dans la médiocrité, le joual et la déréliction : voilà autant des tristes compensations que s'offre avec un cynisme avoué et une honte secrète un peuple d'individus trop tôt sevrés. Arrivé à un certain degré de frustration, on a besoin de petites jouissances, et peu importe qu'elle soit cancéreuse ou non, toute mamelle est consolatrice.

* * *

Bien sûr, on ne saurait se contenter d'une description aussi rapide de la démarche d'ensemble, et il faut étudier l'une après l'autre ses articulations. C'est ce que je vais faire maintenant. Mais il me fallait d'abord établir la figure générale du tout avant de parler de ses parties. Puritanisme, messianisme et corruption sont les diverses faces de la même réalité et il faut avoir une idée générale de la dialectique qui unit ces divers "pôles" pour parler de chacun d'eux.

toute **autorité vient de dieu**

La première chose qu'a appris tout petit Canadien français, c'est l'obéissance, entière et sans réplique, la soumission, la démission. L'homme, humilié dans sa vie quotidienne et son travail, compensait en se transformant au foyer en père autoritaire, petit despote familial. Pour comprendre quelles limites pouvait atteindre cette volonté de domination jalouse et exclusive sur les enfants, qu'on songe par exemple à *Dans un gant de fer*. De tels cas sont à peine exceptionnels. L'univers mental du Canadien français était envahi par la notion d'autorité. A l'école, la pédagogie ne visait pas à faire comprendre, mais à faire apprendre, par coeur, un savoir lui-même fixe et objet de foi. La vérité se résumait à "ce qui sort de la bouche de l'autorité." L'enseignement reposait sur le dogme. Et plus tard, nous apprenions nos devoirs de citoyens : obéir aux autorités religieuses, et aux autorités civiles à qui Dieu déléguait des pouvoirs. Ne pas remettre en cause l'ordre établi. Marcher en rangs, se tenir droit, se lever au son de la claquette, s'agenouiller au son de la cloche . . . C'était un embrigadement. L'omniprésente autorité prenait deux formes. D'abord ce que j'appelle la guimauve : les larmes et gémissements de la mère, les "directeurs de conscience", les petits angelots collés dans les cahiers d'écolier, la "com-

préhension" benoite et gluante de certains éducateurs. Ou, pour l'adulte, le paternalisme du patron et du curé, les "arrangements" possibles avec la loi. L'autoritarisme chez nous n'a jamais eu besoin des moyens brutaux — terreur policière, armée, représailles — qui sont d'ordinaire la marque des dictatures. Il a toujours su conserver un air de bénignité. Il ne s'imposait pas de l'extérieur, ni par la force, mais prenait les moyens de s'installer au coeur même de l'individu. L'autorité la plus efficace est celle qui est intériorisée. Mais il faut dire aussi que les châtiments corporels étaient abondamment utilisés tout au long de l'éducation. A l'école que je fréquentai, le directeur venait en classe avec sa courroie tous les mois, pour la lecture des notes. Et les deux ou trois plus mauvais sujets étaient battus en public. Je peux témoigner que même les "premiers de classe" crevaient de peur, car on a toujours quelque chose à se reprocher. De la même façon, derrière le paternalisme de son patron, l'ouvrier savait qu'il y avait les matraques d'Asbestos. Il faut dire que la guimauve, les idées de péché et de contrition apprises dès la plus tendre enfance, la peur de l'enfer, ou celle de faire pleurer Jésus, tout cela n'est efficace que parce que chacun devine derrière la supposée autorité divine, le fait objectif de la domination.

En fait, je crois que l'autoritarisme à l'intérieur de la société canadienne française n'était qu'une façon de se donner le change, d'oublier que nous n'avions pas de pouvoir. L'autoritarisme était partout, mais quand on tente de dire où était l'autorité, on la voit se dérober sans cesse. L'autorité civile, par exemple, avait son côté dictatorial ; Duplessis en est l'exemple parfait. Mais en même temps, chacun savait que l'autorité et la Loi camouflaient la corruption, et qu'au fond il s'agissait d'affirmer des principes tout haut et d'en profiter en secret.

Qu'on pense par exemple à la complicité qui unit depuis toujours la moitié de la population dans la distillation, la distribution et... la consommation d'alcool clandestin ; ou encore à notre attitude collective devant le code de la route ; à la façon dont le peuple fait des presque héros nationaux de bandits notoires. Tout cela est tu, objet d'une manière de complicité tacite; mais qui alors pourra dire que nous respectons la discipline et l'autorité ?

La même chose vaut dans la famille. Des pères fouettards et gueulards, nous en avons eu en quantité. Mais leur intransigeance n'était la

plupart du temps qu'une compensation exaspérée à leur propre asservissement. Et il y a une différence qui se sent entre l'autorité véritable et sûre de soi et le défoulement d'un humilié qui prend sa revanche. D'ailleurs l'autorité du père concernait surtout les questions matérielles, et la mère était responsable de l'éducation des enfants, et c'était elle qui transmettait les valeurs religieuses. Dans la mesure où justement ces valeurs avaient préséance sur les autres (l'essentiel, c'est le ciel), le patriarcat était pour ainsi dire vidé de sa substance. Je crois que chaque québécois sait que son père, tyran tant qu'on voudra, était un homme soumis, faux tyran sinon faux jeton. Cela ne veut d'ailleurs pas dire que l'autorité de la mère fut plus réelle. Elle était réduite à l'état de domestique ou presque, et elle même soumise à l'autorité du père. Je pense à un fait que Marcel Rioux raconte dans son étude du village de Belle-Anse : un automne, le père va comme chaque année faire les achats à la ville avant l'hiver. Pour elle, la mère demande des souliers. Il les rapporte, et, quand la pauvre femme laisse entendre qu'elle les aurait voulus un peu plus fins, il les jette au feu sans un mot, puis déclare : "Tu en auras au printemps". Et la femme ne proteste même pas. Exemple extrême, mais révélateur. La femme n'est rien ; sa seule autorité, sur l'éducation religieuse des enfants, elle l'a en tant que personne interposée : derrière elle il y a le prêtre, puis Dieu. La femme canadienne française se sacrifiait pour la famille. Du même coup, elle devenait sacvrée, d'où toute la valorisation de la Mère. Mais elle s'était annihilée comme personne entretemps. Perdue pour que l'autorité naisse.

Autre dépositaire de l'autorité-qui-vient-de-Dieu : le clergé. Mais là aussi, on peut se poser des questions. D'abord il est clair que ses membres sont les gens sur qui l'éducation autoritaire a eu le plus d'effets : assez pour qu'ils en arrivent eux aussi à sacrifier leur vie et leur sexualité pour se faire les représentants de l'ordre divin. On peut même se demander si pour plusieurs la prêtrise n'a pas été un moyen d'atteindre à une autorité et à une sécurité dont ils auraient cru manquer autrement. Le sentiment d'infériorité ou l'insécurité comme motif de "la vocation" ? Qui sait ? Quoi qu'il en soit, je n'ai pas envie d'entreprendre ici une psycholoige du clergé ! Mais il reste que tout petit Canadien français a un jour ou l'autre dit que lorsqu'il serait grand il deviendrait prêtre ou

nonne ; un peu plus vieux, plusieurs se sont même demandé, avec angoisse, s'ils n'auraient pas malgré eux "la vocation". Je lisais récemment dans un vieux numéro de l'Action Catholique de Montréal un article intitulé : "*Le laïque, ce coupable . . .*" Et en effet, puisque Dieu est exigence absolue, vivre sa vie c'est se refuser à Lui, c'est déjà choisir de s'occorder une certaine valeur. C'est dire que c'était ceux que le système avait le mieux happés qui décidaient de "se donner à Dieu". Ils étaient alors investis d'une parcelle de Son autorité. Mais elle aussi, si absolue qu'elle semblât, était mise en cause par la même méfiance complice. Les admonestations répétées du clergé contre le matérialisme et l'immoralité n'ont jamais pu empêcher l'urbanisation, la consommation ostentatoire, le "sacre", l'alcoolisme ou le port de "shorts" ! A un certain niveau, le Canadien français sait que son curé est un homme en jupes, coupé de la réalité quotidienne, et il lui opposera toujours une manière de gros bon sens gaulois. Moralistes et autoritaristes, nous avons toujours su ruser avec notre morale et notre autorité. On pourrait ainsi retracer plusieurs cas où des villageois finissaient par obtenir le déplacement d'un curé qui ne leur convenait pas.

Qu'est-ce à dire ? D'abord que notre autoritarisme n'est que la face inverse de notre faiblesse. Et puis qu'il s'agit d'une certaine façon d'une mystification : les détenteurs de l'autorité à l'intérieur du Canada français étaient des rois-nègres, et nous le savions. C'était une sorte de projection que la société faisait de la fonction d'autorité, qu'elle situait en somme hors d'elle-même. Puisque Dieu était la source de toute autorité, il fallait en partie s'annihiler à son profit pour participer à l'autorité. Le Canadien français démissionnait devant son conjoint, son curé ou Dieu. On n'avait pas à lui imposer d'autorité; il cherchait au contraire de toutes ses forces à y croire, pour ne pas voir qu'il vivait dans une société qui en avait été dépossédée. Mais il n'en reste pas moins que nous avons cru à l'autorité-qui-vient-de-Dieu que nous nous sommes modelés sur ses exigences, jusqu'à nier la vie et nous nier nous-mêmes pour la fonder. Et c'était nous qui la fondions en effet, puisqu'elle ne reposait pas sur une force réelle, qu'elle ne nous était pas imposée du dehors. Elle se nourrissait de notre passivité, de notre démission, de notre impuissance. Et c'était une autorité d'impuissants. Même pas une tyrannie.

l'essentiel, c'est le ciel

Cette phrase, qui revient sous ma plume comme un leit-motiv, résume presque à elle seule l'idéologie que cette autorité avait pour mission de défendre. Il faut la lire à deux niveaux ; d'abord elle pose la vie comme l'inessentiel, et nous verrons qu'elle en fait le mal. Mais avant même de dire cela, elle est signifiante : choisir pour signifier le bien le mot "essentiel", c'est révélateur. Cette idéologie est un essentialisme. Elle est centrée sur l'idée d'un Dieu-juge-comptable par rapport auquel s'oriente l'existence de l'homme. Le contenu de cette existence n'est que faits divers, ce qui compte, c'est sa valeur devant Dieu, valeur qui dépend de sa conformité à des normes fixées de toute éternité. Il ne s'agit pas d'une relation personnelle de l'homme à Dieu, d'un dialogue. Ce Dieu est comptable : il compte les péchés, additionne les indulgences et fait le bilan. Bien servir Dieu, c'est donc se conformer à un modèle invariable, observer scrupuleusement les règles d'une pratique religieuse formelle et ritualiste.

Ce système est la négation de toute liberté créatrice. Pour lui, la différence c'est le mal. Sa mythologie comprend toute une série d'images de l'Autre, incarnation du mal. Je me souviens entre autres de l'histoire que les bonnes soeurs nous racontaient : un protestant blasphémateur entre dans une église, communie et garde l'hostie dans son mouchoir pour l'apporter chez lui. Pour se prouver qu'il ne s'agit que d'un vulgaire morceau de pain, il la dépose sur sa table de cuisine et la transperce d'un poignard. Alors ça y est, le sang se met à pisser partout, rien ne peut plus l'arrêter, c'est une inondation, le malheureux protestant patauge là-dedans, il s'affole, il va se noyer. Mais heureusement le curé averti à temps arrive, dépose dans un calice la source de cette cataracte sanglante, et tout s'arrête. Des histoires comme celles-là, nous en avons tous entendu des dizaines, du nègre africain cannibale au chinois qui abandonne ses petits enfants dans les fossés, au communiste athée persécuteur de cardinaux, à l'Iroquois tortionnaire de jésuites, à la France pays de missions et à la ville, enfer du protestantisme matérialiste. Les histoires étaient plus abominablement sadiques l'une que l'autre. Notre Dieu était décidément xénophobe. Le bien pour lui se trouve dans l'identité, le refus du changement, la répétition, la routine, la tradition. *Si ça grouille, c'est obscène,* comme le disait un flic moraliste.

Sclérose, conformisme, fatalisme, passivité, résignation ont été notre lot durant trop longtemps pour qu'il soit nécessaire d'insister. Complètement tourné vers le passé, ne songeant qu'à continuer la tradition, qu'à poser de la même façon que son père les gestes de son père, le Canadien français a été sur le plan de l'esprit un homme remarquablement stérile. Notre Dieu gardait ses enfants dans le formol, pour leur éviter les dangers du *Monde*. Le formol, c'était une idéologie simpliste, réduite à deux ou trois idées : l'homme n'a de sens qu'en Dieu, les choses d'ici bas n'ont pas d'importance, plus on souffre plus on est assuré de son salut, et tout plaisir humain est sûrement péché. Comme tout essentialisme, comme tout mythe, ce système n'avait pas besoin de l'analyse pour convaincre, il n'avait même pas besoin de rendre compte de la réalité. Il posait un idéal de salut omnivalent, applicable à toutes les situations. Et dans les moments de crise, où son absurde irréalisme risquait d'apparaître, il n'était pas question de le modifier. On le répétait simplement avec plus de vigueur si possible, on se repliait sur les idées essentielles : le péché, la vanité du monde, le messianisme. Le nombre de fois que des prédicateurs, des journaux, des livres, des éducateurs ont répété ces mêmes axiomes, le nombre de variations autour de ces mêmes thèmes en tout simplement impensable. C'est sur la répétition que reposait la réalité du système, comme toute opération magique repose sur l'incantation, la litanie.

nous serons tous des anges au ciel

Poser le ciel comme essentiel, c'est poser tout désir humain comme mauvais, tout plaisir comme péché. La religion canadienne-française était négation de la vie, et de toutes ses satisfactions. Elle acceptait bien qu'on nourisse "le corps que Dieu nous a donné", mais pas qu'on prenne plaisir à manger. Elle appelait indécence toute recherche vestimentaire qui dépasse le niveau du purement fonctionnel. La pauvreté et la résignation y étaient des valeurs positives ; elle se complaisait à répéter qu'il est aussi difficile au riche d'entrer au ciel qu'à un chameau de passer par le trou d'une aiguille.

Mais c'est l'érotisme qu'elle honnissait par dessus tout. Notre hantise du sexe et la façon dont nous l'avons défini comme péché sont représentatif de notre morale. Chacun pourrait raconter à ce sujet quelques anecdotes

personnelles invraisemblables, mais pourtant typiques. Je pense pour ma part à une tante qui, au cours d'un premier accouchement plutôt pénible, vit son obstétricien l'encourager en disant : "Tu le payes, maintenant, ton petit plaisir, hein ?" Je pense encore à ces nonnes qui tenaient un pensionnat pour garçons et nous amenaient tous ensemble, à heures fixes, aux chiottes où on formait deux lignes d'attente : ceux qui allaient "pour numéro 1" et ceux qui allaient "pour numéro 2". Nullement sensibles à l'aspect absurde et kafkéen de cette cérémonie, elles nous expliquaient l'importance de "se discipliner par le contrôle des besoins naturels". Tout ce qui relève de la chair a été chez nous associé à la saleté, affecté d'un coefficient de honte, rangé dans la catégorie "péché". L'écolier dans son premier livre de lecture apprenait à anonner "Je garderai mon coeur pur." On se fera une idée des profondeurs de cette conviction en relisant cette citation d'un manuel à l'usage des professeurs, que je reprends à Laurent Girouard, dans son article de notre numéro sur le Portrait du colonisé :

"*L'acte générateur étant par nature*

a) essentiellement animal et par contre-coup facilement répugnant à notre dignité d'êtres spirituels,

b) source, pour la femme surtout, de charges et de souffrances physiques et morales,

serait souvent omis, et par conséquent la conversation de l'espèce serait sérieusement compromise.

Pour faciliter et assurer sa finalité, Dieu lui a donc attaché un plaisir d'une intensité extrême vers lequel l'être humain sent une tendance toujours forte et vivante."

Une telle inversion de toutes les valeurs les plus évidentes est proprement aberrante. C'est la vie à l'envers. Et en fait, c'est précisément là le *sens de la morale canadienne française* : on y joue à qui perd gagne. Plus tu es malheureux, plus tu souffres, et plus tu es heureux, car tu auras une belle couronne au ciel. La nature définie comme Mal, le désir comme péché, l'homme en vient à penser contre soi, à vouloir contre sa volonté. Le sacrifice et la négation de soi deviennent l'idéal moral officiel.

un peuple élu

Je viens d'écrire que le Canadien français ne se perd que pour gagner. Et en effet il gagne, mais pas dans

l'ordre naturel. Se niant comme homme, il se retrouve en ce Dieu qui a exigé son sacrifice. Et il se découvre des vertus nouvelles. S'est ainsi que notre idéologie traditionnelle nous prédisait un grand destin : nous étions appelés à convertir l'Amérique protestante. Petit peuple vaincu en apparence, nous étions en réalité plus grand que les autres par la vertu, et la Providence nous destinait à ses grands desseins évangélisateurs.

Il est évident que ce rêve, proche du délire d'interprétation ou de la paranoia collective, a une fonction compensatoire. En effet, le nationalisme faisait partie de notre bagage idéologique traditionnel. Mais c'était un nationalisme à la petite semaine, qui ne visait pas à mettre fin à la domination étrangère mais simplement à améliorer par des mesures symboliques le sort des colonisés. Chèques bilingues, par exemple. Ce nationalisme était une pure affirmation têtue de notre différence, il se limitait à la récrimination. Il était notre ligne d'action dans la réalité. Mais rien ne l'empêchait de faire bon ménage avec le messianisme le plus débridé, car ce dernier n'avait rien à voir avec la réalité quotidienne, il se situait dans un autre ordre. Il n'est jamais venu à l'idée d'aucun de ceux qui nous attribuaient cette grande mission d'attribuer une date à sa réalisation. L'idée même les aurait fait sourire. Car notre grandeur conquérante n'avait pas à se situer dans le temps. C'était, nous disait-on, une grandeur surnaturelle. Je traduirai en disant qu'il s'agissait d'un mythe. Et c'est une des caractéristiques fondamentales du mythe que de poser un Temps autre, hors de l'histoire, et plus vrai qu'elle. Le mythe est affirmation d'une réalité plus vraie que la réalité quotidienne, d'une sorte de face inverse du réel. L'histoire, peu importe, de même que la défaite et notre médiocrité : l'essentiel est ailleurs, et dans cet ailleurs nous sommes transfigurés. Ce n'est pas seulement de l'idée messianique que je veux parler, mais aussi de bien d'autres projections compensatoires. Qu'on pense par exemple que nous avons systématiquement oublié d'étudier notre histoire récente pour revenir au Régime Français. C'est un peu pour nous le Temps du mythe, *in illo tempore*, le temps d'avant la catastrophe, l'âge d'or. Et le mythe nous y a déniché des héros : missionnaires, découvreurs, etc. Quant au présent, nous le transfigurions aussi : combien de livres ont paru avec des sujets comme "Adélaïde Latrémouille, une rose de vertu" . . . J'invente ce titre-ci, mais

il en existe des quantités, tout aussi ridicules : chaque vieille fille ou presque a dû vouer une petite nièce morte jeune à la canonisation. C'était un raisonnement acquis chez nous que de démontrer qu'une existence morne et quelconque cachait en réalité des trésors de vertu et brillait d'une incomparable lumière. Et ainsi de suite . . .

Curieux retournement : le premier temps, c'est notre dépossession ; le deuxième, l'intériorisation du premier : nous affirmons que le monde est péché, et nous en coupons nous-mêmes volontairement ; le troisième, c'est la victoire, l'apothéose, mais dans l'imaginaire. C'est l'histoire de notre psychose collective.

la vie **en marge de dieu**

Décrite comme je viens de le faire, à l'état pur, la démarche que propose la religion canadienne française se présente comme une ascèse. Or il est bien évident que nous sommes tout ce qu'on voudra, sauf des ascètes. C'est qu'il s'agit d'une idéologie normatrice, moralisatrice, volontariste. Elle ne prétend pas représenter le réel, l'assumer ou en rendre compte : elle entend plutôt dire ce qu'il devrait être. Tout au long de notre histoire, les représentants de Dieu et de l'autorité se plaignent que le peuple ne respecte pas ces normes, que l'immoralité et le matérialisme triomphent. Périodiquement, ils poussent des cris d'alarme en constatant que l'homme canadien français ne correspond plus à l'idéal qu'ils lui présentent de lui-même. Ils ont alors tendance à parler du passé comme d'un âge d'or où la réalité aurait coïncidé avec ces normes. Mais c'est là pure imagination. En fait, dans la mesure même où le système nie toute valeur à la vie, il lui reste extérieur, n'arrive ni à s'y insérer, ni à en rendre compte, ni à proposer des normes qui y soient appliquables.

Cette idéologie se donne comme un absolu, et jusqu'à tout récemment c'était la seule conception de nous-mêmes qui nous fut offerte. Le Canadien français ne pouvait donc éviter de se voir à travers elle, ni de se sentir tenu de s'y conformer. Mais d'autre part la vie continue, avec ses problèmes quotidiens, et le système, immobile, fermé sur lui-même, a si peu de rapport avec ce niveau d'existence qu'il y semble incongru de tenter de l'appliquer. Dans sa vie quotidienne, dans sa vie terrestre en marge de Dieu, l'homme canadien-français se retrouve les mains et l'esprit nus, sans préparation ni justification aucune. Le maintien envers et contre tous

du Dieu canadien français implique l'absence d'une morale et d'une rationalisation de la vie quotidienne et civile, qui, étant l'inessentiel, devient pour nous le domaine de l'incertitude et de la déréliction. La vie d'un côté, Dieu de l'autre, les exigences de la réalité opposées à celles de la morale, ce dédoublement tiraille le Canadien français, en fait une sorte de schizophrène.

La libido et l'agressivité refoulées finissent toujours par se réaffirmer. J'ai déjà mentionné l'émeute Maurice Richard comme exemple d'une telle explosion collective ; le même type d'événement sociologique s'est répété périodiquement, à propos des prétextes les plus divers, augmentation des prix des transports en commun, fête de la Queen, etc. Une étincelle peut toujours faire éclater cette violence réprimée. Chez l'individu, la criminalité de type violent ou la folie (qui prend ici dans un nombre incroyable de cas la forme d'un délire à thèmes religieux) se produisent quand cette tension devient trop forte, selon que c'est l'agressivité ou le surego qui l'emporte. Mais je ne veux pas parler ici de cas pathologiques. Quand je parle de schizophrénie, je veux parler d'un dédoublement dont tout Canadien français est atteint plus ou moins. Ce qui ne veut pas dire qu'il y ait plus de fous chez nous qu'ailleurs, mais simplement que nous vivons dans une culture affolée et en pleine désintégration. Pour la plupart, cela conduit à retourner contre soi sa propre agressivité et à se couper du monde tel qu'il est, dans une manière de bouderie. Le Canadien est un homme mal à l'aise, dans le monde, dans son idéologie et dans sa peau. Cela conduit à une attitude que j'appelle la récrimination : elle consiste à jeter le blâme de son malaise et de son impuissance sur l'autre, l'anglais, le juif, le curé, l'immigré, ou alors sur la technique, le modernisme ou quoi encore ? L'attitude récriminatrice s'exprime par le "C'est la faute de . . ." En même temps que par la récrimination, le malaise se traduit par l'auto-dénigrement, le mépris de soi, le "né pour un p'tit pain".

Refus du monde, mépris de honte de soi, forment la trame de la vie quotidienne. Et Dieu, lui, devient de plus en plus abstrait, lointain, irréalisable et irréaliste. Dieu demeure parmi nous dans une espèce de présence-absence, comme une exigence fixe et lointaine qui donne simplement à chacun le sentiment d'être un renégat parce qu'il continue à vivre, à désirer, à accorder quelque valeur aux "choses

de ce monde". Mais il en va de notre Dieu comme de notre messianisme : trop absolu, trop abstrait, il reste en dehors de la vie, il n'est pas une réalité quotidienne. Le malheur, c'est qu'il empêche la naissance d'une autre culture, d'une autre morale. Le mythe bouffe le réel, Dieu s'assimile nos velléités de compréhension et d'adaptation à la situation réelle. Dépossédé par son Dieu de toute règle de vie autre que la négation de la vie, l'homme canadien français reste là, abandonné à soi ; sur le plan moral, il est pour ainsi dire décervelé — ou, si on préfère un langage moins scientifique, l'homme canadien français est tout déconcrissé, décâlicé, désaintchrêmé. Ainsi l'appauvrissement graduel des campagnes et leur abandon s'accompagnait d'une valorisation de la ville et de ses plaisirs, qu'aucune campagne de retour à la terre n'a pu empêcher ; et inversement l'ouvrier en chômage durant la crise rêvait de la campagne comme d'un âge d'or déjà inaccessible (qu'on relise à ce sujet le chapître du pique-nique de la famille Lacasse, dans *Bonheur d'occasion*). Le bonheur et le bien pour l'homme canadien français sont toujours *ailleurs*, et de sa vie *ici*, de son avenir bouché et de ses problèmes, il *veut plus rien savoir*. Le fatalisme et la résignation ont pour corollaire les rêves et les conduites d'évasion.

la vie a ses bons moments

D'une part la destruction de la créativité, d'autre part la condamnation du plaisir : il y aurait fort à dire sur les modes concrets de comportement qui en résultent. Je dirai simplement que cela a fait de nous des *démissionnaires*, routiniers, et avec un fort besoin de compensations. La passivité et le laisser-aller caractérisent celui qu'écrase un Dieu moraliste. Ce serait là le sujet d'une étude très intéressante, que je ne veux pas entreprendre ici. Je m'arrêterai quand même brièvement sur trois exemples : la taverne, la consommation compensatoire et la complicité.

La taverne. En ce lieu privilégié de la "brosse", le Canadien français change de personnalité. Il affirme hautement une virilité tapageuse, il devient expansif, loquace, bagarreur, il gueule et s'engueule. C'est une manière de défoulement et de libération. Mais c'est une virilité bidon, qui ne s'affirme si bruyamment que pour se donner le change et oublier qu'elle n'est pas sûre de soi : car justement, il n'y a pas de femmes dans les tavernes. Et chacun sait bien qu'il est là pour se laisser d'une certaine façon

vaincre par la bière, chacun sent confusément qu'il s'adonne à un plaisir infantile et régressif, que la "brosse" est un retour au stage oral : ce n'est pas pour rien que nous appelons l'habitué de la taverne un *biberon*.

Dans le monde entier, on s'adonne à l'alcool ; mais il y a peu de peuples qui aient fait de la saoulade une institution nationale ou presque. L'image, familière chez nous, du type qui entre à la taverne avec la ferme intention de s'enivrer ; la fréquence de la "brosse", de la "baloune" comme comportement social, cela nous est assez particulier. Ailleurs on "prend un verre", ici on se "pacte". Je ne vois guère que les Russes, les Polonais et les Irlandais qui boivent de la même façon que nous. Et il est frappant de constater que nous avons une chose en commun avec ces trois peuples : une longue tradition catholique. Prendre un verre par-ci, un autre par-là, tout au long de la journée, comme le font par exemple les Français, en évitant de s'enivrer, c'est un comportement d'épicurien, d'homme qui aime les bonnes choses, tout simplement. Chez nous, le moment de la "brosse" est une rupture ; la vie quotidienne est oubliée, le gars qui est "sur une baloune" vit durant quelques heures ou quelques jours dans un autre monde, et il est un autre homme. La "brosse" est une parenthèse. D'où son caractère spasmodique, paroxystique. Et le "mal de cheveux" du lendemain est sans doute autant une réaction dépressive à l'idée de réintégrer la morale janséniste qu'une réaction physiologique à l'intoxication.

La consommation compensatoire et ostentatoire. Toutes les études de marché démontrent que le consommateur canadien français a un comportement caractéristique et différencié. Ainsi, nous achetons proportionnellement plus de décapotables que les gens des autres provinces canadiennes (quoique notre climat s'y prête évidemment mal), et nous dotons en général nos voitures de plus de gadgets, de servos et de machins chromés. Nous sommes des spécialistes des remèdes et potions ; leurs fabricants font souvent une publicité différente pour le marché français ; au lieu de parler de santé et de plaisir, comme en anglais, cette réclame insiste sur la description des bobos, malaises, sur leur aspect pénible ; dans ces milieux, il est devenu banal de parler de l'"hypocondrie" des Canadiens français. Dernier exemple, il est un domaine où nous nous distinguons : nous consommons en moyenne plus

de sucre, sous toute ses formes (y compris les bonbons, eaux gazeuses, pâtisseries, etc) que tout autre pays. Ces faits, et plusieurs autres, mériteraient étude. Il faudrait aussi qu'on étudie notre attitude générale devant l'acte de l'achat lui-même, et notre attitude devant les objets. Je crois qu'on y retrouverait deux constantes : d'une part l'ostentation, qui nous porte à désirer les objets brillants et luxueux, ceux qui se "voient", qui donnent du prestige ; c'est une façon de s'affirmer qui réflète notre insécurité. D'autre part, la compensation pour tout ce qui nous frustre. Comme des gens sevrés trop tôt, nous aimons nous dorloter, nous offrir les petites douceurs qui nous tiennent lieu bonheur et de mère.

La complicité. Je range sous ce titre des faits divers, dont j'ai mentionné quelques-uns plus haut : le réseau de l'alcool clandestin, dont Vigneault parle si bien ; le patronage, qui ne fonctionne si bien que parce que tout le monde l'accepte ; et en général une méfiance devant l'autorité, qui nous apparaît toujours comme étrangère, que nous ne demandons pas mieux que de tromper, sans pourtant nous révolter. Jacques Ferron a eu l'intuition très juste de ce lien tacite qui nous unit ; c'est une espèce de scepticisme de paysan narquois, rusé et moqueur, qui fait bon ménage avec le fatalisme. J'en donnerai un exemple, pris à un tout autre niveau : le joual.

Une expérience récente a donné des résultats inattendus. Il s'agissait d'étudier le comportement linguistique d'individus joualisants. On leur montrait dans un laboratoire des diapositives représentant des objets de toutes sortes, en leur demandant de nommer ces objets. Or chacun d'entre eux, isolé, sorti de la vie sociale, et pour ainsi dire hors contexte, en perdit son joual ! Quand on leur montrait un truck, ils disaient «camions», et ainsi de suite. C'est dire que tout joualisant connaît le français correct ; nous aurions pu nous en douter, puisque tout joualisant peut par exemple comprendre les speakers de la T.V. Mais alors, le joualisant n'est pas un individu qui ne *peut* pas parler français : il ne le *veut* pas. Parce qu'il s'identifie à son joual, qu'il s'y sent bien, à cause de la loi du moindre effort, et aussi à cause d'une sorte de consensus social : le joual sert aux joualisants d'instrument de reconnaissance, grâce à lui ils sont entre eux, dans un monde qui leur convient. Et il est aussi un moyen d'affirmer sa virilité : on ne veut pas parler "comme

les tapettes de Radio-Canada". Ce consensus, cet abandon général à la loi du moindre effort, au laisser-aller, cette mentalité, dans le langage comme ailleurs, du *"il fait chaud, ça pue, on est ben"*, est caractéristique de ce que j'appelle la complicité : une façon parfois sympathique et parfois désespérante qu'a tout un peuple de se complaire dans sa propre médiocrité, chacun n'exigeant pas trop de son voisin et confiant qu'on n'exigera pas trop de lui. Une démission béate et satisfaite. Et dire que c'est avec ça qu'on va convertir l'Amérique . . . Les desseins de Dieu canadien français sont bien obscurs !

Les exemples que je viens de donner ne visent pas à élucider quoi que ce soit. Il faudrait un énorme travail pour arriver à expliquer les comportements d'un peuple, et surtout pour en montrer toutes les variations. Je n'ai donné ces exemples que pour suggérer, de façon impressionniste, une atmosphère, un mode de vie. Ce qu'il faut en retenir, à mon avis, c'est la faiblesse et le délabrement spirituel qui nous affligent. Voilà ce qui arrive quand tout un peuple, pour la plus grande gloire de Dieu, veut faire l'ange . . . ce qui arrive quand un peuple, de par sa situation historique, n'a pas les moyens de faire l'homme.

les émancipés

Jusqu'à tout récemment, et dans une large mesure encore maintenant, la situation dont je viens de montrer les grandes articulations paraissait (et était sans doute bel et bien) installée à demeure et impossible à transformer. Le système se donnait comme un monolithisme inébranlable. Le Québec semblait devoir demeurer éternellement une sorte de ghetto théocentrique. Cela n'empêchait cependant pas le cas d'exception : il y a toujours eu des individus qui ont refusé de se laisser intégrer, qui ont tenté, d'une façon ou d'une autre, d'affirmer leur créativité, leur liberté. Mais dans la mesure où la seule solution possible pour eux était de s'en tirer individuellement, ils ne pouvaient qu'aboutir à l'échec : condamnés à demeurer des marginaux, des déviants, ils n'arrivaient jamais à se récupérer eux-mêmes face au système qu'ils tentaient de nier : la négation même, justement, étant encore une façon de vivre une culture. Ils étaient investis de toute part. J'ai déjà, dans l'article que je publiais en septembre ici même, donné deux exemples de cette sorte d'échec : l'ermite de village et l'esthète mécréant. Je voudrais maintenant décrire quelques autres types d'*émancipés*, de gens qui tentent de s'en tirer

individuellement, pour faire comprendre ce qui m'apparaît comme leur échec.

"*Neveurmagne*". Une des façons de refuser la soumission routinière, c'est de ne se fixer nulle part. Partir à l'aventure, voir du pays ; être toujours en instance de départ. C'est une attitude qui a donné naissance à un de nos personnages mythiques : le Survenant, ou le Dompteur d'ours de Thériault en sont des incarnations littéraires. On retrouve les mêmes thèmes dans Menaud, et dans le Journal d'un hobo. L'attrait de la drave chez les agriculteurs, l'attrait du grand nord chez les ouvriers d'aujourd'hui. Le personnage de l'errant, du passant exerce sur nos esprits une sorte de fascination ; pour les femmes, il est séduisant, c'est l'amant rêvé. C'est l'homme qui arrive à vivre sans arrêt la même rupture que d'autres atteignent momentanément par la "brosse". Il provoque une sorte de vertige chez les sédentaires, les assis.

Mais le "neveurmagne" du Survenant exprime bien l'échec de cette démarche. Celui qui part arrive nécessairement quelque part, et cet ailleurs, puisqu'il y est, redevient un ici. L'errant est libre, sans doute, mais c'est une liberté qui ne se sauve que par une fuite en avant, une liberté qui n'arrive pas à trouver son assiette, une liberté qui faute d'enracinement reste en l'air et ne débouche pas sur l'efficacité créatrice. Libre par défaut de se réaliser, c'est un pur mouvement de dépassement à vide. D'où la nostalgie, le rêve de trouver un paradis perdu. "Neveurmagne", c'est-à-dire "laisse tomber" ; l'errant ne peut ni pénétrer dans la vie d'autrui, ni s'ouvrir à l'autre. Il est seul. Il n'arrive pas à assumer le présent, à créer des valeurs. De l'extérieur, il fascine ; quand à lui, découragement et désabusement sont son lot. Il arrive à s'échapper de notre morale castratrice, mais c'est à la condition de ne pas s'assumer lui-même. C'est toute sa vie qui est "entre parenthèses".

"*Business is business*". Notre morale nie la vie, les biens de ce monde, et fait des valeurs positives de la pauvreté et de la résignation. En particulier pour le fils d'agriculteur ou de rural, c'est déjà une profonde remise en question de son éducation et des valeurs acquises que de devenir commerçant ou homme d'affaires. Il est un type de parvenu canadien-français tout à fait caractéristique : ce gros bourgeois qui affiche hautement une sorte de "réalisme" qu'il veut cynique. Il répète à tout bout de champ que les affaires sont les affaires, il dit qu'il

ne faut pas être "un enfant de choeur" pour "réussir", et que "la vie" détruit bien des illusions. "La vie", c'est au nom de ce qu'il nomme ainsi qu'il nie la morale qu'il a apprise. Il ne prétend pas que le monde des affaires soit beau, bien au contraire ; il n'assume pas la loi de la jungle capitaliste : il prétend au contraire qu'on n'y peut rien, et qu'il faut bien s'en arranger. On dirait qu'il a sans cesse besoin de réaffirmer son réalisme, et ses réalisations. Il est facilement vantard, plein de soi, et tient à montrer sa richesse et son importance.

Mais en même temps, cet homme est la plupart du temps un père autoritaire, qui impose à ses enfants la morale qu'il nie dans son travail, et se l'impose d'ailleurs à soi-même dans sa vie privée. Il se veut pieux et vertueux. Il se fera gloire d'inviter chez soi des curés ou, en mettant les choses au mieux, un évêque. Et il trouvera ses plus grandes joies à aller à la chasse ou à la pêche, et surtout à revenir dans son village ; les soirées de famille villageoises sont un des seuls moments où il s'égaiera : il est d'ordinaire morose. Il ne jouit pas de son argent. Il est facilement enclin aux dépressions nerveuses. C'est en fait un homme en lutte contre soi-même. Il est déchiré entre deux morales inconciliables. Il se mépriserait de ne pas atteindre au "succès dans la vie", mais se ronge de culpabilité s'il en prend les moyens. Dieu lui sert de mauvaise conscience, et affecte ses succès d'un signe négatif.

L'homme universel. Il est enfin une démarche intellectuelle qui fait penser à celle du Survenant : une sorte d'universalisme abstrait des intellectuels d'ici qui, refusant toute pensée en situation, et donc toute dialectique, tentent de parler du point de vue de Sirius, où de Dieu le père, justement. Cela fait des anticléricaux qui pensent sans le savoir comme des thomistes. Je peux en donner un exemple que je connais bien : j'ai donné tête baissée dans ce panneau, il y a à peine quelques années. Dans des carnets que je tenais alors, j'écrivais : "*Normalement, il faut se consacrer à la cause du groupe dont on fait partie par sa situation. Mais si on fait partie du mauvais groupe ? Je suis bourgeois, catho et Canadien français (absolutisme, etc. Et cause perdue d'avance). La solution : l'époquè, le déconditionnement. Accéder à la généralité.*"

(Merde, ce que j'ai pu être con. Au point de me prendre pour Elliot-Trudeau.) Bien sûr, l'expression que je me donnais à moi-même de cette démarche était particulièrement naïve. Mais lle avait au moins l'avantage de

la clarté. Au lieu que d'autres font la même chose en s'enveloppant d'une pensée amphigourique qui arrive à donner un semblant de bon sens à la même position. Refusant leurs origines, ils finissent par se prendre pour des Anglais comme Elliot-Trudeau, ou pour des Français comme Ethier-Blais. parti pris a assez souvent dénoncé ces lubies pour que je n'insiste pas davantage.

conclusion

Et voilà à peu près ce que j'avais à dire. Je suis bien conscient du fait que ce tableau manque de détails ; mais je ne voulais pas ici faire une analyse historique. Si j'ai réussi à éclairer un peu les grandes articulations de cette démarche culturelle qui nous a conduit de la dépossession à l'intériorisation de la défaite, de l'autoritarisme à la démission, je m'estimerai satisfait. Je voulais essayer de mettre au point des réflexions que je poursuis sur ce sujet depuis les premiers numéros de *parti pris*, en me situant au niveau de la globalité du système.

Il reste qu'il faut ajouter à cette image globale plusieurs éléments pour situer le promlème du laïcisme en 1966. D'abord tenir compte de la diachronie. Il est évident par exemple que la culture cléricale n'avait ni le même rôle ni la même solidité après l'urbanisation qu'au moment où nous étions vraiment un peuple agricole. En fait, c'est l'industrialisation-urbanisation qui a eu le dessus. L'intégrité du système a été détruite, le Dieu canadien français se meurt. Une nouvelle idéologie se dégage, bourgeoise et néo-capitaliste. Le clergé lui-même doit s'adapter, et la religion et même Dieu changent de visage. C'est ce que Luc Racine et Gaétan Tremblay montrant ailleurs dans ce numéro.

D'autre part, une nouvelle opposition est aussi apparue. La volonté révolutionnaire a tout remis en question, et propose de tirer l'homme québécois des cendres du Dieu de ses pères. J'ai tenté il y a déjà un certain temps *(parti pris, vol. I, no 1)* de montrer les cheminements par lesquels nous en sommes arrivés à une attitude qui sorte peut-être pour une fois du cercle vicieux où retombaient tous ceux qui voulaient dépasser notre aliénation culturelle. La révolte de Borduas, et l'affirmation (entre autres par le MLF) de l'existence d'une minorité, de la fin du monolithisme, ont été deux des principales étapes vers l'apparition d'une attitude révolutionnaire.

La situation que je viens de décrire est donc en fait une chose du passé. Elle n'a en fait pas résisté à la révolution tranquille. Mais je pense qu'il est quand même utile d'en parler. D'une part parce que ce système est quand même celui où nous avons été éduqués ; il nous a donc marqués. Et il est utile, pour s'en délivrer, de la connaître bien. Et puis aussi pour prévenir des retours toujours possibles de ces structures psychologiques à l'intérieur même de l'attitude révolutionnaire. Je pense par exemple à une certaine conception que nous nous faisons parfois de la lutte, et qui nous fait confondre militantisme et dévouement, qui nous porte à croire que le seul bon militant est celui qui *se perd pour que la Révolution soit*. Je pense aussi à ce fait que nous avons beaucoup de facilité à critiquer, à dénoncer, à montrer les méfaits de la colonisation et du capitalisme, et beaucoup de difficultés à inventer des solutions spécifiquement québécoises; et je me demande dans quelle mesure nous sommes encore atteints de la vieille maladie de la récrimination. Ce sont là, en tout cas, autant d'impasses où une claire conscience peut nous éviter de nous engager.

Il faut dire que nous sommes en face d'un paradoxe : pour arriver à briser le cercle vicieux où nous a enfermés la culture cléricale colonisée, il faudrait d'abord en éliminer les causes, c'est-à-dire faire la révolution; et pour ce faire, il faut d'abord que les québécois se libèrent des structures psychologiques qui les en empêchent. Mais ce paradoxe n'est qu'apparent, et en réalité nous vivons une prise de conscience graduelle qui coïncide avec une graduelle évolution des structures.

Dans notre dernier numéro j'ai tenté, en ce qui concerne la laïcisation, de montrer les moyens qui devraient permettre de hâter ce mouvement. Il faut, y disais-je, radicaliser nos positions théoriques sur la question du cléricalisme, et prendre tous les moyens de pousser le pouvoir bourgeois à opérer la déconfessionalisation qui est dans sa propre logique. Il faut d'autre part assumer notre réalité et retrouver nos racines au coeur même de cette culture que nous voulons dépasser, nous voir tels que nous sommes pour mieux nous changer. Et enfin, il faut insérer la lutte pour l'invention d'une culture nouvelle dans la lutte révolutionnaire globale. C'est-à-dire, comme je le rappelais tantôt, travailler à éliminer les causes de la culture et de la morale cléricales. Mais sur ces problèmes, je me permets de renvoyer le

lecteur à l'article en question, qui forme une sorte de dyptique avec celui-ci.

Après avoir parlé durant des pages de problèmes psychologiques, je conclus sur des questions de stratégie. On pourrait bien me dire que cela ne règle pas le problème : qu'elle attitude est-il possible d'adopter entretemps ? Mais c'est là une fausse question. Il est inutile de chercher le moyen d'*être* désaliéné. La liberté n'est pas un état, mais une action. Nous serons, dès maintenant, des hommes libres, dans la mesure où nous lutterons, et efficacement, pour conquérir notre liberté. La vieille morale était une morale de l'*être*; nous trouverons la nôtre dans l'action. Et déboucher sur une praxis quotidienne et positive, c'est déjà dépasser la vieille négation de la vie. Inventer patiemment l'homme québécois, c'est déjà en finir avec le Dieu canadien français. S'engager dans un combat, c'est déjà retrouver une prise sur le monde. Un poème de Jean-Pierre Lefebvre se termine sur cette phrase : "*Comment pouvons-nous réclamer un drapeau, puisque nous n'avons que nos pénis pour le hisser ?*" — Eh bien justement, l'un ne va pas sans l'autre. Et notre Dieu était corrélatif de l'absence de l'un comme de l'autre. C'est pour cela que j'ai voulu faire ici Son oraison funèbre.

pierre maheu

les ambiguïtés du néo-cléricalisme

gaëtan tremblay

L'optique dans laquelle nous analysons la société québécoise, celle d'un socialisme-décolonisateur, nous conduit inévitablement à une confrontation avec les pouvoirs aliénants qui agissent dans cette même société; ces pouvoirs sont en effet les plus grands obstacles à l'entreprise de démystification et de prise de conscience que constitue la révolution au Québec. Le pouvoir clérical étant certes parmi les plus aliénants qui puissent se concevoir, il importe énormément d'en suivre l'évolution, de mettre en lumière

les manifestations et les effets de cette évolution et d'en déceler les ambiguïtés. Par "ambiguïtés" ici, j'entends divergence entre les effets apparents d'un phénomène et ses effets réels, dans le sens d'une démystification. Ce terme correspond bien à l'idée que je me fais des buts de cette analyse : voir, au-delà de la façade, où conduit la nouvelle idéologie religieuse au Québec et quelles implications elle comporte pour la révolution québécoise. Pour faire comme tout le monde, je me dois d'insister sur le fait que cette analyse veut s'en tenir aux manifestations réelles du néo-cléricalisme et à leurs résultats objectifs. Si on veut y voir de l'anti-cléricalisme, libre à soi, mais ce serait être bien chauvin. Evidemment, mes instruments d'analyse sont limités : l'inexistence d'études approfondies du pouvoir clérical au Québec et le manque de documents probants sur le rôle du clergé nous forcent à innover sans cesse et à nous avancer parfois en terrain peu connu. C'est d'ailleurs là le meilleur signe peut-être de la force du pouvoir clérical au Québec, qu'il ait si bien réussi à se dérober jusqu'à maintenant aux regards indiscrets.

définition

Au Québec, on ne peut plus parler aujourd'hui de nationalisme, ni de colonialisme; il faut plutôt parler de -néo-nationalisme et de néo-colonialisme, en ce sens que les réalités cernées par les mots ne sont plus les mêmes. De nouveaux facteurs jouent dans l'évolution socio-économique et il faut adapter le vocabulaire à la nouvelle problématique. De même façon, il faut plutôt parler de néo-cléricalisme pour bien montrer que ce à quoi nous faisons allusion est purement contemporain et bien distinct du cléricalisme traditionnel. On peut le définir comme suit : c'est un phénomène résultant du passage rapide de la société québécoise d'une mentalité conservatiste à une mentalité progressiste, lequel passage oblige les forces cléricales à transformer leurs méthodes d'action.

En gros, ça veut dire que l'urbanisation, l'éducation, la culture de masse et les communications accélérées ont fortement ébranlé le système traditionnel de valeurs; de ce fait, les individus sont plus curieux et plus alertes et l'Eglise ne peut plus léguer à la communauté québécoise ses "schèmes de pensée" sur les grands problèmes de la vie. Les hommes sont

appelés à chercher eux-mêmes les réponses aux problèmes qui les confrontent et les clercs n'exercent plus ce dirigisme des consciences qui a caractérisé le siècle passé. Dès lors, l'Eglise doit s'y prendre autrement pour faire passer son influence, pour faire accepter ses conceptions et sa direction. D'ailleurs, il faut préciser que les conceptions et la direction de l'Eglise doivent changer aussi, jusqu'à un certain point.

Une mise en garde s'impose ici : le passage de la société québécoise d'une mentalité conservatiste à une mentalité progressiste n'a rien d'absolu; il reste encore de fortes poches de résistance, et on a peut-être trop pris pour acquis, ces dernières années, qu'un certain passé était révolu. Le 5 juin le démontre bien pour une part. Jean-Marc Léger a très bien énoncé cette mise en garde dans "*Recherches Sociographiques*", vol. VII, nos 1-2. Rappelons-nous, pour la suite de cet article, qu'il n'y a rien d'absolu. Je compte bien que chacun saura faire les distinctions qui s'imposent.

Donc, la nouvelle conscience des individus dans notre société force l'Eglise (entendue ici comme l'ensemble des clercs) à transformer ses méthodes, ses conceptions et même son image (tout comme le "public image" des entreprises capitalistes). Elle doit compter de moins en moins sur la domination des consciences et sur les anathèmes, et de plus en plus sur l'information, la propagande et les pressions auprès des pouvoirs publics. C'est là la tâche du néo-cléricalisme, ou du nouveau pouvoir clérical. Ce néo-cléricalisme est d'essence plutôt libérale et parfois même progressiste, mais il comporte aussi des éléments nettement réactionnaires, nous le verrons.

le pouvoir clérical

Comme tout pouvoir, le pouvoir clérical a comme but premier de se perpétuer; comme tout pouvoir aussi il cherche à faire accepter ses valeurs, ses objectifs et ses méthodes comme les plus aptes à apporter le bonheur aux hommes. Ajoutons encore qu'il tend lui aussi à outrepasser ses prérogatives légitimes. Ceci explique globalement l'attitude passée de l'Eglise au Québec et son acharnement à éliminer la concurrence, jusqu'à tout récemment. Mais là où le pouvoir clérical se différencie nettement des autres types de pouvoir, c'est qu'il vise à orienter la vie des hommes en s'adressant à leur conscience et aussi à leur subconscient pour les soumettre à des puissances spirituelles dont il

se fait l'intermédiaire. Pierre Maheu traite plus à fond de cet aspect du cléricalisme dans une autre partie de ce numéro. Qu'il nous suffise de rappeler que le néo-cléricalisme est subséquent au cléricalisme dont les effets au Québec n'étaient pas loin d'être un pouvoir théocratique totalitaire sur les consciences.

contexte présent

Un facteur extrêmement important dans l'évaluation des manifestations du néo-cléricalisme et de leurs résultats, c'est l'atmosphère politique et sociale qui prévaut présentement au Québec. Le fait que l'Union Nationale soit au pouvoir depuis le 5 juin dernier n'est pas sans influer sur les chances qu'a le pouvoir clérical de réussir à transposer ses privilèges et son influence dans les nouvelles structures du système d'éducation, et aussi de faire entendre fortement sa voix dans d'autres secteurs de l'activité gouvernementale; par exemple la refonte du code civil et les lois du mariage, le secteur hospitalier, les régionales scolaires et les Instituts polyvalents, etc. etc. etc.

Quand on sait que le gouvernement U.N. a augmenté le budget de la pastorale dans les écoles et qu'il a drôlement tempéré les réformes dans l'éducation en laissant traîner les choses depuis plusieurs mois; quand on constate aussi que la Fédération des Collèges Classiques reprend du poil de la bête, comme on le verra dès maintenant en analysant le rapport du comité de l'Assemblée des supérieurs de collèges classiques chargé d'étudier "La présence de l'Eglise dans l'Education", il n'y a pas de quoi être bien rassurés. Avec l'ineffable Daniel Johnson qui lie intimement les "valeurs chrétiennes" à la culture française du Québec, les donnant comme *essentielles à notre culture*, on peut craindre que la bataille pour la décléricalisation soit difficile, et même que certaines choses qui paraissaient acquises ne le soient pas nécessairement.

manifestations du néo-cléricalisme

Le néo-cléricalisme n'étant pas une idéologie consommée, dont les composantes auraient été analysées et ré-analysées par les chercheurs, force nous est de tenter de le cerner par induction, en parcourant les divers secteurs de l'activité sociale où il se manifeste le plus clairement. On songe immédiatement à l'éducation, avec raison d'ailleurs.

l'éducation

Le néo-cléricalisme est le plus actif dans le château-fort traditionnel des forces cléricales au Québec : l'éducation. C'est d'ailleurs la lutte autour du Bill 60 qui a marqué le début de la transformation des méthodes et des structures mêmes du pouvoir clérical. L'Assemblée des Evêques du Québec a dû, devant les bouleversements annoncés dans cette législation, entrer directement dans la bataille, avec les autres organes cléricaux. Les amendements proposés par les évêques furent acceptés en partie seulement; la hiérarchie n'a pu imposer ses volontés autant qu'auparavant et cette demi-victoire piqua la cléricalité au vif. Depuis lors, le débat est lancé sur la confessionnalité du système d'éducation. Léon Dion a fait une étude intéressante sur la bataille autour du "Bill 60" (1); le lecteur doit s'y référer pour une analyse plus poussée de ce point tournant.

Chez les collèges classiques, ce fut l'alerte générale, la levée des boucliers. Les forces les plus intégristes du cléricalisme québécois montrèrent les dents. On orchestra une campagne de protestation en se servant de tous les moyens possibles. Une analyse des "lettres des lecteurs" et des "collaboration spéciale" dans les journaux de cette période prouverait hors de tout doute que le mot "orchestra" n'est pas trop fort. On créa et mobilisa des associations de parents-maîtres; pour la première fois de son histoire l'Eglise du Québec s'occupait du "droit des parents" autrement que dans des textes philosophiques; elle en fit même son principal cheval de bataille. Et lorsqu'on sait que derrière les associations de parents-maîtres, il y a ce que notre société compte de plus intégriste et de plus ultra-montain (à partir de l'Opus Dei, l'internationale intégriste, jusqu'à l'Ordre de Jacques-Cartier) on voit bien que le mot "mobilisation" n'est pas trop fort lui non plus, car c'est une véritable armée secrète que constituent les intégristes, ici comme ailleurs.

Mais il n'y a pas que des intégristes chez les clercs : c'est pourquoi il y eut aussi chez une bonne partie du clergé une véritable prise de conscience que "les temps avaient changé". Et parallèlement à la bataille de coulisses invoquée plus haut, il y eut un débat ouvert sur l'opportunité de repenser la présence de l'Eglise dans l'éducation. On arrive ainsi au rapport du comité de l'Assemblée des supérieurs de collèges classiques, lequel comité a été chargé d'étudier la pré-

sence de l'Eglise dans l'Education. Ce rapport représente probablement la manifestation la plus claire, en même temps que la plus progressiste, du néo-cléricalisme tel que défini au début de ce travail.

En gros, on donne comme mission à l'Eglise d'assurer l'accès des valeurs chrétiennes à tous les hommes : — "Que les chrétiens collaborent avec les pouvoirs publics non pas en vue de situer tout le système scolaire au sein de l'Eglise, mais bien de situer les valeurs du christianisme au sein de l'école." (2) . . . C'est au niveau de l'école qu'on doit retrouver la confessionnalité, et non au niveau des structures du système scolaire." (2) . . . "la neutralité de l'Etat doit s'étendre aux structures régionales . . . (2) " . . . à long terme, il peut s'avérer possible et même souhaitable . . . que l'école publique soit commune à tous les citoyens, qu'elle ait une nature et des finalités proprement temporelles et qu'elle soit du ressort de la seule société civile". (2)

On a bien raison de trouver "progressiste" un document comme celui-là. Mais le "progressisme" est relatif, comme toutes choses. C'est progressiste relativement ce à quoi on nous a accoutumés, mais c'est bien peu encore. D'ailleurs les rédacteurs prennent bien soin de préciser, immédiatement après cette pointe de réalisme que " — c'est une entreprise complexe, exigeante et difficile — ". (2) Il faut bien voir, derrière les mots, ce que les clercs réclament : qu'on leur donne l'opportunité de s'insérer solidement dans les nouvelles structures du système scolaire dès leur création. C'est pourquoi ils parlent de "possibilités à long terme" et "d'entreprise complexe, *exigeante* —". Ça *exige* que la déconfessionnalisation des structures scolaires n'advienne que lorsque l'Eglise aura redistribué ses effectifs en des points stratégiques des structures, qu'elle aura modernisé ses méthodes et assuré sa nouvelle forme de pouvoir, plus subtile et mieux adaptée à l'époque. Ils se serviront surtout de la "pastorale" et aussi de la "catéchèse". Ils revendiquent l'établissement d'un réseau complet et omniprésent de moralistes, d'animateurs religieux, de directeurs de conscience avant de seulement songer à accepter une "sécularisation" des structures.

En bref, ça revient à ceci : ayant perdu le monopole des connaissances nécessaires pour encadrer la marche de la communauté québécoise, le pouvoir clérical est de plus en plus déclassé par les nouveaux-instruits. Il doit dès lors s'y prendre autrement pour

perpétuer son pouvoir ou bien en sauver le plus possible : il fait face à la concurrence en repensant ses conceptions, remaniant ses méthodes et ses enseignements, sans cependant cesser de réclamer de l'Etat les *privilèges institutionnels et matériels nécessaires à sa réinstallation au sein des nouvelles structures.*

On a alors ce paradoxe, qui n'est malheureusement pas rare dans notre société, que c'est l'Eglise elle-même qui se charge de définir, de cerner et de limiter la déconfessionnalisation. Comme par le passé, l'Eglise se pose en interprète de la volonté du peuple et elle entend définir elle-même *comment* séculariser et *jusqu'où* sécula-riser. Et notre société est encore telle qu'on risque bien de ne pouvoir rien opposer à ce monopole *de fait* détenu par l'Eglise dans la définition de *son* rôle en éducation. Aussi progressiste que puisse paraître ce rapport des supérieurs de collèges classiques, il faut aller voir au-delà de l'apparence pour bien prendre conscience du fait que ce néo-cléricalisme n'est qu'une réaction défensive devant le bouillonnement des idées au Québec; il n'a rien d'un mouvement spontané. L'Eglise prend les devants et cède du terrain pour ne pas s'exposer à tout perdre plus tard.

D'ailleurs, l'Eglise n'a plus les effectifs nécessaires à la domination *quantitative* de l'éducation; alors forcément, elle doit redistribuer ses effectifs stratégiquement, pour la défense des "valeurs chrétiennes".

La pastorale, la catéchèse, qui ont intégré les méthodes actives, seront le nouveau domaine de prédilection des clercs. Il y a aussi les commissions qui travaillent sur de nouveaux catéchismes, lesquels remplaceront ces plaquettes morbides qui ont abruti tant de générations de Québécois. Il y a surtout "les parents", ces pauvres oubliés qu'on est allé repêcher dans leurs foyers pour les lancer à la défense des valeurs essentielles de notre civilisation, de notre race, de notre culture. Les droits des parents, le cléricalisme traditionnel ne s'en est jamais formalisé, tellement l'Eglise était au-dessus de ces pauvres pécheurs, de cette pâte à sacrifices. Mais le néo-cléricalisme les a redécouverts, pour s'en faire un rempart contre les "forces laïcisantes". Il faut bien préciser cependant que ces pauvres parents sont les victimes non pas de l'ensemble du clergé, mais des plus réactionnaires parmi les clercs, et aussi de ces "bedeaux", laïcs qui n'ont jamais porté la soutane mais qui se sont mis aveuglément au service du Bien contre le Mal, c'est-à-dire de

tout ce qui est clérical contre tout ce qui est profane : le néo-cléricalisme, c'est aussi cela. Il ne faut pas oublier, en passant, les milliers de religieuses qui constituent le plus fort bastillon qui constituent le plus fort bastion ment. Cette nuée de filles mentalement emmurées sont encore assez nombreuses pour contrôler l'éducation de toutes les jeunes Québécoises. Et c'est peut-être l'activité cléricale la plus néfaste aujourd'hui, parce que les soeurs n'ont pas été atteintes aussi profondément que les secteurs masculins du clergé par "l'esprit du concile" et par la remise en question du rôle traditionnel de l'Eglise dans l'Education. Une telle situation risque de créer un déséquilibre très sérieux entre les garçons et les filles, au point de vue de la mentalité et du développement émotif.

Le secteur le plus touché, d'abord par la remise en question du système d'éducation, ensuite par les réformes du néo-cléricalisme, c'est sans aucun doute les collèges classiques. On sait que les Collèges furent le moule à travers lequel a été fondue l'élite du Québec; c'est en bonne partie grâce à eux, sinon uniquement, que la bourgeoiserie anti-cléricale qui s'est manifestée de 1800 à 1860 est disparue de la circulation après cette période. Et depuis, toutes les élites bourgeoises ont passé par les collèges, où on les a bien mis à la main de l'Eglise avant de les lâcher dans le monde. Les Collèges n'avaient pratiquement pas évolué jusqu'à la "révolution tranquille". Mais depuis quelques années, c'est la panique; la fameuse Faculté des Arts de Laval a tenté de monter un cours classique quelque peu nouveau, avant que d'autres s'en mêlent, mais peine perdue; d'autres s'en sont effectivement mêlé. Ces étrangers ont produit le "Rapport Parent" et ont recommandé l'établissement d'un réseau d'Instituts polyvalents publics post-secondaires, qui deviendraient la voie d'accès aux Facultés universitaires. C'est sur cela que se fit la levée des boucliers, la mobilisation générale *pour la défense des humanités et surtout de "l'humanisme"*; suprême paradoxe : un système à aliéner l'homme qui défend l'humanisme !

Les défenseurs des collèges privés, nombreux et acharnés, se sont battus haut, fort et longtemps, avant de se rendre compte qu'ils seraient vraiment obligés de changer quelque chose. On leur a proposé de s'intégrer aux régionales et de se grouper avec les autres institutions pour faciliter la naissance des Instituts. Evidemment, les Collèges ont rechigné : ils n'étaient

tout de même pas pour se mêler au secteur public. Il aurait fallu qu'on leur garantisse que les Instituts se formeraient autour d'eux et qu'ils les contrôleraient. Mais ce n'était pas du tout ce que proposait le Rapport Parent. Depuis, plusieurs collèges sont devenus, unilatéralement (c'est-à-dire en faisant fi de toute planification nationale de l'enseignement post-secondaire), des "Collèges Universitaires". Les Jésuites ont même essayé de devenir une Université. D'autres collèges se sont cantonnés au collégial, d'autres ont fermé leurs portes... Bref, c'est encore la panique et le fouillis. Aujourd'hui, après quelques années de luttes acerbes, le néo-cléricalisme s'est manifesté sous ses deux formes : 1° un certain progressisme, dans le rapport des supérieurs dont on a parlé tantôt et 2° un intégrisme certain, dans les associations parents-maîtres dont on ne parlera plus beaucoup, tellement leur dévouement aveugle à la réaction cléricale est évident.

Aujourd'hui aussi, on ne sait pas encore exactement ce que l'avenir réserve aux Collèges. Déjà, il y en a environ vingt-cinq qui ont profité du système d'affiliation avec les régionales, système de compromis trouvé pour débloquer la marche vers l'organisation d'un secondaire et un post-secondaire publics. Il est bien à craindre que les Collèges réussissent à saboter le Rapport Parent de façon telle qu'on ne puisse plus parler vraiment d'une d é m o c r a t i s a t i o n d u système d'éducation au Québec. Même s'il y a eu évolution chez les Collèges, cette évolution ne peut que démontrer d'une façon éclatante le bien-fondé de l'hypothèse suivante : tout cléricalisme, néo ou non, est aussi réactionnaire qu'il lui est possible de l'être sans attirer la méfiance des citoyens en général. Quand il peut bloquer complètement une réforme, il le fait : 1879, tentative de création d'un ministère de l'Education. Quand il ne peut pas, il l'accepte le moins possible : le syndicalisme ouvrier, de 1860 à 1890, le Bill 60 en 1962 etc. Et quand il est pris dans un mouvement de réforme générale, il passe alors à l'attaque et propose lui-même ses plans de réformes, avant que les plus progressistes ne s'en mêlent trop : rapport des supérieurs de Collèges. Ce faisant, le pouvoir clérical se donne une image moderne et progressiste, tout en réussissant à freiner, au prix de quelques concessions, une évolution majeure ou une révolution. C'est l'histoire abrégée du cléricalisme au

Québec, et aussi du néo-cléricalisme aujourd'hui.

domaine socio-politique

Sous ce titre, je veux couvrir les organes d'information, les mouvements, groupes, rassemblements et autres moyens à la disposition des clercs, ou de l'Eglise, pour faire passer leur influence.

On a déjà expliqué au début que l'Eglise et le clergé ne pouvaient plus transmettre inconditionnellement leurs schèmes de pensée et leurs conceptions; le développement des communications et la masse des informations accessibles à tous ont fait crouler les murs de la paroisse traditionnelle et balayé pour une bonne part l'ignorance qui était le principal atout du clergé pour dominer les consciences; par ignorance j'entends "juste assez" d'instruction et de curiosité pour ne pas être complètement illettré, ou encore "beaucoup d'instruction", en autant qu'elle soit selon la volonté de l'Eglise et dispensée sous la haute surveillance des clercs.

Ce mouvement s'est accéléré considérablement depuis 1960, et aujourd'hui les moyens de 1955 sont tout à fait dépassés. Les anathènes ne suffisent plus : il faut se servir des moyens modernes de propagande et d'information pour atteindre l'esprit des gens. Le prône et les sermons n'ont plus l'importance d'il y a seulement dix ou quinze ans. La pratique religieuse a baissé énormément, surtout chez les jeunes, et tout le monde sait maintenant qu'il y a des choses importantes à part la religion, et même plus importantes parfois; la science et le bien-être en sont, les loisirs et la mode aussi.

L'Eglise doit lutter contre les innovations, ou encore les intégrer, mais elle ne peut plus les écarter tout simplement en les condamnant. Elle doit soigner son image, un peu comme les entreprises qui dépendent de l'attrait qu'elles exercent sur le public. Pour influencer les consciences donc, le pouvoir clérical doit, d'une part se servir des "mass média", d'autre part mettre sur pied des groupes de pression et déléguer des représentants auprès des mouvements et du public pour entretenir son "public image". Il doit aussi transformer complètement son attitude vis-à-vis l'apostolat des laïcs : la crise de l'Action catholique est le signe d'un chambardement certain des relations entre la hiérarchie et l'avant-garde des laïcs militant dans les mouvements de propagande catholique.

Côté "mass-média", l'Eglise a saisi depuis assez longtemps déjà l'importance des journaux, du cinéma, de la T.V. et de la radio. D'ailleurs au Québec, il y a toujours eu plusieurs grands journaux soumis directement au contrôle de la hiérarchie, ou encore suivant aveuglément les positions et les enseignements de l'Eglise. (L'Action catholique, La Vérité, Le Nouveau Monde, l'Evénement, etc.)

Ce qui est relativement nouveau c'est l'apparition de revues de combat, créées et dirigées (ouvertement ou en sous-main) par des groupes cléricaux indépendants de la hiérarchie : "Aujourd'hui-Québec" pour les intégristes-facistes, et "Maintenant" pour l'aile gauche des catholiques du Québec, revue plutôt social-démocrate. Les Jésuites ont "Relations", mensuel réactionnaire et "Actualité", revue à tirage élevé pour la famille, non moins réactionnaire. (Cette dernière revue ne peut pas être dite "de combat"). De plus, une multitude de journaux de province sont nettement orientés sur l'évêché. Ce qui laisse l'Eglise en très bonne position, côté imprimés. D'ailleurs, l'ensemble des communautés religieuses et des ordres religieux ont un matériel d'imprimerie qui ferait rougir d'envie Lord Thomson of Fleet lui-même. On noie le Québec sous un flot d'annales, brochures, calendriers, images, campagnes de souscription, etc. Sauf pour "Maintenant", la révolution tranquille ou le "bon" néo-cléricalisme, n'ont pas tellement ébranlé cet empire de la propagande cléricale : c'est là un obstacle majeur qui se dresse devant tous ceux, clercs ou laïcs, qui veulent se débarrasser du cléricalisme traditionnel.

Pour la T.V. et la radio, les manifestations sont moins évidentes. Il y a quand même un bon groupe d'évêques et de clercs "sans-grade" qui suivent ou ont suivi des stages de familiarisation avec ces techniques de communication. Il y a aussi des émissions religieuses à la T.V. et à la radio, dont quelques-unes sont nettement modernes et progressistes, où on discute ouvertement et "sereinement" n'importe quel problème. (Ryan sera content de voir que la *sérénité* fait des adeptes). Il y a enfin ces émissions-marathon où le père machin-truc répond à toutes les questions, chaque jour et sur une bonne période de temps.

Bref, les clercs se débrouillent bien de ce côté-là. Assez bien, même, pour rétablir à la moderne, par des méthodes plus subtiles et ingénieuses, les enseignements traditionnels. On est

plus psychologues, on prend la peine d'expliquer en long et en large ce qu'on imposait d'autorité il n'y a pas si longtemps. Mais c'est quand même être privilégié de la belle façon que de pouvoir disposer de tels moyens. Le pouvoir clérical se justifie en disant que l'immense majorité est catholique au Québec et qu'elle a besoin, qu'elle demande même, d'entendre la bonne parole. Mais comment cette "immense majorité" pourrait-elle choisir autre chose, quand elle a été forgée par le cléricalisme, quand on lui a bourré la tête de besoins cléricaux, quand surtout c'est toujours l'Eglise qui s'est donnée comme l'interprète des besoins du peuple. L'Eglise nous fait le raisonnement suivant : la grande majorité est catholique; or nous sommes l'Eglise; donc nous représentons nécessairement la volonté de la grande majorité.

Quand les concepts même de laïcité et de libre-conscience sont étrangers aux "fidèles", parce que l'Eglise les en a préservés, comment veut-on qu'ils conçoivent des besoins autres que ceux qu'on leur a inculqués, que ceux qu'on leur a imposés même ? C'est tout le problème du conditionnement. Et au moment où il se produit un réveil social, un bouillonnement des idées, un éclatement des murailles qui cachaient la réalité, c'est le rôle objectif du néo-cléricalisme de moderniser le contrôle de l'Eglise sur les consciences, de ménager la transition entre un pouvoir clérical autoritaire et sclérosant et un pouvoir clérical modernisé, subtilisé, électronisé. Et le temps d'arriver à maturité, on risque de se retrouver avec une omniprésence cléricale intégrée aux nouvelles structures et au nouveau modus vivendi, avec la bénédiction du pouvoir politique, aussi démissionnaire qu'auparavant. Evidemment, il ne faut pas dramatiser : ça ne sera jamais plus comme il y a 10 ans ! Mais est-ce un critère d'acceptabilité ? Non ! Car il ne faut jamais oublier que le pouvoir clérical, néo-cléricaliste ou non, est un frein en soi et qu'il tend tout naturellement à perpétuer son contrôle et ses privilèges. Quelle que soit la forme qu'il prend, quelle que soit l'image qu'il se donne, il reste en définitive un pouvoir conservatiste, qui se transforme pour ne pas disparaître, qui accepte une certaine évolution pour empêcher une évolution plus poussée.

Une autre manifestation du néo-cléricalisme dans le domaine socio-politique, c'est l'apparition de "corps intermédiaires" suscités par des clercs mais laissés aux mains de laïcs. C'est

la mode de "l'acceptation par le laïc de ses responsabilités au sein de l'Eglise". C'est aussi la manifestation de cette obligation nouvelle qu'a l'Eglise de faire pression sur l'Etat à l'aide de mouvements agissant "démocratiquement". On a déjà mentionné les associations parents-maître et on sait à quoi s'en tenir à leur sujet : ce sont des groupes de bons parents inquiets de la santé religieuse de leurs enfants, effrayés des atteintes de l'Etat à leurs "droits des parents" nouvellement découverts; on sait trop bien que c'est le conditionnement clérico-religieux qui porte ses fruits, et que des clercs machiavéliques (parce qu'il y en a) se servent de ces associations pour faire obstacle aux projets de réformes de l'Etat, "ce pouvoir profane qui voudrait subordonner le spirituel au temporel".

Ces associations de parents, intégristes bien inconsciemment tellement on les a aliénés, représentent le plus grand obstacle à la réforme du système d'éducation présentement. Et le danger est d'autant plus grand que le gouvernement Johnson est plus sensible aux volontés des "grandes majorités", qu'il est disposé à se prostituer de la belle façon pour conserver le pouvoir.

au sein du clergé

L'Eglise c'est d'abord une hiérarchie, mais elle est quand même composée d'individus agissant et pensant. La "révolution tranquille" a fait son oeuvre au sein du clergé aussi. Sans compter "l'esprit du Concile" qui a beaucoup contribué à rappeler aux clercs qu'il n'y avait pas que des choses immuables dans l'Eglise. Plusieurs clercs, individuellement ou en groupe, ont soudainement pris conscience de plusieurs anomalies dans la doctrine de l'Eglise et dans ses positions sur plusieurs questions morales, politiques et sociales. Ce phénomène n'est pas particulier au Québec, à preuve, l'appel qu'a dû faire Paul VI à l'esprit de discipline du clergé, à l'obéissance envers les supérieurs, et surtout à la fidélité aux enseignements de l'Eglise. Cet appel fut une conséquence directe des débats sur la limitation des naissances, sur la morale sexuelle, et sur le célibat des prêtres.

Même s'il n'est pas particulier au Québec, ce phénomène y prend une ampleur particulière du fait que notre société a vu ses croyances traditionnelles fortement ébranlées en l'espace de quelques années, même si on ne doit pas considérer comme révolu tout le passé traditionnel du Québec. Sur-

tout, l'Eglise du Québec a de quoi s'alarmer, devant la vague de "retours à la vie laïque" qui a balayé les rangs de ses effectifs depuis quelques années et qui continue encore d'exercer ses ravages, sans compter les "vocations" qui se font rares. Je me rappelle cet interview d'un prêtre défroqué, qui reprochait à la religion catholique actuelle de chercher à sortir l'homme de sa nature, de chercher à le surnaturaliser parce que dans le fond, elle n'accepte pas l'homme. Pour lui, cette attitude anti-humaine de l'Eglise catholique est inacceptable. Il y a eu aussi, dernièrement, cette lettre d'un prêtre, dans "La Presse", déplorant le fait que l'Eglise ne fasse pas la distinction qui s'impose entre la *fonction* sacerdotale et la *vocation* religieuse, ce qui a pour effet de barrer aux prêtres la voie de l'amour humain. (3) Le père Harvey, de la revue "Maintenant" (4), a pris la relève dans ce débat sur le célibat des prêtres. Ces quelques faits démontrent jusqu'à quel point certains individus-clercs se révoltent contre des positions ou des attitudes traditionnelles de l'Eglise. Plusieurs ont préféré quitter les rangs du clergé ou même l'Eglise.

Plus récemment, on a assisté à l'éclatement d'un conflit profond entre l'Episcopat et l'Action catholique canadienne, conflit entraîné par la question de la participation des laïcs à l'élaboration des plans d'action et surtout par la question de l'autorité de la hiérarchie sur les militants catholiques. En somme, il y a des débats profonds au sein du clergé lui-même. Ce phénomène est assez intense et assez généralisé pour accélérer le passage de l'Eglise du conservatisme au progressisme, mais pas assez généralisé encore pour mettre l'Eglise du côté des forces progressistes. Et c'est justement dans cette optique qu'il est important de faire la distinction entre la hiérarchie et les individus-clercs. Il y a assez d'individus-clercs qui sont progressistes pour faire évoluer l'Eglise et provoquer des débats sur des questions fondamentales, mais pas assez encore pour rendre le pouvoir clérical acceptable dans une société qui vise à rendre les hommes conscients de leurs responsabilités sociales et humaines avant toute autre considération.

Le néo-cléricalisme (pas celui d'Aujourd'hui-Québec et des associations parents-maîtres, mais l'autre,) c'est d'ailleurs, pour une bonne part, cette minorité de clercs-progressistes et de laïcs d'avant-garde qui le soutiennent; l'Eglise elle-même est encore bien loin de ce progressisme et même

si elle se donne une nouvelle image, elle n'en continue pas moins de faire tout ce qu'elle peut pour conserver son pouvoir sur les consciences. Elle n'abandonne que ce qu'elle est forcée d'abandonner, sous peine de verser carrément dans la réaction de type Aujourd'hui-Québec, ou encore ce qu'elle est disposée à sacrifier dans le but de mieux s'installer dans les nouvelles structures avec une nouvelle image et une puissance modernisée. Il n'en reste pas moins que les clercs-progressistes ne doivent pas être mis dans le même sac que le reste de la cléricalité. C'est déjà ça.

Les abbés Dion et O'Neil, dans le temps, ont secoué beaucoup d'esprits apathiques devant l'écoeuranterie Duplessiste. L'abbé Villeneuve, au Lac St-Jean, est une sorte de révolutionnaire, un peu naïf et gueulard, mais courageux. Le frère Untel a donné un bon coup de pied à la possession tranquille de la vérité. D'autres individus-clercs vont assez loin dans les réformes et la révolte, comme ce curé de Lachute et ces vicaires d'ailleurs qui dénoncent résolument l'exploitation des ouvriers. Le Mouvement des Travailleurs Chrétiens avec l'abbé Grand'-Maison, est un organisme para-syndical qui se range lui aussi du côté des forces progressistes. Toutes ces activités, bien que cléricales ou inspirées par des clercs, contribuent au réveil social. Mais c'est là l'avant-garde progressiste des catholiques québecois, telle la communauté des chrétiens du campus de l'Université de Montréal. Ce genre de manifestations est assez progressiste pour nous permettre de penser que la religion n'est pas nécessairement incompatible avec une société juste, libre, moderne et humaine. Il reste à cette avant-garde chrétienne à s'imposer dans l'Eglise, pour faire en sorte que le Dieu canadien-français ne soit pas un obstacle à la réalisation de l'homme québécois.

Dans le domaine des manifestations nouvelles au sein du clergé d'aujourd'hui, il convient de s'arrêter un peu sur un phénomène assez courant : la justification de l'intervention cléricale dans plusieurs secteurs de l'activité sociale par l'argument que "les clercs sont des citoyens comme les autres". Je pense précisément à la réponse que le père Brouillé, s.j., faisait à la radio il y a quelque temps, à un journaliste qui lui demandait pourquoi les Jésuites entretenaient un périodique d'information comme "Activités". C'est exactement la justification qu'il a apportée : "les clercs sont des citoyens comme les autres, et ils ont donc le droit de faire de l'infor-

mation." C'est de l'hypocrisie ! Primo: quand un groupe de Jésuites font de l'information, ce n'est pas en tant que citoyens comme les autres. Ils le font en tant que Jésuites, pour poursuivre des buts définis par des Jésuites qui participent du pouvoir clérical. Secondo : et surtout, ils ne peuvent pas être *objectivement* des citoyens comme les autres, quand le public auquel ils s'adressent a été sous la direction des clercs durant toute sa vie, quand le rôle et la nature même des clercs ont été valorisés à un degré obsédant, quand les clercs se sont imposés comme les représentants du Dieu qui est le maître suprême des consciences, quand ils ont défini pour tout le monde les règles du Bien, du Mal et de la vie sous tous ses aspects. Quand ils font de l'information, ils y ajoutent tout le poids du pouvoir religieux; ils subjuguent encore à un degré élevé les individus ou groupes auxquels s'adressent des revues comme "Relations" et "Actualités".

C'est le coeur du problème clérical qui est représenté dans ce phénomène: les clercs devraient *effectivement* être des citoyens comme les autres, mais ils ne le sont *objectivement* pas, à cause justement de ce pouvoir clérical qui a confiné au totalitarisme par le passé, et qui est loin d'être neutralisé encore aujourd'hui. Quand le père Brouillé donc, et beaucoup d'autres comme lui, se donnent comme des citoyens à l'égal des autres, ce n'est malheureusement pas vrai. C'est de la fausse représentation : ils jouissent encore de trop de privilèges, ils ont encore un pouvoir trop grand sur les consciences pour aspirer au rang d'égaux. Ils se sont sacralisés eux-mêmes, et de ça ils ne peuvent se défaire comme d'un manteau. D'ailleurs, leur activité même contredit leur prétention : ils se proposent comme égaux alors même que par leurs instruments d'éducation, de propagande et d'information ils cherchent à conserver le plus possible de leur domination sur les consciences, à conserver les privilèges grâce auxquels ils se sont posés *au-dessus* des autres. Le père Montminy disait dans une causerie, le 7 novembre dernier, que celui qui "fabriquait le sacré" jouissait d'une autorité qui dépassait largement sa sphère propre. Le père Montminy parlait alors de la prise de conscience de l'état de crise que traverse présentement le statut social des clercs. Il semble que cette crise est le résultat objectif de l'évolution sociale qui a provoqué le phénomène néo-cléricaliste. Les clercs sont "déchirés" entre deux époques : L'époque passée où la

profession cléricale conférait un statut social privilégié, une autorité morale et sociale très poussée; cette époque n'est pas encore vraiment révolue d'ailleurs, surtout dans les campagnes et les petites villes. Et l'époque virtuelle où le clerc serait réellement un citoyen comme les autres, exerçant purement et simplement une *fonction*, sacerdotale pour les séculiers, contemplative et retirée pour les autres. En d'autres termes, dans cette société, les clercs appartiendraient au secteur "services" de la société, sans plus ni moins de privilèges que les autres services.

Nous avons déjà dit qu'on ne peut considérer le "pouvoir clérical" comme un bloc homogène, aujourd'hui encore moins que jamais. Et cette lutte entre les conservatistes et les progressistes au sein même du clergé est le moteur d'une évolution du pouvoir clérical dans son ensemble. Il reste à savoir si cette évolution ira assez loin pour devenir révolution et rendre l'Eglise acceptable dans une société comme celle que nous voulons pour le Québec. Déjà l'Eglise en plus de changer son image, est aussi plus réaliste dans ses objectifs; il n'est plus question de convertir l'Amérique au catholicisme, ni même de préserver jalousement l'homogénéité religieuse du Québec. Elle cherche essentiellement à limiter les dégâts de la déconfessionnalisation en acceptant de plein gré une certaine forme de non-confessionnalité dans les structures. Dans le même sens, les clercs sont appelés à donner de l'efficacité à leurs fonctions, en les repensant dans l'optique d'une meilleure répartition de leurs effectifs en vue de se mettre en position d'influence au sein des nouvelles structures (scolaires surtout), et aussi en remaniant profondément leur approche et leurs méthodes pour les adapter aux impératifs d'une pédagogie active, d'un système polyvalent, et d'une société qu'enfin ils acceptent comme pluraliste. Leur notion de pluralisme est cependant discriminatoire, car elle conduit à catégoriser les dissidents comme minoritaires qu'il faut tolérer, alors que la notion d'une véritable société pluraliste implique tout le contraire, c'est-à-dire faire totalement abstraction de toute idéologie religieuse pour mettre les institutions civiles au service de tout le monde, et non pas redistribuer les privilèges en tenant compte des minorités religieuses. Il est complètement anormal de classer des citoyens comme marginaux à partir de considérations reli-

gieuses qui ne doivent *normalement* pas entrer en ligne de compte dans la société civile. (6)

conclusion

Cette analyse du néo-cléricalisme, sans recul historique, est manifestement empirique. Mais elle tire quand même son intérêt de l'histoire; en effet, l'histoire du Québec, depuis 1760, nous montre l'Eglise du Québec constamment du côté du conquérant, de la réaction et du conservatisme. Qu'en est-il, ou plutôt qu'en sera-t-il du néo-cléricalisme ? Le déblayage effectué par Luc Racine dans un texte au début de ce numéro, apporte déjà un embryon de réponse; mais cet embryon représente à peu près tout ce qu'on peut avancer présentement : la majorité des membres du clergé est en période de flottement, sur la clôture entre le conservatisme traditionnel et le progressisme.

L'histoire nous montre le pouvoir clérical au Québec constamment abouché avec le colonialisme, avec ce qu'il appelait "l'autorité légitime". Le néo-cléricalisme n'a pas résolu cette ambiguïté historique de la position de l'Eglise sur le colonialisme au Québec. D'un côté, il y a la hiérarchie qui a partie liée avec le pouvoir colonial. D'un autre côté, l'Eglise est drôlement impliquée dans le nationalisme chauvin qu'a toujours manifesté le Québec et qui a même confiné au fascisme vers les 1930-1940. Toujours cependant l'Eglise s'est retrouvée du côté du pouvoir. Mais aujourd'hui, on ne sait pas exactement où se situera le pouvoir dans quelques années, et c'est assez embêtant pour le pouvoir clérical de pencher d'un côté ou de l'autre. Il est toutefois probable qu'il va se coller à la bourgeoisie nationale cette fois-ci, pour essayer de ne pas manquer le bateau. C'est une limitation objective au néo-cléricalisme.

Il n'est pas superflu ici de faire encore une fois la distinction entre l'Eglise prise dans son ensemble, et les individus-clercs. Il est arrivé quelquefois que le bas-clergé n'ait pas suivi la "hiérarchie" dans ses tractations avec le pouvoir colonial : en 1837, en 1942-1943-1944 lors de la crise de la conscription. Et aujourd'hui, il semble que les individus-clercs aient acquis encore plus d'indépendance vis-à-vis la "hiérarchie". Ce qui fait qu'on rencontre des clercs de gauche, du centre et de droite, des clercs indépendantistes, Etats-Associés, et fédéralistes. Et beaucoup de clercs aussi qui ne savent pas quoi penser, tout comme plusieurs laïcs. Cependant, il sem-

ble évident que la hiérarchie est gagnée à l'ordre politique établi. Ce qui produit l'ambiguïté d'une Eglise de tradition autoritaire, centraliste et tout le tralala, composée d'individus qui sont de moins en moins assujettis à l'autoritarisme et à la tradition. Cette situation pose elle aussi une limite au néo-cléricalisme, en ce sens que la majorité des clercs ne peut aller contre les positions du haut-clergé sans par le fait même secouer durement l'Eglise catholique au Québec. Donc, il ne faut pas s'attendre à un apport positif du néo-cléricalisme dans la décolonisation, et on peut même dire que sa paralysie joue dans le sens négatif à cause de l'autorité que le clergé commande sur le peuple, héritage du passé qui ne peut être neutralisé du jour au lendemain.

l'ambiguïté fondamentale

Si on fait la somme des observations précédentes sur les nouvelles attitudes du pouvoir clérical au Québec, nous pouvons certes dégager des conclusions générales. Il apparaît hors de doute que le néo-cléricalisme représente objectivement un obstacle à la révolution qui ferait accéder le Québec au statut de communauté politique autonome, maîtresse de son économie et essentiellement humaine et laïque dans ses objectifs et ses institutions. On doit reconnaître que même si l'Eglise admet dans le *vocabulaire* les besoins nouveaux d'une société moderne, industrielle et pluraliste, les revendications des organes du pouvoir clérical nient dans les faits, ou du moins limitent terriblement les nouvelles valeurs proposées à une société en période de redéfinition ; ces nouvelles valeurs, on les retrouve dans le Rapport Parent pour une part, et d'autre part dans les revendications de groupes sociaux ou politiques qui visent à une démocratisation radicale des institutions sociales et du jeu politique. On a déjà expliqué que les clercs sont disposés à réarranger les structures du pouvoir clérical, à abandonner certains objectifs traditionnels et certains enseignements périmés, à refaire leur image, mais le résultat objectif de ces manifestations néo-cléricalistes est quand même de transposer dans les nouvelles structures sociales une bonne partie des attributions indues et du pouvoir extravagant qu'ont exercés les clercs dans les structures traditionnelles.

Et nous sommes présentement dans une situation dangereuse. D'un côté, le néo-cléricalisme présente un visage assez progressiste pour convaincre une grande partie de la population de sa

conversion à la révolution tranquille, au modernisme et à la démocratie véritable. D'un autre côté, ce néo-cléricalisme a, dans le gouvernement Johnson, un allié qu'il n'espérait même pas il y a quelques mois seulement, allié qui est lui-même enclin à freiner l'évolution qu'il juge trop rapide, et à garantir au "valeurs chrétiennes essentielles" une place officielle et subventionnée au sein des institutions issues des réformes en cours. Et pour couronner le tout, les forces de gauche, surtout celles qui luttent pour la décléricalisation et la déconfessionnalisation, sont prises pas mal au dépourvu. Les forces cléricales, elles, ont déjà proposé des alternatives concrètes, pratiques, stratégiques au système traditionnel, alors que rien de concret, de structuré, n'a encore été proposé comme alternative par la "gauche laïque".

Ces trois facteurs réunis justifient le tableau pessimiste que nous brossons de la situation actuelle de la révolution laïque au Québec. A moins d'une réaction rapide et radicale des forces laïques, dans le sens d'une contre-attaque appuyée sur des analyses sérieuses de la réalité actuelle et par des définitions et des propositions élaborées faisant contre-poids aux positions du néo-cléricalisme, il est tout à fait probable que nous assisterons à une autre éclipse des forces d'opposition au cléricalisme ; à peu près chaque génération a tenté de remettre en question le cléricalisme, depuis 150 ans, et à chaque fois, le pouvoir clérical s'est montré le plus fort, le plus combatif et le mieux organisé. Il ne faudrait pas que ça se reproduise encore une fois. Présentement, les clercs ont le monopole des définitions de situation et des propositions de réforces. Et l'allure progressiste de ces réforces, mais *seulement* l'allure, risque bien d'étouffer les critiques et les revendications dans la population. C'est pourquoi la gauche doit passer à l'attaque. Le "teach-in" du MLF et le colloque *parti pris*, qui se tiendront à l'Université de Montréal le 2 décembre, peuvent faire beaucoup pour relancer la lutte.

Même si on sait bien qu'il n'y a rien d'un complot mûri et secret de l'ensemble des forces cléricales pour tuer le progrès, ça ne change rien aux effets objectifs du néo-cléricalisme qui sont d'empêcher l'accès du Québec à un statut de société civile de A à Z. Ajoutons aussi que la neutralisation de l'influence cléricale aiderait grandement à la prise de conscience révolutionnaire des travailleurs du Québec, en faisant disparaître une de leurs principales aliénations. Que les clercs

du néo-cléricalisme travaillent consciencieusement au bien commun, ce n'est pas impossible, mais le problème c'est que leur conscience est drôlement conditionnée à ne voir le bien commun que dans les valeurs chrétiennes et sous la surveillance protectrice de l'Eglise. Que certaines manifestations du néo-cléricalisme constituent un progrès, ça aussi c'est possible, et c'est pourquoi d'ailleurs il ne faut pas rejeter indistinctement toutes les réformes proposées par les clercs. Il s'agit bien, comme l'a déjà précisé Luc Racine, d'avoir vis-à-vis ce réformisme la même position que vis-à-vis tout autre réformisme : un appui critique, démontrant l'insuffisance de ces mesures. En d'autres mots, il faut savoir que même quand le néo-cléricalisme réforme et qu'il réveille un peu la population, il demeure en même temps une entreprise objective de limitation du progrès social véritable et poussé jusqu'à ses conséquences logiques : un Etat du Québec socialiste, indépendant et laïque.

gaëtan tremblay

RENVOIS

(1) DION Léon : **"Le Bill 60 et le public"** Cahier de l'I.C.E.A. no 1, 1966.
(2) Le Devoir, 13 octobre 1966.
(3) La Presse, 15 octobre 1966.
(4) "Maintenant", octobre 1966.
(5) Le Devoir, 8 novembre 1966.
(6) Le terme de "neutres" qu'on accole aux non-croyants est des plus faux et des plus abjects : il n'y a pas de citoyens moins **neutres** que ceux qui ne tiennent pas compte des facteurs religieux; en fait, ce sont les seuls citoyens qui sont dans la norme d'une société civile. Il n'y a rien de plus positif que les facteurs humains dans une société civile, et ce sont les seuls que les non-croyants considèrent. Ça revient à ceci : ceux qu'on appelle "neutres" sont en fait les "positifs". C'est le reste qui est "négatif", parce qu'il se maintient à coups de privilèges. C'est comme pour le terme "sécullariser", tout aussi faux. Le vrai terme, c'est "déclericaliser", car la norme c'est dêtre séculier et non pas dêtre clerc.

document

prochain épisode
ou l'autocritique d'une impuissance

michel bernard

Un an après avoir été publié au Québec le roman de Hubert Aquin, Prochain Episode, vient de paraître en France. Les critiques que j'ai pu en lire, qu'elles fussent élogieuses ou sévères, ont manifesté une fois de plus l'incompréhension profonde du contenu d'une oeuvre québécoise en France. On s'en était déjà aperçu récemment à propos du roman de Marie-Claire Blais, Une saison dans la vie d'Emmanuel, porté aux nues pour des raisons qui n'ont rien à voir avec l'oeuvre. C'est l'assommer sous le pavé de l'ours que de comparer la très chère aux Barbey d'Aurevilly et autres Villiers de l'Isle Adam sans rien saisir de l'extraordinaire réalisme (réalisme symbolique bien entendu) de cette atroce description phénoménologique de la condition québécoise aliénée, écrasée sous le poids de tabous, d'autant plus féroces qu'ils sont en train de pourrir. (L'odeur d'une viande qui se décompose est proprement insoutenable). Entre parenthèses, un malentendu analogue avait éclaté au Québec voici quelques années, lorsque M.C. Blais avait publié La Belle Bête. Je m'étais naïvement étonné à l'époque des jugements portés sur l'oeuvre par toute une partie de l'intelligentzia gauchisante (pardon pour le pléonasme !) québécoise qui subodorait dans le symbolisme de La Belle Bête — sans doute parce que je ne sais plus quel bon Père et quel critique canadien anglais traditionaliste la patronaient — des relents de spiritualisme décadent et réactionnaire. Ce faisant, on oubliait tout bonnement d'analyser le livre lui-même qui, sous ses apparences de cruelle féerie désincarnée, et quelles que fussent les intentions de l'auteur, racontait innocemment le pourrissement, la mort du vieux-Québec-où-rien-ne-change. Que le livre ait pa-

ru au moment même où prenait fin la grandissime carrière de l'honorable Monsieur Duplessis prouve tout simplement que les écrivains peuvent parfois porter un regard aigu et révélateur sur la réalité sociale qui les entoure, leur fonction n'étant pas de la réfléter (les auteurs médiocres, amateurs de tranches de vie saignante ne font que cela) mais d'en exprimer les structures significatives, de montrer à l'oeil nu les tendances les plus profondes de cette réalité, structures, tendances qui, la plupart du temps, demeurent invisibles au spectateur superficiel.

Dans cette opposition d'une littérature révélatrice des structures à une littérature reflet, on aura reconnu sous une forme schématique et nécessairement sommaire, quelques-uns des thèmes d'un Lucien Goldmann. Et sans doute faudrait-il nuancer, sans doute peut-on contester tel ou tel point précis des théories ou des méthodes goldmaniennes, leur reprocher certains dogmatismes ou certaines rigidités d'application parfois. Reste que l'on conteste et que l'on contestera de moins en moins la nature du rapport qui lie l'oeuvre authentique aux structures sociales, (en admettant bien entendu que le rôle de l'écrivain est souvent de prophétiser, je veux dire, de saisir dans les structures actuelles les éléments d'une structure en train de se faire et dont il devance l'apparition en construisant son modèle.) Par là même, la critique rompt aussi bien avec la tradition sorbonnarde qui cherche à expliquer l'oeuvre par le jeu de la biographie et des influences littéraires reçues, (mille influences, à supposer qu'elles soient prouvées, ne font pas une oeuvre de même que mille imbéciles comblés ou trahis par leur belle ou souffrant d'un complexe d'Oedipe rentré n'écriront pas Faust ou Hamlet), qu'avec une tradition marxisante déformée et sclérosée qui réduisait l'oeuvre à l'état de reflet, de copie délavée des phénomènes de la réalité la plus superficielle.

Après ce périple, revenons à notre Hubert Aquin aux prises avec la critique française. Il paraissait difficile de parler de son livre sans faire au moins de larges allusions à la situation politique du Québec, aux agissements du F.L.Q. et des séparatistes. Il parait que ces choses ou bien sont inconnues ou bien sont ennuyeuses aux yeux de certains critiques puisqu'ils ont négligé d'en parler, tout occupés qu'ils étaient à situer Hubert Aquin par rapport à Alain Robbe-Grillet, Michel Butor, Claude Simon et tutti quanti. Encore s'ils avaient cherché à expliquer la signification de la forme en l'occurence employée par Aquin ! C'était leur demander beaucoup, il leur suffisait d'avoir épinglé et classé sur la planche

à papillons une espèce rare, "le nouveau roman canadien". Fermez l'album. Musique et digestion tranquille du critique qui va se taper son café ou son Cinzano blanco bien tassé, et de la lectrice fidèle qui lit le maître le soir à la chandelle entre deux regards vaporeux sur la télé et papote sur la littérature du Canada Français le lendemain après-midi. "Ah oui, ces canadiens il y en a qui parlent français et qui l'écrivent même ! Vous connaissez ce Paquin, ce raquin. Il parait que ce n'est pas si terrible. Mais on parle d'un Ducharme pour le Goncourt. Un Céline à l'état sauvage, à ce qu'on dit etc., etc., etc.)

Revenons à Hubert et consolons-nous, consolons-le ! Les critiques français ne sont pas seuls à être affligés de myopie galopante. Assurément, dans l'ensemble, Prochain Episode a été bien accueilli au Québec en son temps, certains articles revêtent même une forme dithyrambique. Cet ensemble dirai-je est déjà suspect. Et d'autant plus suspect que, sans s'être concertés, la plupart ont loué d'autant plus l'oeuvre qu'ils s'interdisaient davantage de l'analyser. — Pour être juste, notons que Gilles Marcotte, dans La Presse, a fait preuve de lucidité mais il n'a pas poussé l'analyse jusqu'au bout — Il semble que la plupart aient enfilé des gants avant d'examiner l'oeuvre d'Aquin, de la toucher, de la manier, d'en caresser délicatement les contours, admiratifs qu'ils étaient du bel objet qu'elle constitue indéniablement. Mais surtout garde-toi de pénétrer à l'intérieur à supposer que ce soit possible, surtout garde-toi des poisons qu'elle contient. Soit dit en passant, il s'agit là d'une attitude de plus en plus fréquente à l'égard de l'oeuvre esthétique dans nos sociétés occidentales de consommation. Admirez mais n'ouvrez pas la boîte, des fois qu'elle vous péterait à la gueule !

Tout ceci est de bonne guerre. Je m'étonne, ou pultôt, soyons sérieux, je feins de m'étonner, davantage lorsque je lis certains compte-rendus élogieux qu'ont publiés des amis politiques de l'auteur. Détachant de leur contexte des invocations lyriques à la Révolution, des incantations à la louange de la patrie québécoise identifiée à la femme aimée, ils se congratulent et s'exaltent en admirant le splendide message révolutionnaire du cher et grand camarade, tout en se gardant bien eux aussi de démontrer les mécanismes, d'analyser les structures de l'oeuvre. Faut-il les accuser d'une certaine paresse, d'une certaine fatigue, tous les héros, c'est bien connu, sont fatigués et les intellectuels plus encore que les autres. Ou tout simplement faut-il penser qu'ils ont eux aussi redouté d'ouvrir la boîte : "des fois que ça sentirait mauvais là dedans !"

Ma foi, on me pardonnera ces longs détours mais c'est bien là que je voulais en arriver. Cela n'enlève rien au talent d'Hubert Aquin, au contraire, mais enfin on ne m'otera pas de l'esprit que son livre exprime, avec un brillant et une efficacité dans la démonstration indéniables, un certain nombre de faits désagréables que beaucoup d'intellectuels de gauche préfèrent ne pas regarder en face.

A ce propos encore une parenthèse ! J'ai exprimé des idées de ce genre à Hubert Aquin lors d'une brève conversation à Paris. Il a mis en doute mon interprétation, en m'assurant du caractère finalement positif et optimiste malgré tout du roman. J'en suis en partie d'accord dans la mesure où tout effort de lucidité est finalement un effet positif. De là à voir dans Prochain épisode un prélude aux lendemains révolutionnaires qui chantent, il y a un pas que je ne saurais franchir. De grâce, qu'on ne me dise pas que l'auteur a nécessairement raison, qu'il sait mieux que personne ce qu'il a voulu mettre dans son oeuvre. Je ne conteste pas qu'il puisse savoir ce qu'il a voulu mettre. Mais l'important n'est pas ce qu'il a voulu mettre mais bien ce qu'il a mis en fin de compte. Et, pour en juger, le lecteur attentif est aussi bien placé que l'auteur; mieux même puisqu'il peut aborder l'oeuvre avec moins de présupposés. Ceci est le B.A. BA de toute critique structuraliste. Au lecteur de prendre le livre, et d'essayer d'en démonter la structure. C'est cette structure qui lui apprendra la signification du livre et non pas les déclarations de l'auteur à Radio-Canada ou à son amie de coeur (ou de collège). Ni même, ni surtout, les morceaux de bravoure lyrique qui truffent ça et là l'intrigue et qui n'ayant de sens que par rapport à l'ensemble masquent souvent la réalité pour qui ne demande qu'à être abusé.

X X X

Voyons donc le texte de plus près. Tout le livre mériterait une analyse détaillée. La place ici nous manque. Du moins pouvons-nous décrire les mécanismes principaux à partir desquels il sera possible de dégager quelques-unes des conclusions auxquelles aboutit nécessairement ce genre d'exercice. (Après tout c'est un jeu de société comme un autre.)

On connaît le sujet. Schématiquement l'action peut se résumer de la façon suivante :

Le héros enfermé dans sa chambre d'hôpital tente d'user le temps vide dont il dispose avant son procès (il a été arrêté à Montréal pour son action révolutionnaire) en essayant d'écrire un roman po-

licier. Dégagé de l'action il ne peut plus que rêver sa vie. Il évoque la femme aimée, K, connue à Montréal et aux bords du Léman. Déjà le roman à l'intérieur du roman se met en marche, imaginaire et mémoire se mêlant dans l'esprit du narrateur. Il est le héros d'un roman qui peut être sa vie passée élevée au plan du mythe dans une Suisse à la fois précise et mythique. Le héros a retrouvé à Lausanne K qui participe avec lui à l'action révolutionnaire séparatiste québécoise. Après une longue étreinte amoureuse dans une chambre de l'hôtel d'Angleterre (sic) K invite le héros à abattre pour le compte de leur organisation un banquier, Carl Von Ryndt, qui travaille contre eux et qui avec l'appui des polices est susceptible de geler les fonds que possède dans les banques suisses l'organisation. Le héros en fin d'après-midi quitte K qu'il doit retrouver le lendemain soir au même endroit, à la terrasse de l'hôtel d'Angleterre, après avoir exécuté Von Ryndt.

Il part à la recherche de celui-ci, muni de quelques indications. Il suit sa trace sur les bords du Léman et trompe son attente en se grisant de vitesse au volant de son auto de course. En chemin Von Ryndt a changé d'identité, il se dissimule sous l'apparence d'un professeur belge d'Histoire ancienne, H. de Heust, que le héros retrouve finalement à Genève à 10 heures du soir, au sortir d'une conférence; peu après, le héros, qui suivait dans les rues le professeur et sa mystérieuse compagne, est assommé par surprise. Il se retrouve au matin prisonnier dans un château en tête-à-tête avec le professeur.

Pour sauver sa peau, il joue le jeu du père - de - famille - ruiné-déprimé-nerveux-aux-velléités-suicidaires. Le jeu lui réussit assez bien, il parvient à désarmer le professeur et même, avec une étrange facilité, à l'enfermer dans le coffre d'une auto au volant de laquelle il s'enfuit du château apparemment vide d'autre présence. Il est bien décidé à exécuter l'adversaire.

Mais une fois de plus la griserie de la vitesse lui tient lieu d'action. Lrosque enfin, vers midi, dans le paysage littéraire de Coppet il veut tuer de Heust, celui-ci lui renvoie son image du pauvre type. De Heust se donne lui aussi pour un père - de - famille - ruiné-déprimé-nerveux-aux-velléités-suicidaires ! Le jeu à nouveau réussit assez bien pour suspendre l'action et permettre à une complice de de Heust, une femme blonde, d'intervenir. Le héros n'a que le temps de s'enfuir dans le bois. Il se remet de ses émotions en dégustant un déjeuner succulent au village voisin, puis revient récupérer l'auto abandonnée et se décide à retourner au château de l'adversaire,

où, pense-t-il, il pourra le surprendre avant de rejoindre K le soir à l'hôtel d'Angleterre.

Il pénètre dans le château désert sans encombre, s'y installe à un poste de gué, mais l'attente se prolonge, avec elle l'angoisse, cependant qu'il est peu à peu fasciné par le décor dont s'entoure de Heust; il en vient à ressentir une sympathie fraternelle pour l'adversaire. Quand celui-ci arrive enfin, peu avant l'heure du rendez-vous avec K, le héros surprend une conversation téléphonique qu'a de Heust avec son amie, la complice blonde. Par une étrange coïncidence il se trouve que celle-ci a donné rendez-vous à de Heust sur la terrasse de l'hôtel d'Angleterre à l'heure même où K y attend le héros . . . Les deux adversaires échangent alors des coups de feu avec pour seul résultat une blessure légère(et d'ailleurs probable) de de Heust. Le héros s'enfuit et arrive trop tard au rendez-vous à l'hôtel où K lui a laissé un message. Elle l'invite à retourner à Montréal. Montréal où il retrouve une organisation démantelée et où lui-même se fera cueillir par la police. Ruminant l'échec, il se raconte l'histoire avec des si, imaginant une autre fin, imaginant l'acte libérateur, le coup de révolver révolutionnaire qui tuera de Heust dans le château et permettra au héros de retrouver vainqueur K sur la terrasse de l'hôtel d'Angleterre.

X X X

On a essayé de suivre dans ce résumé, le plus près possible le récit, sans omettre aucun chaînon de l'intrigue. A partir de là il paraît possible de dégager un certain nombre d'éléments incontestables.

Le livre est méditation sur l'action révolutionnaire, action passée, action vécue, action imaginée tout à la fois, effort pour ressaisir cette action et lui trouver une signification.

C'est le constat d'un échec dont on essaie de saisir les causes; d'où perpétuelle hésitation entre l'autojustication et l'autocritique; le récit est jalonné d'aveux d'une impuissance fondamentale à abattre l'adversaire, impuissance qu'on s'acharne à masquer de mille façons. Au niveau même de la forme, sans insister faute de place, notons le rôle de masque que joue déjà le procédé de peinture en abyme, (roman à l'intérieur du roman); de même tient ce rôle de masque l'écriture. Son vernis, son brillant, sa fièvre d'épithètes enveloppent une angoisse qui perpétuellement ressurgit. A un autre niveau, mais en vue des mêmes fins, les exercices d'exaltation lyrique, les frénésies imaginatives de l'écrivain lorsqu'il invente son roman d'espionnage et se figure dans la peau d'un James Bond !

Autres masques de l'impuissance fondamentale, au niveau même de l'intrigue, les courses folles en auto de course par lesquelles le héros se donne l'illusion de l'action; et de même le repas copieux et arrosé qui le réconforte à Coppet après son échec dans le bois. Vont encore dans le même sens (il faudrait une analyse approfondie) les jeux de références littéraires. (Balzac genevois évoqué à la fois en tant qu'auteur de Ferragus, le conspirateur de génie, et en tant qu'auteur d'un mémorable fiasco auprès de l'Etrangère; de même l'allusion à Bonnivard le héros byronien qui n'est en fin de compte que le prisonnier de Chillon etc., etc., etc.)

Pour tromper l'adversaire le héros peut bien mimer le personnage du pauvre type suicidaire, ce personnage au fur et à mesure que le temps passe, acquiert une certaine consistance jusquà devenir un miroir possible du héros.

Quel est l'obstacle réel qui empêche le héros d'en finir avec de Heust ? Nous touchons au coeur du sujet. Quand il a commencé de poursuivre Von Ryndt le héros croyait avoir essentiellement affaire à un personnage anonyme symbole de ces doubles réalités que sont le pouvoir policier et le pouvoir de l'argent. Or ce symbole anonyme se transforme au cours de la journée jusqu'à devenir étrangement semblable au héros. Von Ryndt est la police et l'argent mais il devient aussi par son personnage de professeur de Heust, la culture, la tradition, l'histoire passée, le confort intellectuel et esthétique. Dans sa folle poursuite, le héros a voulu atteindre le banquier policier; mais celui-ci demeure inaccessible, ce qui est finalement rattrappé c'est le personnage des superstructures, la culture bourgeoise traditionnelle qui conjugue l'histoire au passé. Or, plus le héros approche du personnage du professeur, plus il a de mal à le haïr. Ce n'est pas dans une banque qu'il pénètre, mais dans un château où il a très envie de s'installer et de vivre. Il reconnaît en de Heust ses valeurs, auxquelles lui-même demeure attaché.

D'ailleurs de Heust n'est pas seulement le professeur, l'esthète, il est aussi l'amant. Cette femme blonde qu'aime le héros, il en fait mille fois l'incarnation belle, pathétique, douloureuse de son pays. C'est son pays qu'il retrouve à travers elle et dont il est séparé quand il l'a quittée, c'est son pays qu'il veut rejoindre en tuant de Heust, en courant au rendez-vous de K. Mais tout se passe comme si la femme aimée de de Heust, la femme blonde du bois de Coppet, la complice de l'adversaire, était K ou son double. Le pays trahit le héros, le pays se retourne contre lui, le pays échappera au héros aussi longtemps qu'il n'aura pas détruit l'adversaire. Le pays est complice

du mal, **prostitué au mal.** Mais comment détruire l'adversaire qui n'est rien d'autre que votre double ? **Le tuer n'est-ce pas se tuer soi-même ?**

Aussi bien, **au niveau le plus bas, les** adversaires **se retrouvent-ils encore se** renvoyant **la même image du père de** famille **malheureux acculé à la déchéance** par des **besoins d'argent. L'adversaire** n'est nullement **formidable mais déri**soire. Sa **puissance est extrêmement fra**gile; mais **elle devient invincible dès lors** que le **révolutionnaire retrouve dans cette** puissance **adverse son miroir, son propre** visage **dérisoire.**

X X X

La **contestation, la dénonciation vont** beaucoup **plus loin qu'il ne paraît de** prime abord. **Au point où nous en som**mes arrivés, **il est possible de traduire** l'histoire **en langage clair, je veux dire** d'en faire **l'application directe à la situa**tion **québécoise telle que la saisit le nar**rateur. (**Il va sans dire que nous nous** bornons **à expliciter une analyse, lais**sant **à chacun le soin d'apprécier sa vali**dité.)

Le **groupe révolutionnaire séparatiste** auquel **s'identifie ce jeune bourgeois** qu'est le **héros, par amour pour un pays** encore **à demi-mythique (K), a engagé** la lutte **contre le dominateur, contre l'ap**pareil **policier et financier anglo-saxon qui opprime le Québec et que symbolise le banquier Carl Von Ryndt. En fait les révolutionnaires ne parviennent pas à af**fronter **directement cette puissance po**licière **et financière; Von Ryndt cède la place à son homologue De Heust. La lutte s'engage au niveau idéologique et cul**turel; **lutte contre cette bourgeoisie ca**nadienne **française collaborationniste qui fait écran entre le peuple québécois et le pouvoir financier anglo-saxon. C'est à ce niveau que se manifeste de façon fla**grante **l'**impuissance **des révolutionnaires;** impuissance **qui a une cause très simple si l'on n'est pas dupe des excuses et des alibis. Au fur et à mesure que la lutte se développe, à travers les péripéties, le révolutionnaire bourgeois découvre sa ressemblance avec l'adversaire qu'il s'est donné, son** ennemi complémentaire. **Il mesure la** fascination **que continue d'ex**ercer **sur lui le monde de la culture et du confort de cette bourgeoisie. Il ne** parvient **pas réellement à combattre ce monde avec lequel il conserve mille at**taches. **A moins d'une révolution totale de l'esprit et du coeur, il ne peut ruiner cette façade que lui oppose le domi**nateur **policier et financier anglo-saxon. Par là même, il s'interdit tout pouvoir d'action sur les forces de domination dissimulées derrière cet écran. Aussi long**temps **que cet ordre bourgeois avec son**

confort culturel, intellectuel, et matériel, sa négation de l'histoire conjuguée au passé (notre Maître le passé; De Heust est professeur d'histoire ancienne, ce n'est pas un hasard) aussi longtemps que cet ordre rassurant et dérisoire finalement (De Heust est en fin de compte un pauvre type) continuera d'exercer son emprise sur les groupes séparatistes, la lutte révolutionnaire ne sera que faux semblant, exaltation romantique, délire verbal, euphorie digestive, agitation stérile, mystification par les mythes, contemplation morose, mimique de combat sans aucune prise sur le réel.

Aussi longtemps qu'une critique radicale des attitudes et des mentalités de la bourgeoisie collaborationniste canadienne française n'aura pas été exercée par les séparatistes, le "pays" continuera d'être un mythe et non pas une réalité; le pays peut bien orienter les rêves des révolutionnaires, il n'en demeure pas moins dans le commun des jours aliéné, prostitué à cette bourgeoisie, au bénéfice de laquelle il trahit le groupe révolutionnaire. La lutte pour retrouver le pays, le délivrer, la lutte contre la domination financière anglo-saxonne (contre le banquier Von Ryndt) doit être d'abord lutte contre le confort intellectuel du professeur de Heust, occupant d'un château endormi qui attend encore le prince charmant, lutte contre une idéologie qui d'avance paralyse et dénature les efforts de libération.

Sans doute cette interprétation paraîtra-t-elle tendancieuse à beaucoup. Je dois dire que j'ai lu et relu le livre d'Aquin sans aucune idée préconçue et que plus je le relisais et plus ce schéma d'interprétation me paraissait s'imposer. Qu'on étudie à nouveau le texte, on s'apercevra que seule cette interprétation rend compte de la totalité du roman; même si à propos de tel ou tel fait particulier nous étions amené à lui apporter des corrections mineures, l'éclairage demeurerait inchangé.

Bien entendu cette interprétation globale n'exclut pas à d'autres niveaux (psychanalytique, ou philosophique notamment) d'autres interprétations partielles. C'est le propre de toute oeuvre riche, comme celle d'Aquin, de pouvoir jouer des partitions à divers niveaux. Reste que le niveau de la société globale est en l'occurrence primordial.

Ainsi Prochain Episode roman de l'impuissance se pose-t-il comme roman de la lucidité autocritique, lucidité d'autant plus sombre qu'aux dernières pages, le héros impuissant ne paraît nullement capable de modifier radicalement son comportement. Sans doute rêve-t-il de retrouver de Heust au château, de l'abattre avant même le coup de téléphone, avant même qu'il ne fasse appel à la complicité,

à la traîtrise du pays que seule la mort de l'adversaire délivrera, désenchantera. Mais si l'avenir demeure ainsi ouvert, on ne voit pas quelle raison déterminante acculera à la révolte efficace le Hamlet québécois. Ce groupe social auquel s'est identifié le héros apparaît plutôt condamné à rêver indéfiniment sa révolution au lieu de la vivre. Il est vrai que d'autres groupes sociaux peuvent reprendre l'action à leur compte s'ils savent se dégager plus radicalement de tout compromis. Je dis groupe, on peut aussi traduire génération; les générations vont vite au Québec. Là seulement, dans l'optique du roman, l'espoir d'un prochain épisode. Pour le reste, je laisse à d'autres plus avertis le soin de dire si le modèle du roman est un modèle acceptable ou non pour l'action immédiate ou à terme. Tel quel, il a le mérite de poser les questions majeures.

Post scriptum.

Comme j'achève cette page, je relis l'article L'art de la défaite qu'a publié Aquin dans le numéro de la revue Liberté de janvier-avril 1965, consacré à la révolution de 1837-1838. J'y glane entre autres ces lignes : "La rébellion de 1837-1838 est la preuve irréfutable que les canadiens-français sont capables de tout, voire même de fomenter leur propre défaite." Le roman n'est au fond qu'une illustration de cette phrase. La victoire de l'indépendance, dans l'optique romanesque, est affaire de volonté, c'est-à-dire d'abord affaire de prise de conscience. Il suffit de vouloir; mais il faut pouvoir vouloir.

document

Grève de la Fain
pour la reconnaissance
"du Crime Politique" au Québec (Canada)
et du Statut de "Prisonniers Politiques"
pour tous les partisans du F. L. Q.

A la suite de la défection de l'un d'eux, une douzaine de jeunes Québécois sont actuellement devant les tribunaux, accusés et présumés coupables de divers crimes, depuis la conspiration pour vol jusqu'au meurtre non qualifié. A aucun moment dans les journaux et vraisemblablement devant les tribunaux, il n'a été fait mention du but politique, évident pour n'importe quel observateur impartial, des actes dont ces personnes sont accusées. Bien au contraire, on s'efforce de les présenter de la façon la plus odieuse possible, dans le but de faire de leurs présumés auteurs des êtres détestables, que la société doit rejeter de son sein.

L'Ordre établi ne peut se maintenir qu'à ce prix, en rendant odieux et condamnable le comportement et les actes de ceux qui s'attaquent à lui. L'Ordre établi a une arme de plus et une arme de poids, quand il a eu la "sagesse" (la sagesse de ses intérêts !) de ne pas reconnaître dans ses lois le délit ou crime politique, évitant ainsi d'être mis en cause dans des procès politiques et d'avoir à accorder le statut de prisonnier politique à ceux qui n'ont pas craint de dénoncer ses injustices et de s'y attaquer. Telle est la situation qui prévaut actuellement au Canada et par conséquent au Québec : tout acte qui enfreint les lois fait automatiquement de ses auteurs des criminels de droit commun.

Quand les soldats américains s'entretuent au Vieêt-nam — et à combien d'endroits ils se sont ainsi entretués ! — on parle de mauvaise visibilité, de

malentendu, d'erreurs. Quand les soldats américains font des centaines et des milliers de morts dans les rangs des partisans du Vietcong — et dans combien de groupes de partisans ils ont ainsi fait des victimes ! — on parle de lutte contre le communisme, de croisade pour la liberté. Quand des millions de Noirs américains chôment et croupissent dans des ghettos infects, on parle de "Great Society" et de lutte contre la pauvreté.

Quand ici, au Québec, des milliers d'hommes chôment à l'année longue, quand des jeunes gens et des jeunes filles sans instruction "suent" à l'usine pour des salaires de famine, ruinent leur santé physique et morale, on parle d'inflation, de retard dus à Duplessis et d'autres "sornettes". Quand les corporations américaines, anglaises et canadiennes tirent du sol québécois et du travail des Québécois des milliards et des milliards de dollars de profits chaque année, on augmente les taxes des chômeurs et des petits salariés, et en même temps on parle de l'essor économique du Québec, on parle de "révolution tranquille".

Quand des partisans entreprennent la révolution — une révolution n'est jamais tranquille, parce que les exploiteurs n'abandonnent pas leurs privilèges pour des suppliques, ce à quoi les révolutionnaires ne peuvent rien — on s'efforce de faire d'eux des délinquants, des criminels repoussants ; on oublie toute la violence voulue ou accidentelle qu'on trouve dans la société actuelle, la société de l'exploitation des faibles par les forts, pour ne considérer que des gestes isolés ; on prive ces gestes de tout leur sens, on rend leurs présumés auteurs odieux aux yeux de la population.

* * *

Les signataires de cette déclaration sont des partisans du Front de Libération du Québec. Comme tels, depuis leur arrivée au F.L.Q. et aujourd'hui plus que jamais, ils sont convaincus de la nécessité d'une révolution globale au Québec et dans tous les pays victimes de l'impérialisme, pour qu'au Québec et partout dans le monde existent les conditions nécessaires à l'instauration d'une société juste, humaine et fraternelle. Ils sont convaincus que cette révolution comportera inévitablement des événements malheureux et regrettables, parce que la violence appelle la violence et que la société actuelle fait violence aux hommes.

Ils sont également convaincus que les actes des partisans de la révolution demeureront incompréhensibles pour

bien des gens, seront dépourvus de leur portée authentiquement sociale et révolutionnaire tant et aussi longtemps que les autorités québécoises et canadiennes n'auront pas reconnu dans la Loi les délits ou "crimes politiques", tant et aussi longtemps qu'elles refuseront des "procès politiques" et conséquemment le statut de "prisonniers politiques" aux auteurs reconnus de ces délits ou crimes, comme cela se fait dans tous les pays civilisés, ce qui permet aux partisans de ces pays d'obtenir l'"asile politique" dans un autre pays.

C'est dans ce contexte bien précis — auquel il faut ajouter les "circonstances internationales", c'est-à-dire la "jeunesse" relative de la lutte révolutionnaire au Québec et le fait corrolaire qu'elle est mal ou pas connue à l'étranger — que les soussignés entreprennent une grève de la faim, la seule arme politique qui leur reste, arme par laquelle ils comptent faire progresser la Révolution québécoise à plus d'un plan.

BUTS DE NOTRE GREVE DE LA FAIM

Cette grève de la faim a pour but :

1. De faire connaître au monde entier l'existence au Québec d'un mouvement populaire de libération qui lutte en collaboration tacite avec d'autres forces populaires pour l'émancipation totale des travailleurs québécois, qui sont victimes, comme bien d'autres travailleurs de par le monde, du colonialisme, de l'impérialisme, de l'exploitation, au nom du profit, de l'homme par l'homme ;

2. De dénoncer la malhonnêteté du gouvernement québécois actuel — tout comme de celui qui l'a précédé — qui prétend être favorable à l'émancipation du peuple québécois, alors qu'il est une marionnette, un jouet entre les mains des puissances capitalistes locales et surtout étrangères, alors qu'il laisse "pourrir" dans ses prisons infectes les partisans de la libération véritable des travailleurs québécois, partisans que son appareil judiciaire, avec l'appui de celui d'Ottawa, a torturés et condamnés après des instructions sommaires ;

3. De faire savoir à tous les partisans et à tous les travailleurs québécois où qu'ils soient et quoi qu'ils fassent que nous demeurons solidaires de leur lutte et que, pour nous, "la victoire ou la mort" est un slogan qui garde tout sons sens ;

4. De réclamer une enquête officielle de l'Organisation des Nations Unies sur le comportement des poli-

ciers envers les détenus québécois, sur l'état des prisons en territoire québécois et sur les conditions qui y sont faites aux prisonniers et aux détenus, enfin sur la Justice en général telle qu'elle se pratique en territoire québécois ;

5. D'obtenir des autorités canadiennes et québécoises la reconnaissance légale du "délit ou crime politique", l'instauration de "procès politiques" pour les délits de cette nature, et le statut de "prisonniers politiques" et les conditions de détention qui s'ensuivent pour tous les partisans du F.L.Q. déjà détenus ou prisonniers et pour tous ceux qui le seraient éventuellement — ce qui pourrait entraîner la tenue de nouveaux procès, politiques, ceux-là, pour les partisans déjà condamnés depuis 1963 ;

6. De réclamer enfin l'asile politique de tout pays qui nous permettrait de continuer la lutte pour la libération des travailleurs du Québec, "les nègres blancs d'Amérique".

CONDITIONS DE LA GREVE

Cette grève de la faim que nous avons commencée à New York, lundi, le 26 septembre 1966, et que nous rendons aujourd'hui publique après avoir tenté d'obtenir toute forme possible d'assistance politique et légale afin de lui assurer la plus grande portée, consistera à nous abstenir de tout autre aliment que de l'eau, et cela où que nous soyons, et quelles que soient les conditions dans lesquelles nous nous trouvions.

Elle ne prendra fin qu'avec la reconnaissance légale par les autorités canadiennes (et québécoises, si cela est nécessaire en vertu de la Constitution canadienne actuelle) du crime politique, qu'avec l'obtention pour tous les partisans du F.L.Q. présentement détenus ou prisonniers, du statut de prisonniers politiques, qu'avec l'obtention enfin pour nous-mêmes d'un procès politique ; autrement elle ne prendrait fin qu'avec notre mort.

De plus, avant de mettre fin à notre grève, nous devrons avoir eu la possibilité de nous rencontrer tous les deux, de nous entretenir du sujet sans pressions extérieures physiques ou morales et en présence de notre avocat ; notre décision de mettre un terme à la grève devra être commune et prise dans la lucidité comme celle de l'entreprendre l'a été.

POUR UNE LUTTE COLLECTIVE

Il se peut que cette phase de notre lutte, toujours entière et sincère, pour

la libération totale des travailleurs québécois, soit la dernière pour nous. Nous n'entendons pas la mener seuls pour autant. Au contraire, nous lançons un appel pressant à tous les travailleurs, ouvriers, cultivateurs, intellectuels, professeurs, artistes, cols blancs et étudiants, qui ont à coeur l'instauration d'une société nouvelle au Québec, de nous appuyer par tous les moyens opportuns.

Nous invitons plus particulièrement les syndiqués de la C.S.N., de la F.T.Q., de l'U.C.C. et de l'U.G.E.Q., les militants du M.L.P., du R.I.N., du P.S.Q., du P.C.Q., du M.D.N., de la Ligue socialiste ouvrière, de la Ligue des droits de l'homme, de la Voix des femmes, les intellectuels et les artistes des revues *Liberté 66, Socialisme '66, parti pris,* etc., nous invitons tous ces groupes à nous supporter entièrement afin que la lutte de libération du Québec puisse désormais se continuer dans des conditions telles que les partisans québécois ne soient plus traités comme des délinquants, des criminels purs et simples, qui useraient de la violence . . . pour la violence, alors qu'ailleurs ces hommes sont reconnus pour ce qu'ils sont, des révolutionnaires.

Enfin, nous remercions profondément tous ceux qui nous ont aidés, souvent sans nous connaître, sans que nous les connaissions, et tous ceux qui nous aiderons encore dans la lutte pour la libération du Québec, pour l'instauration de la "société nouvelle" des "hommes nouveaux".

Vive la révolution des
travailleurs du Québec !
Vive le Québec libéré !
Vive la révolution des
travailleurs du monde entier !

LA VICTOIRE OU LA MORT

Charles GAGNON

Pierre VALLIERES

chroniques

le québec politique et syndical (1)

gaëtan tremblay

le r. i. n. et le socialisme

Le congrès annuel du R.I.N. a eu lieu. On l'attendait beaucoup, parce que c'était le premier après l'aventure électorale du 5 juin et aussi parce qu'on parlait beaucoup ces derniers temps d'une ouverture à gauche plus poussée du R.I.N. Le congrès avait d'ailleurs comme but de rapprocher le parti de la classe des travailleurs.

Que doit-on penser des résultats ? Je me le demande encore; il semble y avoir eu partie nulle entre l'aile gauche et ceux qu'on appelle les centristes, qui a eu pour effet de renvoyer, "pour étude", plusieurs résolutions, dont celle proposant pour le Québec un système capitaliste de production associé à un système socialiste de distribution. Cette proposition me semble bien caractéristique de la tendance que Pierre Bourgault donne au parti : un opportunisme qui se traduit par des compromis et du patinage. Ça ressemble même drôlement à l'acrobatie politique pratiquée par un Daniel Johnson à un autre niveau. C'est sans doute le fruit de ce que Bourgault appelle : "l'esprit pratique".

"L'esprit pratique", ça semble être cette attitude qui fait qu'on ne s'attaque pas directement à la bourgeoisie parce qu'on en a besoin pour prendre le pouvoir, qui conduit aussi à ne pas déranger les Américains pour ne pas les avoir sur le dos, selon la théorie de Raoul Roy, et qui nous pousse à ménager le clergé et le pouvoir indû qu'il exerce dans notre société, parce que son influence peut nous être utile. Avoir l'esprit pratique, ce n'est pas mauvais; c'est même nécessaire, mais il faut bien voir à le distinguer d'un opportunisme purement électoral. Je me souviens d'avoir entendu Bourgault sur les ondes de C.J.M.S. il y a quelques temps, à l'émission "Les échos du Québec". Plusieurs des personnes qui ont téléphoné s'en prenaient au rôle que l'Eglise avait joué après la conquête

et au pouvoir obscurantiste qu'elle a exercé sur le Québec; eh bien, Pierre Bourgault lui, tempérait, disant que tout de même il ne fallait pas trop en mettre sur le dos du clergé, qu'il avait quand même sauvé notre langue, etc.

Plus récemment, à l'émission "Aujourd'hui", Pierre Bourgault et Jean-Marie Bédard, président du P.S.Q., exposaient leur conception d'un parti des travailleurs. A Bédard qui venait d'expliquer que pour lui le parti des travailleurs était un parti de masse qui regrouperait les travailleurs pour leur permettre de prendre le pouvoir et que c'était la seule façon d'assurer une libération qui rendrait justice aux travailleurs, Bourgault répond que ce ne sont là que des considérations théoriques et qu'il fallait être pratique pour arriver à prendre le pouvoir, qu'un parti de cadres pouvait aussi bien convenir aux travailleurs, que pour faire quelque chose il faut d'abord arriver au pouvoir, etc.

Cette sorte d'esprit pratique peut mener loin dans le sens des compromis. Surtout, il entraîne sur le terrain de l'adversaire : on en vient à vouloir combattre les vieux partis avec les mêmes armes qu'eux et sur leur propre terrain. On se cherche des appuis dans la bourgeoisie, on évite de froisser ceux qui ont de l'influence, on évite de faire peur aux gens avec des mots comme "socialisme", etc., etc., etc. Et en définitive, on se retrouve avec un parti "révolutionnaire" qui ne veut que l'indépendance, quand ce n'est pas simplement le pouvoir pour servir la petite bourgeoisie ou les cadres, et qui fait le jeu des appareils politiques traditionnels, parce que les vieux partis peuvent très bien faire ces réformes eux-mêmes.

Il y a une partie de la gauche au Québec qui s'est toujours méfié de la participation aux élections parce qu'elle pouvait nous embarquer dans l'électoralisme et en arriver à nous faire prendre les moyens pour les fins. Une proposition comme celle présentée au congrès du R.I.N. pour une sorte de système économique hybride tend à démontrer le bien-fondé de cette méfiance de la gauche vis-à-vis la participation électorale. Cette proposition relève d'un opportunisme qu'on ne peut que relier à cet électoralisme qui dispose aux compromis les plus bâtards pour allécher la clientèle électorale : "Approchez, approchez tout le monde... il y en a pour tous les goûts !" On veut contenter la gauche, ces jeunes écoeurés issus de la révolution trop tranquille, mais on ne veut cependant pas faire déguerpir ceux qui ont les moyens et qui profitent du système capitaliste : c'est eux qui ont l'argent, qui contrôlent l'information, bref, c'est eux qui peuvent aider à prendre le pouvoir. Ça va bien plus vite et c'est moins difficile.

Le plus troublant dans cette proposition, c'est que non seulement elle est le signe d'une dangereuse tendance au marchandage électoral dans le R.I.N., mais de plus elle est bâtarde au possible sur le plan économique.

Sans nous lancer dans une analyse économique détaillée de cette proposition on peut quand même voir qu'elle est le résultat d'une aberration : la croyance que la production et la distribution sont deux activités économiques structurellement distinctes. On veut oublier que le profit, raison d'être du système capitaliste et souci qui détermine ultimement la décision d'investir, est le résultat de la différence entre le coût de production des marchandises et leur prix de vente. Que la vente se fasse directement aux consommateurs, ou qu'elle se fasse à des entreprises intermédiaires, ou même qu'elle se fasse à l'Etat, elle doit rapporter un profit assez élevé pour motiver la production. Un système de distribution socialiste, ça veut nécessairement dire que toute la production serait achetée par l'Etat qui se chargerait lui-même de la revendre aux consommateurs. En d'autres mots, l'Etat crée un monopsome.

De deux choses l'une alors : ou bien l'Etat paie la production à un prix assez élevé pour assurer des profits intéressants à l'entreprise privée, et alors l'Etat se trouve à subventionner les capitalistes qui sont assurés d'un bon profit sans courir aucun risque ; ou bien l'Etat ne paie pas un prix assez élevé et alors les producteurs ne sont pas intéressés à produire. A toutes fins pratiques, l'Etat est appelé soit à faire vivre grassement les capitalistes sur le dos de la population, soit à prendre lui-même en mains toute la production, en plus de la distribution, parce que les producteurs auront foutu le camp. Dans la première hypothèse, le R.I.N. serait un parti encore plus écoeurant que tout ce qu'on a vu à date, et dans la deuxième il serait un parti dictatorial ; communiste si c'était un parti de travailleurs qui assurerait la dictature du prolétariat, national-socialiste ou fasciste, s'il était un parti de la petite bourgeoisie ou des cadres. Mais arrêtons-nous là : on est rendu trop loin ! Ce n'est pas de notre faute... avec de telles propositions on se laisse entraîner dans l'aberration nous aussi.

Ce n'est pas tout : on sait qu'une bonne partie de la production nationale des pays développés est sous forme de services. Comment ferait-on pour produire "capitalistement" des services et les vendre "socialistement"? Et les importations et exportations, est-ce que l'Etat s'en chargerait aussi ? Et est-ce que l'Etat achèterait indistinctement tout ce que l'entreprise privée produirait ou bien s'il leur dirait quoi produire et en quelles quantités ? Et nos matières premières, est-ce que l'Etat les vendrait à l'entreprise privée ou s'il les donnerait ? De toute manière ça reviendrait au même car il perdrait à un bout les gains qu'il ferait à l'autre bout.

Si c'est ça avoir "l'esprit pratique", mieux vaut être rêveur ou faire des considérations théoriques. Evidemment, la proposition a été reportée pour étude par le congrès du R.I.N.; mais le seul fait qu'on ait pu la présenter est extrêmement significatif déjà. Je ne sais pas de qui elle vient exactement, mais si Bour-

gault n'avait pas été d'accord avec les penseurs, elle ne se serait probablement pas rendu jusqu'à ce stade. Tout le même, le dernier congrès est encourageant en ce sens qu'il s'est trouvé assez de gens pour repousser une telle aberration. Il n'y a pas eu que l'aile gauche pour s'y opposer, d'accord, mais elle y a été pour beaucoup. Si l'aile gauche du R.I.N. se renforcissait assez durant les prochains mois, il y aurait moyen d'amener le R.I.N. au socialisme, réaliste celui-là. Ce serait un des deux moyens de constituer enfin le parti qui pourrait assurer la véritable libération du Québec et des Québécois : un parti indépendantiste et socialiste. L'autre moyen serait de rendre le P.S.Q. indépendantiste.

Je parle beaucoup de Pierre Bourgault dans cette affaire, mais c'est pour une raison bien précise : dénoncer cette ambiguité fondamentale qui se manifeste dans sa stratégie et dans son attitude vis-à-vis les problèmes économiques du Québec. C'est une telle ambiguité qui le fait se dire socialiste dans certaines circonstances et rassurer l'entreprise privée dans d'autres circonstances. Ce genre d'ambiguité, Bourgault la reprochait lui-même à Lesage et il la reproche maintenant à Johnson à propos de leur comportement envers Ottawa et du chantage exercé sur ce dernier en se servant de l'indépendance comme d'une épée de Damoclès.

Cette ambiguité fondamentale chez Bourgault, elle se manifeste le plus clairement lorsqu'il lance à ses interlocuteurs, après s'être dit socialiste bien souvent : "Si vous voulez que le R.I.N. devienne socialiste, venez y travailler". Et à ceux qui ont peur du socialisme, il dit : "Si vous ne voulez pas que le R.I.N. devienne socialiste, venez y travailler". Si Bourgault n'est pas un opportuniste à la Johnson, il se doit de dissiper cette ambiguité. Il est socialiste ou il ne l'est pas, mais de toute façon, qu'il travaille lui-même à faire passer ses idées ; qu'il ne s'arrange pas pour récolter le pouvoir quelle que soit l'orientation du R.I.N. Si on est d'accord pour dire qu'il y a des choses à changer dans le système économique du Québec, qu'on prenne les moyens nécessaires pour le faire. Comme Bourgault, il y a sept ou huit ans, n'a pas attendu qu'on le lui demande pour travailler à l'indépendance du Québec mais s'est battu pour faire accepter cette idée, pareillement aujourd'hui ne doit-il pas attendre que la majorité du parti le lui demande pour travailler à faire accepter l'idée socialiste, s'il y croit. Sinon c'est de la démission déterminée par un opportunisme qui ne le cède en rien à l'opportunisme des politiciens traditionnels.

Il se peut que Bourgault se défende en disant qu'il ne faut pas tomber dans le gauchisme, mais alors il serait à côté de la question. Tout le monde est bien d'accord pour condamner aussi bien le gauchisme stérile que l'opportunisme électoraliste. Le R.I.N. et Bourgault ont profité énormément des évé-

nements du "dimanche-lacrymogène" à Lachute, mais rappelons que ni le R.I.N. ni Bourgault n'ont participé *officiellement* à cette manifestation. Les organisateurs et principaux manifestants furent les Jeunesses Socialistes, l'aile gauche du R.I.N. autour d'Andrée Ferretti et l'A.G.E.U.M. L'opinion publique et les journaux ayant été favorables aux manifestants, Bourgault en a profité beaucoup lors de l'assemblée publique du lendemain. Mais je suis loin d'être certain que Bourgault n'aurait pas dissocié le R.I.N. de ces événements si les choses avaient mal tourné. Ceci n'est qu'une hypothèse, mais pas en l'air : le R.I.N. n'était pas au Parc Lafontaine cette année le 24 mai, ni le 1er juillet . . . parce que ça risquait de faire mauvaise impression sur les électeurs. Pourtant, il y a quelques années, le R.I.N. n'hésitait pas à descendre dans la rue pour dénoncer l'ordre établi et réveiller la population.

En somme, Bourgault se doit de faire disparaître les ambiguités qu'il traîne dans son rôle, car c'est incontestablement un leader, chose rare dans la gauche, et il pourrait faire beaucoup pour assurer que ce seront bien les travailleurs qui profiteront de la libération. Qu'il ne vienne plus nous dire que l'Indépendance fera des Québécois une race de patrons : c'est de la basse démagogie. D'ailleurs, une position non équivoque du R.I.N. sur le socialisme est une condition essentielle à sa survie, car on peut être assurés que le jour où les Québécois seront beaucoup plus nombreux à réclamer l'Indépendance, c'est un des vieux partis qui la fera, et probablement même l'Union Nationale qui joue déjà pas mal de cette corde. Pour éviter donc de tout perdre aux mains des vieux partis, le R.I.N. doit s'en distinguer radicalement, en mettant toutes ses forces au service de la libération aussi bien économique que politique des travailleurs québécois; cela, les vieux partis ne le feront jamais. Mais la libération économique des travailleurs, c'est bien autre chose que la proposition hybride qu'on a pondue pour le dernier congrès. C'est accepter de se battre beaucoup plus fort, de dénoncer même et surtout l'impérialisme américain, c'est accepter de changer les fondements même de notre organisation économique, c'est se lancer dans une immense entreprise de démystification aussi bien politique qu'économique, et de réveil des masses. C'est un travail long et difficile, qui rebute les opportunistes mais pas ceux qui désirent la libération réelle des Québécois.

S'il n'effectue une réorientation prononcée de son programme et un remaniement de sa direction, le R.I.N. est condamné au même sort que tous les partis social-démocrates à mesure qu'ils se rapprochent du pouvoir : abandonner graduellement les revendications les plus fondamentales, qui sont en même temps celles qui assureraient le mieux la promotion des travailleurs. L'esprit pratique de René Lévesque l'a conduit à vouloir être du côté du pouvoir : il s'est depuis tellement ha-

bitué aux compromis qu'il a fait partie du "comité des compromis" mis sur pieds par Kierans pour faire accepter les réformettes que les progressistes libéraux voudraient faire accepter au "cheuf".

Le dernier congrès du R.I.N. n'a pas éloigné le R.I.N. des travailleurs, mais il ne l'a pas rapproché pour la peine non plus. Ce qui est encourageant, c'est le regain de vie de l'aile socialiste du parti ; le principal problème de la gauche aujourd'hui, c'est de faire se rencontrer les socialistes et les indépendantistes pour qu'enfin il y ait un parti qui lutte à fond pour ces deux éléments de la libération du Québec. Il y a deux solutions : que le R.I.N. devienne socialiste, ou que le P.S.Q. devienne indépendantiste, de telle sorte que les deux pourraient se fusionner et rassembler tous les éléments révolutionnaires dans des structures avec une même stratégie. Nous aurons certes l'occasion de revenir sur cette question du socialisme et de l'Indépendance, et peut-être même que *parti pris* pourra prendre position en faveur d'un des deux solutions esquissées ci-dessus. Pour l'instant, la situation n'est pas encore assez claire, ni au R.I.N., ni au P.S.Q.

gaëtan tremblay

le québec politique et syndical (2)

gaëtan tremblay

le mémoire f.t.q.-c.s.n.-u.c.c. sur la constitution

trudeau et bourgault

revus par rumilly

Personne n'attendait grand'chose du mémoire des trois centrales syndicales sur la Constitution : tant de choses signifiantes les séparent qu'elles ne pouvaient faire l'unanimité que sur une insignifiance. Ceci étant posé, il importe tout de même d'analyser d'une part la pensée dont s'inspire le mémoire et d'autre part, l'attitude de la bourgeoisie à l'égard dudit.

L'affirmation deux fois répétée que "l'essai du fédéralisme reste à faire" montre la limite du mémoire. Nous allions donc rester

dans le pur légalisme, cette attitude abstraite et aristocratique dont nous croyions la pensée canadienne-française débarrassée à jamais depuis que son champion, Pierre Elliott-Trudeau a quitté le Québec pour aller nous "défendre" à Ottawa.

Ce légalisme pourrira tout le mémoire. Mais au juste, dans le cas qui nous occupe, qu'est-ce que le légalisme ? C'est cette attitude de l'esprit qui consiste à prendre la lettre d'une loi pour définitivement acquise et immuable et surtout, à ne pas tenir compte du fait qu'il n'y a pas une loi qui ne soit le reflet de la classe, de la pensée et des intérêts dominants de l'époque où elle a vu le jour. Au sujet de l'Acte de l'Amérique du Nord, par exemple, le légalisme consiste à ignorer que l'acte fut adopté par un cabinet, un conseil et une assemblée législatifs où les Canadiens-français étaient en minorité et surtout que les plus influents parmi les Pères de la Confédération avaient partie liée avec les puissants intérêts des Chemins de fer. Le légalisme donc, consiste à voir une loi comme venant de Dieu, à diviniser ceux qui ont pensé la loi, en un mot, à ignorer les liens qui existent entre les hommes et leur époque. Etre légaliste, c'est être de mauvaise foi ou avoir des intérêts à protéger.

Par exemple, tout le long du mémoire, ses auteurs parleront non pas du Canada français face au Canada anglais, mais bien des dix provinces face au pouvoir central. Et quand il sera question de la nation, il s'agira du Canada, conformément à l'anglicisme et à l'hypocrisie colonialiste établis. En d'autres termes, dans sa majeure partie, ce mémoire aurait pu être écrit par n'importe quel petit politicien autonomiste de n'importe laquelle des dix provinces canadiennes. Ce qui fait le plus cruellement défaut au mémoire, c'est la hauteur de vues, la conscience historique et, pour reprendre une expression maintenant consacrée : une certaine idée de la francophonie en Amérique.

Oh ! il y a bien de ci de là quelques revendications nationalistes, mais ce sont ces petites récriminations bourgeoises telles qu'on en voit toutes les semaines dans "La Nation", organe du Ralliement National, dans les lettres des lecteurs aux journaux et dans la dernière page du journal "L'Indépendance" : les chèques bilingues, un mot de français sur les timbres, une proportion plus juste de canadiens-français au sein de la fonction publique, du bilinguisme sur Air-Canada et au CN : de la petite merde sans conséquences.

Il est évident que si d'un côté, on est légaliste et que de l'autre, on réduit les aspirations des Québécois à "donnez-leur au moins leur part du gâteau", on ne peut faire autre chose que répéter les sempiternelles platitudes de la Société St-Jean-Baptiste et autres organismes de faible envergure intellectuelle et historique. Mais quand les auteurs d'un mémoire prétendent s'exprimer au nom "des classes populaires" et ne font que

répéter les balivernes de la bourgeoisie nationaliste la plus réactionnaire et la plus collaborationniste, quand, en un mot, les leaders des trois centrales syndicales du Québec par faiblesse, opportunisme ou lâcheté acceptent de présenter comme étant la pensée de leurs membres sur la Constitution, un ramassis des vieilles marottes de la bourgeoisie, on peut presque parler de malhonnêteté.

Mais il y a pis encore. Le mémoire se termine sur un paragraphe qui est un aveu d'impuissance. Qu'y a-t-il de plus important pour un peuple que le cadre juridique au milieu duquel il devra évoluer et son avenir comme tel dans le temps et l'espace ? Peu de choses. Or, quand on demande aux centrales syndicales leur avis là-dessus, tout ce qu'elles trouvent à dire, c'est ceci : "tant que les analyses nécessaires n'auront pas été faites et discutées, l'indépendance demeurera à nos yeux une hypothèse et non une thèse ; une hypothèse insuffisante pour permettre non seulement l'adhésion mais une discussion objective de quelque importance. — Dans une perspective d'action immédiate, lorsqu'il s'agit, pour des corps intermédiaires comme les nôtres, de faire un choix engageant non seulement la pensée mais le sort de centaines de milliers de citoyens, une option aussi radicale et aussi peu explorée nous paraît un acte gratuit et inconsidéré" (page 17 du mémoire).

On croirait lire, ma foi, une déclaration de l'Episcopat canadien sur la pilule, il y a cinq ans. Nous assistons là à une nouveauté : le syndicalisme attentiste !

Mais là n'est pas le plus grave. Pour le syndicalisme québécois, se démettre face à l'analyse de l'indépendance, sous prétexte que c'est "radical", c'est faire un terrible aveu d'impuissance et d'aristocratisme. Qui devra l'étudier, l'indépendance de la nation québécoise, qui devra décider s'il la réalise ou non, cette indépendance, si ce n'est le peuple lui-même ? Si ce ne sont les institutions qui représentent les forces les plus vives de la nation : les syndicats ?

Le mémoire enfin, fait fi ou ignore tout un nouvel appareil critique, celui de la décolonisation. En un mot, on croirait qu'il a été écrit par Robert Rumilly, Pierre Bourgault et Pierre Elliott-Trudeau, en 1955.

Toutefois, ce qui rassure dans cette histoire de syndicats qui s'expriment comme des bourgeois réactionnaires d'il y a 10 ou 20 ans, c'est qu'à la première occasion, la base des syndicats, en un mot la nation, du moins en ce qui concerne l'U.C.C. et la C.S.N., ont à peu près désavoués le mémoire, l'U.C.C. exigeant d'être consultée par ses dirigeants quand des questions de cette importance seront traitées et la C.S.N. en adoptant à l'unanimité à son congrès une résolution proclamant le droit à l'autodétermination pour le Québec.

Il y a au moins ça de rassurant dans cette histoire.

Pour terminer, j'aimerais rappeler certains faits aux leaders syndicaux. Quand leurs membres font la grève par-dessus leur tête, la bourgeoisie dit : vous ne contrôlez même pas vos membres, comment pouvez-vous prétendre parler en leur nom ! Quand par ailleurs, les leaders syndicaux enjoignent à leurs membres de ne pas respecter les injonctions, la bourgeoisie les traite d'irresponsables et dit que la démocratie est morte au sein du syndicalisme. Toutefois, quand un mémoire comme celui-ci est adopté par les leaders sans consultation démocratique, la bourgeoisie ne trouve absolument rien à y redire. Elle ne pose plus comme principe la représentativité des leaders ou la démocratie syndicale interne, elle est rassurée, satisfaite et recommence à trouver les syndicats "responsables". L'inconséquence idéologique est ce qui caractérise les possédants : ils croient que le temps joue pour eux, ainsi que la force d'inertie, la pente naturelle d'une économie de libre entreprise, etc.

Dans leur mémoire, les trois centrales ont exactement le même comportement. Toutefois, de leur part, dans la mesure même où le colonialisme d'ici joue pour le capitalisme anglo-saxon, il devient aberrant. Je trouve ce mémoire masochiste et navrant.

gaëtan tremblay

---

le colonialisme quotidien

le strip-tease de la confédé : un spectacle permanent

On peut pas dire que le père Lester, patron de la boîte dite "la Confédé", manque de ressources intellectuelles et tout court. Son ancienne gang de strippeuses avaient fait leur temps. Les nénés de Favro, les foufounes à Guy Rouleau et les hanches à Lamontagne-aux-yeux-pochés, ça disait plus rien à personne. La boîte en souffrait grandement. La boisson elle-même avait perdu de sa qualité : pas de bons strips pas de clients, pas de clients pas d'argent, pas d'argent pas de boisson.

Il s'est retourné vite, le père Lester ! Et avec psychologie, itou. Il connaît les vices

du public local. L'homme d'ici, pardon Père Gagnon, a toujours eu le kick sur un certain nombre de détails et petits trics. Exemple : les seindicats, l'action catho et la Fesse de Minuit ou la Grand'Fesse, l'histoire d'Adam et Eve et le type Mamma italiana.

Conclusion du boss de "la Confédé" : les seindicats : Jean Marchand (le bien-nommé !); la Grand'Fesse et l'action catho : Gérard Pelletier et, évidemment, Jean Chrétien; Adam et Eve égale la pomme, de la pomme au pépin, il n'y a qu'un Jean-Luc ; quant à la Mamma, ce fut Maurice Sauvé.

Entrez, entrez, le spectacle est pépermanent !

Depuis la dernière conférence des primes ministres (pas tous, mais enfin) à Hottawa, le big show est commencé. Volez tutus, volez jupons, ôtez-vous de dlà soutien-gorge, dairez la traque cache-col pour ne pas dire cul, venez voir la belle confédée qu'on vous offre, c'est au rabais cette saison, les fruits pas mûrs sont les moins chers, tes bébelles pis dans ta cour, en veux-tu en vlà.

Le père Lester a même offert en supplément un numéro secret et inconnu : l'annonce d'un comité chargé de voir comment le fédéral pourrait forcer les provinces à donner des écoles françaises aux Français dans le reste du décor. On dit que c'est Trudeau qui dirige cette orchestration nouveau genre. Toutefois, le dévoilement n'est pas pour demain, tels qu'on connaît les anglais des neuf autres. S'ils pouvaient fusiller tous ceux qui parlent pas comme eux autres, ils le feraient de suite. Si tu me crois pas, demande à Ti-Oui Riel. Il y a goûté en sonavagone, lui. Il en est pas encore arvenu.

Donc, ça va être cristement beau cet hiver. On va en avoir du derrière de fédéralisse coopératif, puis du trou-du-cul qui fait du vent. Ils ont même ressortis des vieilles casserolles puis du vieux butin pour nous avoir.

Je serais même pas surpris si on nous donnait pas un premier ministre en français avant longtemps. En tout cas le bruit est lancé, histoire pour la "Confédé", de se refaire un public. Vous voyez ça d'ici, avec un carton bilingue sur la porte : Under New Management ; Sous un nouveau ménagement ; directeur Jean Marchand ; Boss John Merchant. Rien que pour ça, il y en a qui sont assez maudits pour aller au show.

Il y a rien qu'une chose qu'ils savent pas encore, les strip-teaseurs de la "Confédé". C'est que le temps des shows, il est fini. Il a été un temps, icitte, c'était comme dans un chantier, on n'avait rien à se mettre dans la dent creuse, on était bien obligés d'aller voir un show à Hottawa. Mais ça commence à changer. Lâcher notre foin au père Lester pour voir des stripeuses qui sont même pas à nous autres, qu'on réserve pour les clients anglais après le show, ça colle plus. Au jour d'aujourd'hui, on a nos catins bien de chez

nous, je verrais pas pourquoi on irait en voir des fausses ailleurs. Puis au moins, l'argent qu'on donne à nos catins, il reste icitte, il est pas dépensé ailleurs.

Conclusion, je dis au père Lester : ferme donc ton show de suite, tu vas perdre moins de temps et d'argent. Sinon, on va te le fermer nous autres mêmes. On est des taupins, tu sais, astheure. On se laisse plus barber. Watche-toi, baisse tes gagattes, Lester, ou bedon on va tomber dans les mals, puis tu vas le regretter.

p.p.

---

politique internationale

gabriel gagnon

les leçons de l'amérique latine

Soumis à l'impérialisme américain à peu près de la même façon que le Canada et un éventuel Québec indépendant, les pays situés au sud du Rio Grande, à l'exception de Cuba peut-être, n'occupent ordinairement pas la même place dans notre culture révolutionnaire que les expériences plus connues des continents européens et asiatiques. Et pourtant, il existe dans ces pays des situations potentiellement révolutionnaires en grande partie semblables à la nôtre dont l'analyse pourrait éclairer notre stratégie face à l'alternative socialisme-néo-capitalisme.

Je me contenterai ici d'amorcer une réflexion sur ces problèmes à l'aide de l'excellent exposé de Henri Edme, intitulé "Révolution en Amérique Latine ?" et publié dans le numéro de mai 1966 des TEMPS MODERNES.

Partant des échecs récents ou du piétinement de la plupart des mouvements de guérilla, au Pérou, en Colombie ou au Venezuela, l'auteur commence par dissiper les illusions de ceux qui croient à l'imminence d'une victoire révolutionnaire généralisée en Amérique Latine, réalisée exclusivement par la lutte armée. En effet, le continent dans son ensemble, du Canada au Chili, avec plus ou moins de retard selon les pays, est tout entier enveloppé dans les tentacules d'un néo-capitalisme qui combat la révolution sur le terrain économique et social et lui dispute les masses mêmes sur lesquelles elle prétend s'appuyer.

Comment cela s'opère-t-il ? En grande partie par une réorientation de la politique économique de l'impérialisme américain en ces pays. "Il ne s'agit plus du classique circuit colonial du temps de Marx : matières premières contre produits manufacturés. Il ne s'agit même plus de la seule exportation de capitaux du temps de Lénine. Il s'agit d'une industrialisation et d'une expansion économique réelles au sein d'un marché national ou continental élargi, mais intégrées, c'est-à-dire soigneusement contrôlées par les monopoles impérialistes qui en tirent l'essentiel du bénéfice politique et économique, tout en faisant l'inévitable "part du feu".

Au Chili, en Argentine, comme au Canada, le capitalisme américain permet donc une certaine industrialisation dont il garde cependant le contrôle et la majeure partie des profits. De ce fait, l'Amérique Latine occupe une place à part dans le Tiers Monde parce qu'elle fait plus vite, plus tôt et plus profondément l'expérience du néo-colonialisme et des nouvelles formes de domination impérialiste.

Il s'est donc produit une cassure de l'Amérique Latine, une "bipartition de la société entre un secteur pleinement intégré au système capitaliste commercial, financier, industriel, étatique, et un secteur non intégré ou très mal intégré, de type féodal. D'un côté, des bourgeois, une classe moyenne, des ouvriers industriels et agricoles, habitant généralement près des ports, des côtes, des villes ; de l'autre côté, des "peones", des "métayers", perpétuellement asservis par des dettes et des contributions en travail, vivant dans des conditions infra-humaines d'auto-consommation, en marge d'une véritable économie moderne de marché, soit dans des communautés indigènes, soit sur de grands domaines de type féodal."

Toute analyse de la situation comme toute stratégie révolutionnaire doivent donc tenir compte à la fois de ces deux secteurs sociaux et économiques, si elles ne veulent ni faucher la réalité ni courir à un échec définitif. Ceux qui ne voient que le dynamisme de Sao Paulo nous trompent donc autant que ceux qui ne parlent que des maquis des Andes pour justifier l'exclusivité de la guérilla comme forme de lutte révolutionnaire.

La révolution en Amérique Latine doit donc absolument agir à différents niveaux "dans la perspective globale de renverser cette société compartimentée et fuyante afin de lui substituer un autre type de société, unitaire et socialiste". Plusieurs révolutionnaires latino-américains ne semblent pas avoir compris cette vérité essentielle. Certains d'entre eux continuent à s'en tenir "au dogme d'une étape nationale et démocratique obtenue grâce à l'alliance de la classe ouvrière avec la bourgeoisie "nationale". Or, selon Edme, "c'est de plus en plus vainement qu'on cherche, dans l'état actuel des choses, un groupe réellement national dans ces bourgeoisies associées à l'impérialisme politique-

ment, militairement et même économiquement". Dans une telle perspective, on est fatalement amené à minimiser les mouvements de guérilla et à prendre vis-à-vis eux une perspective abstentionniste.

Quant aux nouvelles générations révolutionnaires, influencées avant tout par l'expérience de Castro dans la Sierra Maestra, elle ont réussi, grâce à la guérilla, à libérer certaines régions de la Colombie et du Vénézuela, sans que leur action s'étende de manière durable aux autres zones campagnardes et surtout aux villes. Ce type d'action demeure donc lui aussi partiel et restreint à certains secteurs isolés.

Le monde rural est de moins en moins homogène en Amérique Latine par suite des réformes agraires partielles, de l'emploi dans les mines et surtout de l'exode vers les bidonvilles, où il semble très difficile d'organiser une guérilla efficace. Ces difficultés se multiplient évidemment lorsqu'il s'agit du secteur urbain intégré au système capitaliste.

Tout en reprochant aux guérilleros leur tendance à ériger la paysannerie dirigée par des intellectuels en unique force de révolution, il faut aussi éviter de revenir au "dogme confortable de l'unicité de la classe ouvrière comme classe révolutionnaire", dont se contentent beaucoup de révolutionnaires de salon peu enclins à sacrifier leur confort à la lutte armée.

"Il faut cesser d'identifier lutte révolutionnaire et guérilla. Celle-ci n'est qu'une forme — mieux qu'un *moment* de cette lutte. Elle n'est pas, elle ne peut pas être toute la lutte révolutionnaire et pas même toute la lutte révolutionnaire clandestine. Elle est incapable de s'implanter solidement dans les villes, sans lesquelles il n'y a pas de prise de pouvoir. Elle n'est même pas capable, dans l'état actuel des choses, de mobiliser tout le monde rural — et il est probable qu'elle le sera de moins en moins face au manque d'homogénéité de ce monde, face à la répression raffinée de l'impérialisme".

C'est donc à trois niveaux différents que la lutte révolutionnaire doit s'adapter.

—Dans le secteur de la société le moins intégré, le monde des paysans indiens, noirs ou métis exploités par des rapports de production aussi féodaux, la guérilla demeure possible : elle n'a d'avenir cependant qu'à la condition de s'appuyer rapidement sur l'organisation politique et syndicale des masses rurales et d'avoir la perspective de déboucher un jour sur les villes et la prise du pouvoir d'Etat.

—A ce second niveau, celui du secteur national intégré au système capitaliste, il ne doit plus être question de guérilla. Il faut mettre en sourdine les thèses de la terre au paysan ou des retards régionaux qui ne peuvent avoir qu'une résonance sentimentale pour s'attaquer au coeur de l'exploitation de

classe dont est victime le prolétariat, même si son niveau de vie est supérieur à celui des paysans. Il faut amener les leaders syndicaux à dépasser leur réformisme et à unir leurs aspirations socialistes aux luttes de la paysannerie et des étudiants : les guérilleros doivent ici abandonner leur romantisme rural comme les marxistes leurs schémas trop rigides sur le rôle de la classe ouvrière.

Ce travail dans les villes, même s'il ne signifie pas obligatoirement la lutte armée, "exige d'être prêt à sortir des formes légales et, si besoin est, de recourir à la lutte clandestine et violente".

La lutte doit enfin se développer à un troisième niveau, celui du secteur néo-impérialiste supra-national. Tout dépend ici de la solidarité révolutionnaire continentale, de l'appui des autres continents exploités et enfin "des faiblesses internes de l'impérialisme oppresseur, de l'attitude anti-impérialiste des ouvriers, des étudiants, des peuples au coeur même de la citadelle impérialiste".

En Amérique latine, la lutte anti-impérialiste doit donc se développer simultanément à ces trois niveaux et tout de suite. La révolution ne sera pas démocratique et nationale face à la dictature militaire : elle sera socialiste ou ne sera pas. "L'Amérique latine n'a donc, dans les années qui viennent, d'autre alternative que le renforcement du néo-capitalisme ou un processus révolutionnaire qui la mènera, à terme au socialisme". Au sud de notre continent, la Révolution n'est malheureusement "pas une fatalité, ni interne, ni externe. Elle est une possibilité."

-o-O-o-

Si l'on sait faire les adaptations nécessaires, je pense que ces réflexions des TEMPS MODERNES peuvent intéresser directement les révolutionnaires québécois. Je me permettrai d'esquisser en terminant certaines conclusions que j'en tire moi-même, quitte à y revenir plus longuement une autre fois.

Il nous faut d'abord être conscients de l'impossibilté d'édifier seuls un Québec libre et socialiste : plutôt que l'appui de notre bourgeoisie nationale ou du gouvernement américain, c'est celui des divers groupes révolutionnaires de l'Amérique Latine et des forces de gauche aux Etats-Unis qu'il nous faut rechercher. D'où la nécessité de mieux connaître la situation au sud du Rio Grande et de prendre des contacts avec les mouvements décolonisateurs de ces pays.

Leur expérience nous fait aussi mieux saisir les limites du terrorisme et l'impossibilité de la guérilla dans un pays comme le nôtre où des masses rurales peu importantes s'intègrent de plus en plus au secteur capitaliste par la commercialisation de leurs produits et l'exode vers les villes. Toutes proportions gardées, on se bute aux mêmes difficultés, en ce qui concerne l'action politique, dans les quartiers défavorisés de Montréal que dans les bidonvilles sud-américains.

Le rôle de la bourgeoisie nationale semble devoir être au Québec aussi temporaire et inutile que dans bien des pays d'Amérique Latine. Pour nous aussi, la révolution sera socialiste ou ne sera pas : la seule indépendance politique ne ferait que faciliter l'emprise du néo-capitalisme qui trouverait notre bourgeoisie nationale moins coriace que l'"establishment" torontois.

Nous devrons finalement, nous aussi, adapter notre socialisme à deux strates fort différentes de la société québécoise : les travailleurs syndiqués bien intégrés dans le secteur capitaliste et prêts à certaines formes de socialisme autogestionnaire et tous ces oubliés des régions défavorisées, tous ces chômeurs urbains désireux avant tout d'être soutenus par une société qui les rejette au nom de la rationalité économique. Malgré leurs bonnes intentions, nos mouvements de gauche ont jusqu'ici touché surtout, par leur action et leur idéologie, le premier secteur au détriment du second, abandonné aux vieux partis et aux créditistes.

gabriel gagnon

---

la laïcité

pierre maheu

le laïcisme et l'école

Je passe mon temps à répéter sur tous les tons que le temps est venu de passer à une perspective laïque généralisée, que le laïcisme ne se résume pas à la question scolaire, mais remet en question toute la culture. Je m'en tiens toujours à cette position.

Mais la question de l'école demeure fondamentale. La cabale que mènent actuellement, et souvent avec le vocabulaire de l'Opus Dei, les associations "parents-maîtres", les déclarations de Johnson sur la réorientation que son gouvernement compte faire en éducation et sur le caractère essentiellement religieux de "sa" nation... sont autant de signes qui montrent que la bataille scolaire est loin d'être gagnée. C'est pourquoi il me semble important de poser aussi clairement que possible quelques axiomes qui devraient orienter sur cette question toute l'action laïque, pour l'instant et dans le contexte actuel.

Or le Conseil Supérieur de l'Education faisait récemment parvenir à plusieurs organismes un questionnaire sur les priorités en éducation. Il me semble que la réponse du M.L.F. énonce assez bien ces axiomes.

(Il me semble ! . . . et pour cause : c'est moi qui l'ai rédigée ! "C'est mon opinion et je la partage") — *Pierre Maheu*

-o-O-o-

La question était : *Enumérez, par ordre d'importance, les besoins auxquels votre organisme juge devoir accorder la priorité dans le domaine de l'éducation. Commentez.*
La réponse :

1. La laïcité de l'enseignement et des institutions.
2. Le caractère public de l'école.
3. L'accessibilité générale à l'enseignement.
4. La modernisation du contenu et des méthodes de l'enseignement.

commentaires

1. L'Etat moderne et démocratique doit respecter toutes les croyances, mais ne s'identifier à aucune. Il doit affirmer la prééminence de la communauté nationale sur toutes les communautés restreintes qui la composent. Un des principaux moyens, c'est la laïcité complète et tolérante de toutes les écoles publiques. Elle seule peut remplacer par la démocratie vécue l'esprit de ghetto. Si les écoles du Québec doivent être séparées en deux groupes, ce serait plutôt selon la langue que la religion.
2. L'Etat, représentant de la nation, doit avoir le contrôle de l'enseignement. Une bonne partie des institutions secondaires privées devraient passer sous son autorité. Et il doit avoir le contrôle absolu des fonds publics et de leur usage : il devrait donc contrôler au moins toutes les institutions qu'il soutient financièrement. Le principe directeur en ce domaine devrait être : A l'école publique, les fonds publics ; à l'école privée, des fonds privés.
3. C'est une exigence de démocratie qui nous fait souhaiter un enseignement public et laïque. Cette exigence serait vaine si elle ne devait aussi conduire à l'accessibilité générale à l'enseignement. Pour ce faire, la gratuité totale à tous les niveaux s'impose, de même qu'une formule telle que le pré-salaire à l'étudiant. Cette affirmation n'est d'autre part valable que si l'enseignement prépare au service de la collectivité, au lieu d'être comme aujourd'hui la porte d'entrée des classes privilégiées.
4. Pour être vraiment laïque, l'enseignement devra dispenser une culture adaptée à notre époque, aux satellites arti-

ficiels et à l'an 2000, ce qui ne peut se faire qu'en secouant le respectueux engouement qu'inspire la culture classique (qui est à bien des égards une culture de classe). Donc, introduction des méthodes actives, refus de tout dogmatisme, insistance sur l'esprit scientifique et l'esprit de recherche, développement de la spontanéité créatrice, etc.

N.B.-Ces quatre points ne sont pas plus importants l'un que l'autre : ils se tiennent. Une école publique qui n'est pas laïque ne fait qu'empirer la confusion de l'Eglise et de l'Etat ; une école privée ne peut être gratuite que si l'Etat distribue des fonds sans les contrôler, etc.

LE M. L. F.

---

les essais

luc racine

le m. l. f. et la laicisation de l'éducation

La parution successive, en une même année, de deux courts essais sur la laïcité, marque une nouvelle étape de l'évolution du M.L.F. Tant à travers *Le mouvement du 8 avril* de Jacques Godbout* qu'à travers le texte de Marcel Rioux**, on voit se dessiner une pensée précise et rigoureuse sur ce que sera un Québec laïque. Ainsi, le rôle du M.L.F. à l'intérieur de la société québécoise actuelle se trouve plus clairement défini : provoquer l'avènement d'une morale et de valeurs éthiques plus conformes aux besoins d'une société évoluant très rapidement dans le sens d'une industrialisation avancée et d'une modernisation radicale affectant tous les secteurs de la vie.

Laïcité et modernité

Le texte de Godbout est presqu'entièrement consacré à ce thème majeur. Selon l'auteur, la déconfessionalisation qui s'opère au Québec depuis quelques années, processus que le M.L.F. veut à la fois favoriser et canaliser, est fonction de la transition de la société québecoise vers l'être technologique : "La déconfessionalisation se fait toute seule, sans qu'on la pousse, par la simple opération

---

* Jacques Godbout, **Le mouvement du 8 avril**, Coll. M.L.F., no 1, Montréal, 1966.

** Marcel Rioux, **La Nation et l'Ecole**, Coll. M.L.F., no 2, Montréal, 1966.

des nouvelles valeurs de la révolution technologique" (J. Godbout, p. 9). Sous l'effet de divers facteurs, qui sont tous plus ou moins liés à l'industrialisation, la prédominance des valeurs religieuses dans la vie quotidienne tend de plus en plus à s'estomper : "La déconfessionalisation, c'est-à-dire la disparition de la dominante religieuse, est le résultat net et pratique d'une évolution quotidienne de l'homme vers une plus grande rationalisation et possession des choses" (p. 9).

Or, il va sans dire, un phénomène d'une telle ampleur place l'Eglise et tous les intérêts associés au cléricalisme dans une situation précaire : "... la révolution technologique est une révolution totale, et l'Eglise catholique qui est une invention de la civilisation agricole peut n'y pas survivre, pas plus que ne peuvent survivre les entreprises familiales ou les artisans : le christianisme, lui, peut survivre. Pourtant, personne, même pas l'athée militant, ne souhaite vraiment la disparition de l'Eglise catholique; mais personne n'est en mesure de dire — aujourd'hui — si celle-ci va passer l'hiver du XXe siècle" (p. 12). De là les résistances du clergé face à la déconfessionalisation de l'enseignement et à la laïcisation générale de la société. Le pouvoir traditionnel de l'Eglise (et de la bourgeoisie-cléricale) était le résultat de la structure de classes d'une société agricole et dominée; l'effondrement de cette structure de classes, qui a débuté dès le début du siècle et qui est pratiquement complet maintenant, entraîne la perte de l'hégémonie du clergé sur la société et de la religion dans la culture. Dans un tel contexte, la monopolisation de l'enseignement par le clergé, et le maintien de la confessionalité qui en découle, sont une absurdité. Un tel enseignement, qui transmet, en plus d'un savoir inadéquat, des valeurs périmées, ne saurait correspondre aux besoins pressants d'une société en rapide évolution.

Ainsi, laisser la déconfessionalisation se faire toute seule, et l'éducation décoller de plus en plus de la réalité pour aboutir à une véritable schizophrénie, ce serait exposer le Québec à l'emprise complète de la culture de masse en provenance des U.S.A. Le M.L.F. représente justement les intérêts de certaines fractions de la société québecoise (nous reviendrons là-dessus en commentant le texte de M. Rioux) dont l'action vise à empêcher "une déconfessionalisation qui ne mènerait pas à la laïcité. Une déconfessionalisation qui ne mènerait nulle part, qui ne serait pas une laïcisation" (p. 10). Le changement des structures socio-économiqui exige de nouvelles valeurs et une nouvelle morale. C'est sous cet angle que la laïcité se présente alors comme "la morale de la cité moderne, c'est-à-dire une probité et une générosité sociales qui n'ont d'autre motif que le bien des citoyens et leur vie harmonieuse" (p. 11).

Ce qui précède permet de comprendre dans quel contexte s'inscrivent l'action et les

revendications du M.L.F. : l'industrialisation du Québec ayant entraîné l'effondrement des valeurs traditionnelles définies par le clergé et enseignées par lui, il faut créer de nouvelles valeurs, culturelles et éthiques, correspondant de façon plus adéquate à une société qui participe de plus en plus à la civilisation technologique. Tant que cette tâche ne sera pas accomplie, il y aura un dangereux décalage entre les valeurs et le système d'éducation d'une part, et les structures socio-économiques de la société d'autre part. C'est seulement "lorsque, dans notre société, un individu pourra naître, se marier, avoir des enfants, ou n'en pas avoir, en adopter, se prévaloir des services sociaux et des tribunaux, assurer à ses fils et filles l'école et le travail, puis mourir *sans qu'intervienne obligatoirement l'Eglise,* (que) la liberté de conscience, tant des croyants que des incroyants, y sera respectée" (p. 26).

l'état laïque

Le court essai de M. Rioux traite principalement de deux thèmes qui sont d'ailleurs connexes à ceux touchés par J. Godbout : il s'agit des interrelations entre le laïcisme, le socialisme et le nationalisme à la suite de la montée de nouvelles couches sociales au Québec, et de la prise en main de l'enseignement par l'Etat.

Dans une première partie, l'auteur insiste sur un des points les plus importants pour la compréhension d'une nouvelle idéologie axée sur les idées de laïcité, de socialisme et d'indépendance : l'importance croissante prise par un nouveau groupe socio-économique à l'intérieur de la société québecoise : "Des couches sociales — nouvelles et variées — se sont bientôt senties impliquées dans la construction de cette nouvelle société et veulent maintenant participer à sa mise en marche et à sa réalisation; ces nouvelles élites — éducateurs, fonctionnaires, étudiants, syndicalistes, cadres — sont en voie de supplanter les élites traditionnelles du clergé et des professions libérales. On peut donc dire que la nouvelle idéologie que la révolution tranquille a secrétée est résolument tournée vers l'avenir et qu'elle s'appuie essentiellement sur l'idée que le Québec est une société en voie de développement et que toutes les couches de la société doivent participer à son évolution. Plus concrètement, cette nouvelle idéologie s'incarne en trois idées forces : nation, socialisme et laïcité" (M. Rioux, p. 3).

D'autre part, il ressort clairement qu'un Etat correspondant à la nouvelle structure de la société doit représenter les intérêts et répondre aux besoins de toutes les couches de la population, et non pas refléter et privilégier des aspirations particulières : "Un Etat moderne, un Etat laïque, met sur pied des services, des institutions de toute nature, dont les citoyens sans distinction d'aucune nature peuvent bénéficier" (pp. 7-8). Dans cette perspective, il est évident qu'"avant de

favoriser l'épanouissement d'une religion quelconque, l'Etat doit assurer le développement et l'épanouissement de la communauté nationale" (p. 17), et que "si les catholiques continuent d'insister pour que l'école publique soit confessionnelle, ils mettront ainsi en danger les progrès de la communauté québecoise" (p. 14).

De cette façon, un Etat représentant toutes les couches nouvelles de la société québecoise et défendant les intérêts des diverses catégories de la population devrait prendre l'éducation en main et, par l'établissement d'un enseignement laïque à tous les niveaux, favoriser le développement actuel de notre société. L'avantage d'une telle politique serait de faire de l'enseignement un puissant facteur d'évolution et d'identification de la communauté nationale. Ainsi, le système d'enseignement deviendrait un agent de cohésion et non plus de dispersion ou de disfonctionnement dans la société : "Devant toutes les forces centrifuges qui contribuent à amoindrir, à morceler, à diviser le Québec, il faut que l'Etat québecois, dont c'est la tâche première en tant qu'Etat national des francophones de cette partie de l'Amérique du Nord, établisse un réseau de forces centripètes qui ait pour fonction de faire du Québec un Etat national viable. Or, il n'est pas de force centripète, de force de rassemblement plus forte que l'école. C'est à l'école que les nations modernes donnent à leurs citoyens le sens d'un destin commun" (p. 15).

L'importance, pour ce qui est de l'avènement d'un Québec indépendant et socialiste, d'une prise en main de l'éducation par un Etat laïque, tient ainsi au fait majeur que "c'est à l'école, pendant cette période de formation, que s'opérera le brassage des traditions, des valeurs, des aspirations et que se créera un consensus national qui permettra l'épanouissement de la nation québecoise" (pp. 15-16).

Une telle position nous semble avoir l'avantage de concilier, au sein d'une même stratégie, les trois pôles principaux d'un certain socialisme : contrôle de l'économie nationale et de l'éducation par un Etat fort représentant les intérêts de la population du pays dans son ensemble.

éducation et autogestion

Que le contrôle de l'éducation passe des mains du clergé à celle de l'Etat, ce qui implique la laïcisation radicale de l'enseignement, contribuerait certainement à développer au Québec un système d'éducation plus adéquat aux besoins d'une société en rapide évolution. Toutefois, il reste que cette solution n'est compatible avec le socialisme qu'en autant que l'Etat auquel on veut confier la responsabilité ultime de l'enseignement représente vraiment la population dans son ensemble et ne privilégie pas un groupe socio-économique particulier. Le socialisme étatique, qui implique une éducation nationale laïque, représente toujours soit un équilibre

instable entre les intérêts des diverses classes de la société (avec prédominance donnée aux travailleurs), soit la soumission des intérêts de tous les groupes à celui d'une élite de technocrates finissant inévitablement par se scléroser. Comme étape dans la voie de la réalisation du socialisme autogestionnaire, le socialisme étatique peut se justifier; d'autre part, lorsqu'un gouvernement socialiste n'entreprend pas radicalement de remettre graduellement le contrôle des décisions aux divers groupes de travailleurs, il risque fort de verser dans le totalitarisme ou de faire le jeu du néo-capitalisme.

Tout cela a d'ailleurs des conséquences pour ce qui est du système d'éducation. En effet, l'enseignement peut relever de l'Etat de diverses façons, soit par centralisation, le rôle du clergé étant alors remplacé par celui de fonctionnaires, d'administrateurs et de bureaucrates prenant toutes les décisions importantes au détriment des enseignants et des enseignés; soit, d'autre part, par décentralisation, l'Etat se contentant alors de coordonner les activités relevant de l'éducation, où les décisions majeures sont prises de concert par les enseignants et les enseignés, et celles des autres secteurs de la vie socio-culturelle.

C'est peut-être dans le fait de ne pas suffisamment tenir compte d'une telle problématique que réside la faiblesse de la stratégie politique du M.L.F., telle qu'exprimée du moins dans les deux essais que nous avons examinés. La laïcité n'implique pas nécessairement le socialisme, mais elle peut s'y intégrer en autant que le système d'enseignement qu'elle préconise ne suppose pas de remplacer purement et simplement l'autorité cléricale par celle de l'Etat. Si ce dernier intervient dans le but de remettre à la population le contrôle de l'éducation, il n'y a aucune objection. Mais si la main mise de l'Etat sur le système d'éducation signifie que le contrôle de l'enseignement passe d'un groupe particulier à un autre groupe particulier, il y a radicale opposition entre une semblable laïcisation et le socialisme. Le M.L.F. gagnerait beaucoup en précisant ses positions sur ce point.

luc racine

littérature québécoise

raoul duguay

l'avalée des avalés ou l'avaleuse des avaleurs!

québec littéraire, voici ton père :
l'avalée des avalés :
réjean ducharme.

Or donc, ainsi enfin, une oeuvre GENIALE. Eureka. Hourrah. Qu'on l'avale. Pourquoi ? Parce que c'est un archétype d'*oeuvre ouverte* (ECO) dont le *témoignage* (VACHON) analytique et synthétique, porte une dimension universelle, témoignage qui se manifeste dans une refonte des formes littéraires et des valeurs de notre civilisation, témoignage qui se situe au niveau des problèmes du langage humain, de son axiologie essentielle, de la confrontation du règne animal, végétal, minéral et du règne humain, de la nature et de la culture.

Quand je dis que cette oeuvre est universelle, j'entends "encyclopédie" du savoir humain et des actes quotidiens de l'homme. De l'homme historique. C'est à un tour du monde, géographiquement et culturellement parlant, que nous invite DUCHARME. Un voyage dans l'âme et autour du corps de l'homme. Un voyage au cours duquel une vingtaine de personnages (23 plus précisément) évoluent dans un contexte "bérénicien" dans une situation langagière "bérénicienne". L'importance de la complexité des langages est capitale. On y parle plus de 10 langues, par brides, (italien, espagnol, allemand, hébreu, chinois, anglais, latin, grec, français et "bérénicien"). Et ceci pose le problème de la communication et se transpose sur le plan de la géographie humaine. Presque tous les pays du monde y sont énumérés. C'est un voyage global et englobant. Il y a là une conscience ouverte aux possibilités contemporaines d'être nomade, d'être un voyageur éternel. Au moins 5 départs d'intention et de fait, 5 évasions du monde des "cages" : "Partons . . . Destination inconnue". Donc, voyage dans le langage et dans toutes les activités humaines. musique, littérature universelle, peinture, théâtre, cinéma, ballet, mécanique, trigonométrie, physique nucléaire, archéologie, anthropologie, biologie, chimie, médecine, (pharmaceu-

tique, gynécologie), anatomie, électronique, indologie, géologie, pornographie, athlétisme, gymnastique, taxidermie, politique internationale, agronomie, urbanisme, technologie, psychiâtrie. Mais l'importance est accordée surtout à la botanique, à la zoologie, à la mythologie (et à la Bible).

La botanique et la zoologie ne sont plus ici simple effusion sentimentale dans l'accointance avec la nature. L'apparition, au cours de ce roman, de plus de 150 noms d'animaux et d'autant de noms de plantes et végétaux, est spécifiquement significative. Cette connaissance des oiseaux, poissons, mammifères et insectes, des arbres, fleurs, fruits et plantes a une incidence plus que symbolique et métaphorique. La connaissance et l'amour des animaux et des plantes fait ici partie d'une sorte de thèse : "Les animaux sont vrais. Les hommes sont faux" (p. 176). Ainsi, Bérénice, le personnage central "surnaturel" et "diabolique" de ce roman, aimera Christian quand il pratique la chirurgie sur les rats blessés. Mais elle le traitera de lâche, lorsque, un rat, pris au piège et mangeant sa patte pour se libérer, Christian, son frère, prendra la poudre d'escampette dès l'arrivée du gardien et montrant ainsi moins d'âme que le rat. Ce vocabulaire zoologique et botanique, marque donc une admiration pour tout ce qui vit dans la nature, libre, seul et vrai dans sa volonté de mourir plutôt que de céder. Ce volontarisme, caractéristique du monde animal, Bérénice l'appliquera dans sa vie, actualisera cette "logique implacable des rats et hirondelles".

Les références nombreuses, très nombreuses, aux personnages de la mythologie gréco-latine et de celle de la Bible et même de tous les âges de l'Histoire montrent bien combien les hommes n'ont pas changé leurs habitudes, leurs idéologies rétrogrades et despotiques, combien les valeurs traditionnelles n'ont pas été renouvelées et que c'est toujours le même petit jeu qui se répète, celui de la bêtise humaine, de l'aliénation et de l'illusion, de tout ce qui empêche l'homme d'atteindre l'épanouissement de sa liberté.

D'autre part, ce roman est typiquement québecois. Au moins 12 situations québecoises (Dorval, La Pressée, quai Victoria, Radio-Canada, Québec, Verdun, Christophe-Colomb, père Brébeuf, cimetière de Hêtraie, Indiens, Fleuve Saint-Laurent, le patin, la neige, Nelligan). Remarquer que NELLIGAN est cité 14 fois et que ce vers de lui pourrait porter toute la signification du roman : "*Nous ne serons pas vieux, mais déjà las de vivre*". On retiendra que Bérénice est liée à Constance Chlore par la fleur préférée de Nelligan : "l'ancolie" (la mélancolie). Voilà pour les considérations statistiques, révélatrices de la qualité du roman.

en amont de l'avalée et de l'avaleuse.

Un titre doit contenir tout le sens d'une oeuvre. Ou son envers. Le sens de L'AVALEE

DES AVALES est contenu dans les trois premiers mots du roman : "Tout m'avale". Il s'agira, tout au long de l'oeuvre, d'inverser le sens de cette phrase en : J'avale tout. Le TOUT en question est essentiel car c'est vraiment la totalité que l'on rencontre dans ce roman : totalité de l'expression, totalité de la destruction, de la volonté, de la raison, de la possession, de la solitude, de la vérité. Bref, le revirement se fait du passif à l'actif; et pose le problème de la vie de manière radicale et extrémiste. J'aime cette radicalité. Il y a problème lorsqu'il y a deux solutions. Ici : être avalé ou être avaleur. Tout le roman vise à nous montrer la condition de l'un et de l'autre : la condition humaine totale, quoi. Bérénice a choisi de tout avaler ce qui l'avale. Donc, passage de L'AVALEE DES AVALES à l'avaleuse des avaleurs. Il me semble que le titre est motivé par la fin du roman, là où Bérénice flanche et redevient avalée par la guerre. Mais à vrai dire, la fin est ambiguë. Et il est bien qu'il en soit ainsi. Que rien ne finisse.

Mais que veut dire ici AVALEE ? De L'AVALE. A la page de la mort du Christ, page 33 : "La vie ne se passe pas sur la terre, mais dans ma tête. La vie est dans ma tête et ma tête est dans la vie. Je suis englobée et englotante. Je suis l'avalée de l'avalé." A la page 24, jour de la Saint-Jean-Baptiste : "Il faut trouver les choses et les personnes différentes de ce qu'elles sont pour ne pas être avalé." A la page 90, année gérontologique, ou condensé de trois générations : "Ce qui me force à avaler, je le vomis, dare, dare." Tout est là. De ces trois citations historiques ressortent trois notions qui serviront d'axiologie : *création, volonté, liberté*. Et la page 155, diviseur contenu 12.69032 etc. dans le dividende de la confédération 1967 : "Nous sommes prises par la neige, prises aux pièges de la neige, avalées." Le pays.

Il y a un volontarisme absolu fondé sur une subjectivité transcendantale (cf. Husserl) et coincidant avec un rationalisme pur (plus pur que celui de Descartes) et avec un idéalisme plus puissant et plus incarné que ceux de Kant et Hegel, bref, un volontarisme existentialiste. Voilà. Volontarisme physique et métaphysique. Tout ceci enraciné dans une philosophie de l'inoubliable (mémoire) et du délire verbal et gestuel (imagination). L'apothéose de l'enfance et son triomphe sur "l'adulterie". Fini les grands mots.

La volonté ici est puissance créatrice et libératrice : "Ce qui importe, c'est vouloir, c'est avoir l'âme qu'on s'est faite, c'est avoir ce que l'on veut dans l'âme . . . il faut se recréer . . . je suis ma propre enfant". Bérénice a cette volonté de conquérir la dignité de son être, d'être responsable par la foi et la raison, car la raison est le levain de la volonté et la foi en est le pain. Sa volonté est tellement forte qu'elle tuera, par télépathie, Constance Chlore, pour la protéger de la laideur du monde adulte. Sa volonté est courage

excessif : elle mettra ses mains sur le corbeau d'une grille en plein hiver, et attendra *sans crier*, que la chaleur de ses mains lui permettre de s'en dégager sans arracher sa chair. Personne d'autre qu'elle ne pourra agir sur sa volonté. Et c'est cette volonté, qui est foi et raison qui lui permet de s'approprier sa personne, de s'appartenir : "Le seul moyen de s'appartenir est de comprendre. Les seules mains capables de saisir la vie sont à l'intérieur de la tête, dans le cerveau" (p. 142) et ailleurs "Tout prendre, me saisir de tout. Tout m'appartient. Il suffit de le croire." (p. 87). De la volonté, de la foi et de la raison découle nécessairement la vérité : "Il n'y a de vrai que ce qu'il faut que je croie vrai, que ce qu'il m'est utile de croire vrai, parce que j'ai besoin de croire vrai pour ne pas souffrir" (p.24) Voilà pourquoi, Bérénice ne se contente pas de penser liberté, et vérité, elle est utilitariste et sa volonté, elle l'utilise pour tenter de se créer un bonheur inédit dans l'action quotidienne, et se rend vite compte que pour être libre, il faut tout détruire, que pour posséder sa vie, il faut mener "un combat contre tous" et subir ainsi que vouloir la solitude. Cette solitude lui vient du fait qu'elle ne peut posséder à elle seule, le *visage* de Christian, de sa mère Chamomor. De sa solitude qui se heurte aux autres solitudes humaines, elle fera éclater son besoin de tout posséder, de tout détruire pour tout posséder : "Je sais pourquoi il est agréable de briser, de détruire. Je vais t'expliquer. Ça procède de la nostalgie d'avoir, de posséder, de posséder vraiment". Un exemple original de cette volonté de destruction : elle voudra débâtir le columbarium de Zio avec "une épingle à nourrice". Cette volonté absolue suppose inévitablement le goût du risque et l'amour de l'impossible. Mais elle se heurtera à l'impossibilité de réaliser tout ce qu'elle veut. Elle dira, par exemple, qu'elle peut détruire sa poupée, mais pas la rue, la ville. Et cela l'agace.

Dans la veine de ces notions de liberté, de volonté et de possession, tout le contexte du roman nous propose des méditations sur la fidélité et la dignité : "J'ai choisi d'être fidèle, loyale, de défendre jusqu'à mon dernier couac, la cause perdue"; sur le bonheur qui correspond au beau, le beau se trouvant dans l'angoisse, et l'angoisse ayant comme finalité de provoquer la réflexion; sur l'amour conçu comme un émerveillement (les seules situations où on la voit heureuse sont reliée à la dimension ludique et imaginative ainsi qu'à ce temps vécu "ensemble" dans la nature).

Mais cette volonté de destruction et de liberté se manifeste par des actions qui signifient son rejet d'une société adulte et de tout le halo militaire, judiciaire, monétaire et religieux de cette civilisation considérée par Bérénice comme un amas de "cages", et qu'elle fera *ravaler* aux maîtres. Son besoin de solitude commandant le respect de sa personne, on peut comprendre la valeur métaphysique de ce roman : *la sauvegarde de*

l'unicité de l'être et l'épanouissement de la personnalité, la critique de l'anonymat. (Le guerrier anonyme, tous ces visages anonymes qui ne sont devenus que des numéros matricules), *et la reconnaissance de l'autonomie de l'âme* et de son pouvoir de se recréer sans cesse, de se continuer et d'être fidèle à son image jusqu'au bout, jusqu'à la mort.

Bérénice dira que le crime le plus abominable à commettre contre l'âme, c'est de "lui faire assister deux fois à un même spectacle" signifiant bien par là l'importance de la créativité. Mais tout ce qui l'avale l'empêche justement de s'épanouir, de se libérer et de se réaliser. Dès lors elle s'attaquera à tout : au paternalisme d'Einberg juif et à l'emprise oedipienne de Chamomor qui, en dépit de leur haine mutuelle et de leur division sur le plan de la croyance, pactisent pour punir ou récompenser, (le père punissant, la mère récompensant), les gestes incestueux de Bérénice (catholiques et juifs se ressemblent quand il s'agit de trouver le péché capital : l'impureté). Bérénice devra donc lutter contre son père qu'elle affrontera sans vergogne en répondant à "ses paires de claques, par des coups de pied", et contre la beauté fascinante de sa mère en se vengeant des caresses qu'elle n'a pas eues étant bébé et que lui propose maintenant sa mère, par la mort qu'elle donnera à Mauriac *I* et Mauriac *II* les chats chéris de Chamomor (identification de la mère au chat). Son refus est donc global et attaque toutes les dimensions de l'agir humain et plus spécifiquement ses aberrations : la religion. Elle se voudra "impie" par réaction contre la religion juive qui condamne les impies et dénoncera ce Dieu vengeur assoiffé de "cendres et de sang", Dieu sadique d'une fausse race élue qui tient son monde par la crainte et le tremblement (Kierkegaard), par la peur, le romantisme du ciel et la frayeur devant l'idée de l'enfer : "Un Dieu qui crée l'enfer est un Dieu qui ne peut s'empêcher de haïr". Elle rira plus loin des coutumes idiotes du sabbat.

Elle proposera une conception de l'amour fondée sur la connaissance mutuelle et la liberté des deux partenaires, se moquera du coup de foudre qui ne mène qu'au sexe et à l'esclavage, qui crée des réflexes conditionnés, favorise un bonheur facile une morale sédentaire, un déterminisme et une croyance à la fatalité. Bref, c'est toute une critique de la notion de famille et de mariage que l'on rencontre tout au long de ce roman. Le mariage y est conçu comme mortel, parce qu'il encadre dans la famille "homogénéisée et pasteurisée". On pensera à Simone de Beauvoir lorsqu'elle parlera de ses menstruations et de cet "écoeurant appareil sexuel" qui coïncide avec l'avènement de l'adulterie en elle.

Le thème du "secret" est très important dans l'AVALEE DES AVALES. Il est directement lié à la notion d'unicité des expériences humaines, de l'intervécu humain. Ce qui fonde l'amour, c'est qu'il y a d'unique entre deux

êtres. Ainsi elle sera déçue lorsque Mingrélie dévoilera le secret de Christian à propos du javelot, lorsque Chamomor se vantera de l'avoir guérie et racontera à tout le monde l'expérience intime de leur amour, de la découverte de l'Atlantide dans un verre de cognac. Pourtant, elle même dévoilera à Gloria le secret qui la lie à Constance Chlore.

Mais c'est sur le plan social que cette critique destructrice et que cette destruction créatrice se manifestent avec le plus d'acuité. Elle condamnera le racket des pilules et des "honoraires exorbitants" de la médecine et de la pharmaceutique; elle rejettera l'urbanisme contemporain, ses "étages" pour lui préférer les "igloos" des Esquimaux; elle dénoncera la psychiâtrie qui dévoile les secrets du sexe; elle décrira les sottises qui peuvent faire se "strip-teaser" les dames des hauts fonctionnaires quand un bel homme leur promet d'en faire autant. Elle partira en guerre contre la guerre et contre la civilisation technologique contemporaine qui vit dansi un "tintamarre abrutissant", empêchant ainsi de trouver un remède efficace qui permette de guérir l'âme humaine. Elle dénoncera la guerre qui "n'est qu'une affaire de grosses têtes et de gros bonnets", la guerre-suicide basée sur le droit du plus fort, le "droit de ceux qui ont le plus de tueurs et le plus de machines à tuer". Bref, c'est aux maîtres qu'elle s'attaque et envers qui elle exerce sa volonté, son obstination irrévocable : "O maîtres, je mangerai plutôt mes excréments" et plus loin "Je ne suis la servante ni des présidents des pays de la terre, ni des Yalveh des pays du ciel".

La page 160 contient sensiblement tous les éléments ci-haut décrits : "Qui n'est pas avalé par un évêque, un général, un juge, un roi, et un riche ?" Nous sommes donc avalés par la guerre, par la justice, par la religion, par le capitalisme. Il faudra dès lors "tout détruire, tout soumettre".

Que l'on voie dans ce roman une noirceur, un désespoir, une faillite de la condition humaine, voilà qui est clair. Mais ce roman n'est pas pour autant, négatif. Il a la force de sa négativité, il provoque un revirement des valeurs, une réflexion sur la crise du monde occidental, sur cette civilisation adulte qui a perdu son pouvoir d'émerveillement et de renouvellement. Mais il faut dire que DUCHARME, dans la nomenclature qu'il fait des arts s'arrête au XIXème siècle, à peu de chose près. Et il en est ainsi pour l'Histoire. Mais là où il rejoint le plus l'actuel, c'est dans la récente guerre Israëlo-Arabe dont il décrit la futilité.

Je n'ai pas parlé ici de la forme du roman. Mais elle est aussi révolutionnaire que son contenu. Hélas, une étude sur cette révolution nécessiterait plus d'espace que ce dont nous disposons, mais nous pouvons supposer que c'est dans la création d'un langage tout à fait nouveau que ce roman prend sa valeur. Il est clair que le langage bérénicien fonde tout le reste : "En bérénicien, le verbe être

ne se conjugue pas sans le verbe avoir" (p. 200) Ce qui recouvre les thèmes de possession, de volonté et de liberté. Mais ce langage qu'invente Bérénice va plus loin que cela : il est essentiellement rattaché à la lutte de l'enfance contre l'adulterie, à la conquête de la reconnaissance de l'unicité de l'être : "Je hais tellement l'adulte le renie avec tant de colère, que j'ai dû jeter les fondements d'une nouvelle langue" (p. 200), Le bérénicien s'appelle aussi "spétermatorinx étanglobe" ce qui est synonyme de "mounonstre béxéroorisiduel". Il y a plus que la fantaisie dans cette invention, il y a le problème de l'impossibilité de communiquer qui est décrite dans les rapports entre Grisée et Eésirg, le premier disant : "J'ai très faim, mangeons du poivre", le second répondant : "Coraux en thé". L'AVALEE DES AVALES est un réquisitoire pour la protection de la pureté et la joie de l'enfant : "Je ne permettrai à aucun adulte de porter son ombre sur ta joie d'enfant" dit Bérénice à Constance Chlore-Exsangue. C'est une oeuvre qui nous invite à réfléchir sur l'immense solitude de l'homme, sur l'impossibilité de la communication : "Tout ce que j'ai dit jusqu'ici est demeuré infécond". Oui, parce que ce que j'ai voulu communiquer de l'oeuvre critique et créatrice de DUCHARME n'est qu'une once de ce poids d'humanité, de lucidité et d'amour, (d'une haine qui est amour) qui caractérisent les génies. Non, parce que je l'ai dit.

Je retiens donc comme valeur essentielle de cette oeuvre, ce pouvoir qu'elle a, par son insistance sur l'axiologie création-volonté-liberté-possession, de me situer dans une relation internationale et universelle avec le monde entier, de valoriser l'infinitude de l'homme (Ricoeur) dans sa dimension polysémique, de démystifier à la manière de Freud, Nietsche, et Marx, la société en proie à la crainte, au besoin de consolation et de sécurité, de démasquer la notion de culpabilité inscrite au coeur de l'homme et fondée sur une apologie de la faiblesse ainsi que l'aliénation de l'être par l'argent. Je retiens que l'homme est créateur de son existence. (Sartre)

Je retiens qu'à partir de L'AVALEE DES AVALES, notre littérature est née et que nous avons un père pour la continuer. Qu'on se laisse avaler par cette oeuvre. On pourra dès lors, tout avaler.

raoul dugay

interprétations de la vie quotidienne

"L'art, c'est le délire d'interprétation de la vie."
Louis ARAGON
("Qu'est-ce que l'art, Jean-Luc Godard ?" / "Les lettres françaises", 9-15 sept. 65.)

patrick straram

gadgets et actualités

Michèle Favreau écrit, dans « La Presse », le 3 septembre 1966 :

« Jamais je n'ai si bien compris, dans l'éblouissemans douloureux de PIERROT, la beauté sereine d'UN HOMME ET UNE FEMME.

L'infinie complexité, la richesse prodigieuse du film de Godard n'a d'égal que la merveilleuse simplicité de celui de Lelouch. Encore une fois, c'est l'envers et l'endroit d'une même chose. »

Je ne mets pas en cause la sincérité de Michèle, peut-être l'une des journalistes du cinéma les plus honnêtes que je connaisse.

Je prétends qu'elle réagit émotivement et au premier degré seulement, d'où un très regrettable confusionnisme, alors que face au cinéma, encore aujourd'hui le plus influentiel moyen d'expression et de communication du monde moderne, avant que le supplante demain la télévision (voir plus bas), ce qu'il est essentiel d'essayer d'avoir c'est **une conscience scientifique et politique** (scientifique : connaissance du cinéma, et du cinéma par rapport à sociologie, économie, dialectique de l'histoire).

C'est pourquoi je veux utiliser certaines données d'Henri Lefebvre et de Gilbert Cohen-Séat et Pierre Fougeyrollas pour tenter de situer à un niveau de la praxis actuelle ce qu'il y a d'irréductible entre Lelouch et Godard. (Ce que certains ressentent spontanément, et ce sont généralement des « hommes de coeur » : qu'on se souvienne d'une certaine polémique Jean Basile — Guy Joussemet.)

conscience-fiction et images d'épinal de laboratoire

« Le filmique contient dans leur indissociabilité l'instinctuel et l'intellectuel, les images et les relations, le sensible et le raisonné; il n'est pas fondamentalement expression intellectuelle de la vie, il est plutôt une vie qui se déploie et dans laquelle l'art, esthétique et technique, est à la disposition et peut être mis au service de la pensée qui a pour fonction de prendre conscience de cette vie. »

Ainsi s'expriment Cohen-Séat et Fougeyrollas.

On connaît la belle formule de Michel Delahaye disant de J.-L. G. qu'il fait un cinéma de conscience-fiction. Ainsi bien indiqué qu'il s'agit d'un art, mais d'un art pour prendre et faire prendre conscience, ce qui présuppose une « façon » de faire de l'art.

Tout film de Godard (à part peut-être A BOUT DE SOUFFLE, et encore !) est toujours, « primordialement », une remise en question du monde vécu et enregistré. Le film tente de faire deviner une pensée « autre » qui en découle. Au moyen de cette pensée seule serait-il possible de **prendre conscience** de la vie, dans **le monde réel** (à propos, relisez-vous les dix volumes d'Aragon, parfois, vous savez, l'Aragon de la digression, qui est son sujet, dans UNE HISTOIRE D'EAU ?). Il est assez évident que la vie dont nous conservons une conscience approximative n'est plus celle d'aujourd'hui. C'est pourquoi l'on reproche à Godard son besoin de provoquer, au lieu de l'aimer d'éprouver ce besoin.

Rien de semblabe chez Lelouch. L'instinctuel et le sensible seuls le retiennent. Il travaille ensuite en laboratoire, de façon à créer une oeuvre d'art qui ne vaille que selon les expériences faites pour le plaisir de l'expérience, une oeuvre qui ne vaille que par et pour elle-même. Aucune « morale » dans UN HOMME ET UNE FEMME. (Et au seul niveau des conventions et de la vraisemblance, puisqu'intrigue il y a, c'est la grande « Prétention » accessoire de Lelouch, combien d'illogismes : mais la seule technique intéresse Lelouch, l'émotion n'est qu'un prétexte, qu'il se soucie peu de relier à un contexte lui correspondant — voir parcours et durée automobiles accomplis par un homme qui vient de terminer un rallye.)

Henri Lefebvre écrit :

« On gagne sa vie ». Et la question se pose à nouveau : Quelle vie gagne-t-on quand on gagne sa vie ?

Nous allons voir, ou plutôt nous allons souligner à nouveau que la vie ainsi gagnée, c'est la « vie privée ». Ce n'est que la « vie privée . . . ». »

Henri Lefebvre écrit :

« A notre sens, l'étude critique de la quotidienneté apporte sa contribution à une *anthropologie dialectique* elle-même solidaire d'un *humanisme dialectique* (ou coïcidant avec lui).

Il s'agit bien de définir l'homme. Le dogmatisme marxiste l'a défini par le travail et pour le travail, en tant que producteur. Or l'homme actif crée le monde humain et se produit en produisant. Il ne produit pas seulement des choses, des outils ou des biens; il produit aussi de l'histoire et des situations. Il crée « la nature humaine » : la nature en lui et pour lui, la nature appropriée à l'homme à travers ses multiples conflits. »

N'est-il pas MANIFESTE que voilà une définition pour chacun des deux hommes, le cinéaste et l'auteur de films ?

A partir du moment où Lelouch sacrifie tout à vistuosité, effets et recréation en laboratoire, j'entends comme sujet, il est évident qu'il opte pour **propriété et vie privées.** (L'on sait ce que je pense de l'art qui n'en est plus à force d'être « engagé ». L'on sait ce que le P.C.Q. pense de Godard. Le problème n'en est pas un de contingences politiques mais un de sciences humaines dans la contemporanéité. L'esthétique ? Oui, si éthique il y a. A propos, LE PETIT SOLDAT, vous vous souvenez ?)

Il y aurait aussi beaucoup à dire sur la sorte de couple choisi par Lelouch prétendant raconter « une histoire » . . .

Tout film de Godard est toujours d'abord **une bande d'actualités.** Et des actualités si magistralement enregistrées qu'on y discerne à la fois l'actualité et le devenir de ce qu'elle révèle. Et plus que jamais avec PIERROT LE FOU, son film le plus personnel : celui qui pénètre le plus à l'intérieur de la quotidienneté moderne (avec MASCULIN FEMININ).

En un sens (et plus encore que Rouch, Rozier, Groulx, Leacock et quelques autres — mais surtout pas du genre Reichenbach, ce faiseur de cirques pour consommateurs gaullistes encore plus infects que ceux de Lelouch de plus prétendre à une « réalité objective »), Godard fait un cinéma parallèle à la télévision, qui contient ce que la télévision n'est pas encore vraiment mais devient. Et la télévision sera **le** moyen d'expression et de communication de demain. Il en ira des hommes qui la feront que la télévision soit la dernière et seule ressource de tous les hommes contre les publicités et propagandes dont se servent les pouvoirs, ou non.

Rien de semblable avec Lelouch, préoccupé uniquement de ce qu'il peut faire avec une caméra et non de ce que peut révéler une caméra (s'il peut être aussi très conscient de la sorte de marchandise à offrir pour émouvoir et plaire : mais cette marchandise n'est pour lui qu'accessoire, Lelouch n'a rien à dire, il ne vit qu'avec sa caméra et sa salle de montage, sa propriété privée, sa vie privée). C'est pourquoi loin de s'inscrire dans le sens d'une appréhension actuelle de nouveaux SIGNES audio-visuels, Lelouch ne fait que fabriquer en laboratoire de bien régressives images d'Epinal. (Et qu'on n'invoque pas ma passion pour les Lang Hawks, Hitchcock, Dreyer, par exemple. Eux, en quête d'une image totale et juste de l'homme, sont parvenus à un **classicisme** qui les place forcément en plein modernisme, l'authentique, pas celui des gadgets. A propos, BANDE A PART, l'institutrice, au tableau noir, ça ne vous rappelle rien ? Des sommes culturelles universelles feront toujours partie intégrante de tout progressisme. Jamais n'importe quelle petite expérimentation faite au seul bénéfice de son inventeur dévoré par son jouet et qui a oublié le monde — je ne pense Lelouch un imposteur qu'à partir du moment où il prétend à un « grand amour » pour vendre sa camelote, pas au niveau de son cinéma, si je trouve celui-ci superfétatoire et bien exaspérant.)

structuration et consommation

Lefebvre :

« Le moins qu'on puisse affirmer, c'est que les « mass-media » n'ont pas encore intégré le quotidien à un ensemble plus vaste et plus riche, spontanéité ou culture. Ils l'ont laissé à sa « privation » en occupant cette « privation » et en s'occupant d'elle. C'est la *vie privée* qui se généralise. Les « mass-media » ont à la fois unifié et disséminé le quotidien ; ils l'ont désintégré dans une intégration à la fois trop réelle et parfaitement superficielle à l'actualité « mondiale ». Qu'ils dissocient une culture acquise et traditionnelle, la culture du livre, du discours écrit, du Logos, c'est à peu près certain. Nous ignorons ce qui naîtra de cete déstructuration. »

Cohen-Séat et Fougeyrollas :

« Nous avons souligné que dans le *devenir autre* de l'homme contemporain le rapport entre le travail et les loisirs s'était modifié et même, à certains égards, inversé. Il nous est apparu que c'était par et dans les loisirs bien plus que par et dans le travail que les individus étaient aujourd'hui façonnés.

(. . . .)

La civilisation des loisirs observée par les sociologues devrait normalement devenir, à travers ce processus, » (« Autrement dit le loisir qui est un *temps*, se diversifie d'abord en *activités* et se réunifie ensuite, à un niveau supérieur, en une *vie*, pour ainsi dire, substantialisée. »), « la civilisation du loisir, c'est-à-dire qu'elle devrait tendre à remplacer des valeurs institutionnelles qui appartiennent à l'ordre de l'*avoir* par des valeurs constitutionnelles qui appartiennent à l'ordre de l'*être*. »

Jean Collet, dans un remarquable essai sur Godard, résume bien l'une des clés fondamentales de l'univers godardien lorsqu'il écrit « Notre civilisation, à qui Godard pose la question essentielle : à

quoi bon accumuler dans vos mémoires les images de B.B., du Boeing 707, du serpent à sonnettes, du Parthénon, des chutes du Niagara, . . . à quoi bon puisque vous ne vivez pas, vous n'ETES pas ? A quoi bon prendre, avoir, savoir ? Il faut vivre, voir, être. »

Il y a donc nécessité d'inventer un langage autre à la mesure d'un homme des loisirs de demain. Sans renoncer pour autant aux archétypes culturels précédents les plus en accord avec la nature de l'homme. En luttant sans cesse contre l'exploitation de l'homme par l'homme qui empêche son **être.** Quel cinéma prévoit, assume déjà, ce passage d'un homme à l'autre ?

Anouk Aimée et Trintignant sont faux. Ils improvisent, mais n'improvisent qu'à moitié, ce n'est pas leur métier, et Lelouch les néglige, intéressé qu'il est seulement par sa caméra. Il y a fabrication d'une spontanéité deux fois fausse : elle n'est pas vraiment spontanéité, elle est mal fabriquée. Lorsque Godard filme une réplique de la Karina, qui fixe ensuite la caméra, interrogative (c'est en fait J.-L. G. qu'elle interroge du regard), puis redit de la même façon la même réplique, et J.-L. G. conserve dans le film les deux répliques l'une après l'autre (comme dans la vie, quand on prononce une phrase, et que d'un sursaut on la prononce une seconde fois, pour être sûr de s'être fait comprendre, ou bien réaliser ce qu'on a dit, ou pour décider l'autre à répondre), il y a invention d'une convention qui trouve sa fonction ultime et sa force générique dans une improvisation spontanée en pleine création (scène sur l'île, à la table, dans PIERROT). Autre exemple : Anna Karina lance un « Ça va, le vieux ? » plus ou moins imprévu, et spontanément Belmondo invente un discours à la Michel Simon, qu'il imite. Pas prévenu, J.-L. G. continue de tourner, et conserve ce « numéro » dans le film (numéro, cabotinage, hommage, **collage** : indices d'une autre authenticité et une autre réalité que celles prétendues comme ne devant rien qu'à elles-mêmes). Lorsque Godard met sa caméra devant une jeune Française de 19 ans et qu'il la mitraille de questions (MASCULIN FEMININ), enregistrant les réponses « au cours » d'un plan-séquence infernal et sublime, il y a spontanéité réelle absolue, à partir d'une intention précise, qui donne un sens majeur (et indispensable) à la création autonome d'un document, aussi sa critique. (Delahaye trouve que la fille a bien eu J.-L. G., puisqu'elle a tenu le coup jusqu'au bout. Oui, mais au troisième degré il y a surtout qu'on sait maintenant ce que c'est qu'une Française de 19 ans, ceci dit sans généraliser outrancièrement.) Au moyen du langage cinématographique le plus adéquat. Sans faire de cinéma pour le cinéma. (A propos, les questions et réponses des amants, dans UNE FEMME MARIEE, non ? Ou les réponses du docteur ?)

Il y a que nous sommes entrés dans **l'ère des sociétés d'abondance et de consommation.**

Il s'agit de « DE-CONSCIENCER » les individus, de façon à ce qu'ils ne réfléchissent pas au fossé de plus en plus atrocement démesuré qui se creuse entre les différents progrès scientifiques et une morale et une mode de vie périmés depuis longtemps, complètement déphasés, **incompatibles** littéralement avec la nouvelle vie vécue selon ce qu'ont modifié ces progrès, l'homme **dénaturé.**

Les divers pouvoirs totalitaires, pour préserver un marché qui corresponde à leur potentiel économique croissant (selon les principes même du capitalisme), et conserver la main-mise sur les masses auxquelles distribuer la surproduction qu'elle a fourni, évidemment une fois re-

tirés les colossaux profits, ont pensé à renouveler entièrement les divers moyens de communication (plus justement, ils ont aussitôt pensé à s'assurer la propriété de ces moyens dès qu'ils furent renouvelés, si aujourd'hui ils prennent eux-mêmes l'initiative constante de les « améliorer »).

Une fois assurés un confort et un pouvoir d'achat minima mais qui font illusion, de savantes publicités « dirigeant » les psychoses, acquits auxquels ensuite nul ne voudra renoncer, on a ainsi créé des besoins inutiles qui aliéneraient suffisamment l'individu pour qu'il cesse de s'interroger sur sa condition, de s'insurger, qu'il produise et qu'il achète. Le processus fut évidemment élaboré et imposé d'abord aux Etats-Unis. Trop de conflits subsistent au sein de la collectivité américaine, d'autres surgissent, d'autres surgiront. La France, depuis l'américanisation progressive entreprise dès 1945 (à l'époque du grand espoir que suscitait la Résistance !), est aujourd'hui devenue la société d'abondance et de consommation type. Un vaste club Méditerranée effrayant, une atroce **apathie** à cause de la course trépidante à de nouveaux besoins, de nouveaux **gadgets.** Sous l'oeil bienveillant d'un rusé vieillard à la volonté de puissance sénile, de quelques technocrates et quelques porcs qui n'y seraient pas n'eussent-ils façonné, franc-maçonné, police fasciste à leur service (l'affaire Ben Barka, ça ne vous écoeure pas j'espère, Godard vient de faire un court film sur l'affaire Ben Barka ?), une telle société complètement dégénérée . . .

Or, les films de Jean-Luc Godard, d'un langage entièrement adéquat à intention et propos (un cinéma de l'interview, du plan signe, du faux raccord pour découvrir un mouvement ou un sentiment fugaces, de la brisure pour suspendre le temps ou des biffures pour un clin d'oeil à Michel Leiris, de l'histoire empruntée à Jack London ou inventée sur place qui ouvre une nouvelle brèche dans le discours ou résume la totalité en un raccourci explosif, de citations qui disent des passions et donc singularisent pour mieux s'adresser à tous, de l'évidence, de l'âme roses à crédit, de toute la culture en séquences qui réinventent le cinéma, du cinéma — à propos, LE MEPRIS, non, rien ?), les films de J.-L. G. constituent une admirable tentation-tentative de démolition, de démystification, de désintégration : **pour obliger l'homme à prendre la responsabilité d'une restructuration de lui-même dans ce nouveau monde** (et serait-il le seul lui-même, J.-L. G., au tel amour pour la France, mais Suisse). Il en va de son NATUREL, soit d'un possible ou non de la vie de l'homme, l'**être.** On comprend aisément ce qu'a de subversif un tel projet dans un monde soumis à l'avoir, pour la consommation, qu'il faut lui imposer, pour qu'un pouvoir ignominieux parce qu'absurde et injuste dure.

Or, sans d'autre souci que son propre plaisir à illimiter son cinéma, Lelouch vient à point pour fournir ce qu'il fallait à des sociétés de consommation. Un produit inoffensif, mais correspondant exactement à ces besoins nouveaux et inutiles au moyen desquels seuls maintenir capitalisme et totalitarisme (l'oppression ne venant qu'après, comme « moyen »). Le cinéma de Lelouch ne renvoie qu'à lui-même. Mais il a l'apparence d'être « nouveau », comme celui de Godard, celui qu'on ne peut tolérer. Ce dernier seul est nouveau, puisqu'il s'inscrit dans le sens d'une culture de masse télévisuelle en gestation et qu'il appréhende une morale nouvelle pour l'homme. Les pouvoirs ne s'y sont pas trompés. Les masses des sociétés de consommation : on avait enfin trouvé un cinéma à « l'air » moderne, pour elles, un autre gadget sans conséquence pour que chacun se passionne, sans « se poser de

questions ». Je n'ai jamais autrement invoqué comme preuve de son **terrorisme réactionnaire** le succès commercial d'UN HOMME ET UNE FEMME. (J'exagère, à peine au fil de ces schématisations, ceux qui le penseraient sont déjà bien contaminés . . .)

Lelouch rassure. Godard en provoquant **intervient.**

allons-y alonzo (allons au, allons aux)

Cohen-Séat et Fougeyrollas :

« *Intervenir, c'est prendre conscience et faire prendre conscience. C'est créer les compétences capables de placer le déploiement des images filmiques sous le contrôle non d'un dirigisme institutionnel ou idéologique, mais sous la direction de la pensée, entendue comme contrôle de la connaissance.* »

Moi, je relis. (Il est vrai que je ne suis plus guère toléré à Radio-Canada qu'exceptionnellement. Et puis, l'utopie . . .)

Lefebvre :

« Jamais plus ce qui a été dit ne se fera spontanément. Il faudra réfléchir et s'il s'agit d'une exigence (d'une « fonction ») la mettre au point par tâtonnements et par erreurs corrigées, puis agencer patiemment son exécution consciente. Le « dit » est maintenant abstrait : posé sur le plan de l'abstraction, au niveau du langage et du signe. Un peu plus de la spontanéité et de l'enfance, et aussi de la nature ou de « l'être » se perd. Nous savons bien qu'il faut risquer de tout perdre pour pouvoir tout gagner. Le risque et la perte n'en sont pas moins risque et perte ! »

Ce que je vois dans chaque film de J.-L. G., mais je ne vois dans un film de Lelouch que gratuité et participation à l'abrutissement à force de ne pas vouloir communiquer à un niveau pour tous qu'il faut, dans de nouvelles structures à construire petit à petit.

C'est à ce point **critique** que se définit mon refus d'un « loisir organisé » comme UN HOMME ET UNE FEMME. A ce point que se cristallise mon admiration et mon émotion devant l'oeuvre de J.-L. G., réfractaire superbement à l'ordre établi parce que celui-ci n'est plus apte à satisfaire l'homme, mais tentant alors malgré le risque et la perte de tracer un chemin exemplaire qui conduise à ce contrôle de la pensée, d'une connaissance qui aboutisse à l'être.

Que Michèle Favreau puisse prendre Godard et Lelouch pour l'envers et l'endroit d'une même chose (c'est déjà mieux que d'aimer Lelouch et détester Godard? c'est à voir . . .), voilà qui prouve le degré d'inconscience (et de dénaturation de la sensibilisation au cinéma plus particulièrement qui lui est subséquent) dans les sociétés d'abondance et de consommation, à l'ère des loisirs. Contre lesquelles s'insurge dramatiquement et superbement J.-L. G. film après film. Voir bientôt MASCULIN FEMININ, puis MADE IN U.S.A. et DEUX OU TROIS CHOSES QUE JE SAIS D'ELLE. L'essentiel critique criant de ce qu'il pense et éprouve lui-même étant inscrit à jamais dans PIERROT LE FOU LE LUCIDE ET DESESPERE . . .

Il faudrait pouvoir dire de, dans Godard la dépossession pour retrouver un sens du naturel vital, l'hyper-sensibilité (et quelle pour avoir une telle compréhension émue des autres, une telle pré-science des **signes** vrais et nécessaires pour communiquer aujourd'hui, une telle pudeur dans l'un des rares lyrismes « entiers » d'aujourd'hui!), un cynisme et son corollaire quand l'exception il y a : l'attachement, un humour capital puisqu'il résoud les contradictions entre singularité et totalité (sans parler de celles inhérentes au sujet)

au moyen de gags-affrontements qui sont autant de « signaux » pour se re-connaître (à propos, Devos, « Est-ce que vous m'aimez ? », vous n'entendez rien ?), la lente pénétration à travers éclatements et ruptures des êtres et des choses sans cesse pour sceller l'accord qu'il faut pour vivre et en mourir. Il y faudrait un livre . . .

Mais qu'on compare avec cet objet pour satisfaction personnelle et à la fois consommation courante qu'est UN HOMME ET UNE FEMME . . .

Qu'on compare UNE FILLE ET DES FUSILS (bien mieux et plus sympathique qu'UN HOMME, mais, quand même, quelle gymnastique en vase clos pour plaisir solitaire, déjà !) et BANDE A PART. Même histoire presque.

C'en est risible, ou atroce. Comme d'habitude. (A propos, CARABINIERS, la torture dans PETIT SOLDAT et PIERROT, le concierge que sa femme embrasse parce qu'il a foutu dehors Nana dans VIVRE SA VIE, vous avez oublié ?)

Et si je l'explique mal, je sais néanmoins avec certitude qu'UN HOMME ET UNE FEMME, c'est à tous les niveaux et surtout aux plus essentiels le contraire absolu d'UNE FEMME EST UNE FEMME LA PLUS BELLE.

Qu'on m'explique ce qu'il y a de commun entre Lelouch et Godard, dont Jean Collet écrit ce qui pour moi met « en situation » J.-L. G. dans la structure qu'il faut, qui est en opposition mot pour mot avec ce qu'« exprime » le premier : « Telle sera la dialectique de la caméra de Godard : le regard et la chose regardée, le désir et le monde. Elle ne peut se résoudre que dans le point de vue, critique cette fois, de l'auteur, et du spectateur. Ce point de vue, cette mise en scène consisteront peut-être seulement à bien opposer le noir et le blanc, à superposer la fiction et les choses. Non pas illusionner le spectateur, montrant les choses telles qu'elles devraient être, mais côte à côte la fiction telle qu'elle est, et les choses telles qu'elles sont. Ce que Godard appelle : le cinéma et son double. Ainsi se justifie, en fin de compte, la « distanciation » à la manière de Godard ; tout concourt, dans sa mise en scène, à créer un univers hétérogène. Mélange des genres, mélange d'images, de lectures, de commentaires, mélange de document et de comédie, etc. Il s'agit, non pas de peindre un chaos, non pas d'inviter le spectateur à juger. Mais au moins à distinguer les choses. Mettre en scène, c'est -clairer, c'est mettre en évidence, découper. Donc Godard découpe. Superposant nos rêves et la réalité, il fait du cinéma, et plus que du cinéma. Il critique. Il explique. »

patrick straram

16 novembre 66

p.s. Ce *collage* fait, qu'on me laisse dire qu'il y a deux films qu'il ne faut absolument pas manquer, le plus beau film fait « à propos » de la guerre d'Espagne et un film duquel tout révolutionnaire devra répondre, LA GUERRE EST FINIE, d'Alain Resnais, le film peut-être le plus absolu d'un absolu du cinéma, AU HASARD BALTHAZAR, de Robert Bresson, l'un des films qu'aime et respecte le plus J.-L. G. (Lelouch ?). **p.s.**

Henri Lefebvre : *Critique de la vie quotidienne* 2 : fondements de la quotidienneté, L'Arche éditeur, Paris, 1962.

Gilbert Cohen-Séhat et Pierre Fougeyrollas : L'action sur l'homme : *Cinéma et Télévision*, éditions Denoël, Paris, 1961.

Jean Collet : *Jean-Luc Godard*, collection Cinéma d'aujourd'hui, Seghers éditeur, Paris, 1963.

marginales

dialogue, sérénité...

Quel homme admirable que celui qui cherche à partager avec ses frères les qualités et les vertus qu'il possède en propre. Dans Le Devoir du 2 novembre, on nous apprend en première page que l'excellent M. Ryan reçoit un prix du Conseil canadien des Chrétiens et des Juifs. C'est un prix de "relations humaines". Suit un exposé du lauréat où il explique que son succès est dû à sa modération, et en quoi cette modération est "active et créatrice". Les mots "disposition d'esprit", "compréhension", "acceptation", "compromis", "foi", discernement", "modération", "dialogue", "sérénité', etc., reviennent très souvent, comme il se doit quand on exerce le métier d'apôtre.

Là où ça devient maladif chez ce cher Ryan, c'est lorsqu'il s'interroge sur la personnalité de l'hon. Jean Marchand, en page 3 du même numéro : il confère en effet à Johnny à peu près les mêmes **vertus** et les mêmes **bonnes** dispositions d'esprit qu'il s'est conférées lui-même devant les Chrétient et les Juifs. Exemple : en page 1, M. Ryan énonce les huit principes qui guident son action. Parmi eux, il y a "L'acceptation du compromis comme une loi nécessaire de progrès civilisé parmi les hommes qui vivent en société." Et en page 3, il dit de Marchand : "Le compromis ne lui fait pas peur : il le tient même comme un élément très valable de progrès social entre hommes raisonnables." Bref, il veut bien retrouver en Marchand (Johnny Walker pour les intimes) un alter-ego, un frère qui lui aussi met ses lumières à la disposition des "gens ordinaires". Serait-ce que le Pontife commence à s'emmerder, tout seul avec le Saint-Esprit ? Ou ne serait-il simplement qu'altruiste ? Ça ferait une autre vertu à ajouter à son stock.

g.t.

une cuite mémorable

Il y aura 100 ans très bientôt que Macdonald, Cartier et quelques autres bons buveurs de leurs amis allaient achever à Londres une cuite extraordinaire commencée 4 ans plus tôt à Charlottetown, si ma mémoire est bonne. Aussi incroyable que cela puisse nous sembler (nous qui n'avons pas la Constitution que nos Pères avaient) ces tordus de canadiens se sont marrés quatre ans à se passer la bouteille et les bons plats de l'un à l'autre et de l'autre à l'un. Qui en bateau, qui en chemin de fer (que ces joyeux drilles se faisaient construire par la même occasion), ils se promenaient dans le pays en réservant des surprises de leur crû aux populations et en tentant toutes sortes d'expériences plus ahurissantes les unes que les autres : comme d'attacher ensemble des choses qui se repoussaient mutuellement, ce qui donnait les résultats les plus loufoques. Ces ingénieux farceurs ont fait tant et si bien qu'on n'a jamais réussi à faire disparaitre les traces de leurs bouffonneries et qu'on en subit encore les hilarants effets aujourd'hui. Ces joyeux Con-Pères doivent en pouffer encore dans leurs tombes.

g.t.

français, je vous ai compris

LE CERCLE FRANÇAIS
Vous invite au Théâtre des
Saltimbanques,
393 rue St-Paul E.
qui présente
LES BATISSEURS D'EMPIRE
DE BON VIAN
Vendredi, 4 novembre
à 20:30 h.
Prix spécial — 75¢

Jusqu'à l'intervention de ce Cercle Français, les Saltimbanques, eux, jouaient une pièce, « Les bâtisseurs d'empire », d'un Boris Vian. C'était mieux. Parce qu'ici, du beau, du bon . . . On ne se demande plus qui travaille un peu trop du bonnet.

p.s.

---

foutre !

la "pilule" gratuite aux épouses des militaires américains

«NEW YORK (AFP) — Les épouses des militaires américains pourront, à partir du premier janvier 1967, recevoir gratuitement sur demande des moyens anticonceptionnels qui seront mis à leur disposition par le département de la Défense. L'annonce de cette décision a été faite hier soir par le Dr Alan Guttmacher, président de l'association « Planned Parenthood-World Population » au cours du banquet tenu à New York à l'occasion du cinquantième anniversaire de ce genre».

Une femme qui sait convaincre son homme d'aller au Viêt-nam peut s'envoyer tous ceux qu'elle veut ensuite. Et pourquoi pas, s'ils ne sont pas tous expédiés les premiers, quelques Noirs, qu'on pourrait alors ensuite lyncher ? ! Pas d'enfant, mais ce serait faire d'une pilule deux coups.

p.s.

babel, le joual anglais, hennit à l'hôtel . . .

AMOS — L'Hôtel Relais qui, depuis quelque temps, avait perdu un peu de cette sympathique animosité toute pétrie de rebondissements rabelaisiens l'ayant si souvent caractérisé, est devenu, dimanche dernier, le haut-lieu d'une bataille raciale, linguistique et même ethnique entre plusieurs personnages de la même race (! ! !)

Cet événement paradoxal, à un cheveu de la farce, se vit gagner les hauts sommets du biculturalisme quand une prise de bec, ou plutôt une bonne engueulade éclata entre un groupe de Canadiens français n'aimant pas les Anglais et un "bloke" de New Liskeard qui, tout en affichant un nom bien français, avait toutes les peines du . . . de l'Ontario à baragouiner sa "langue maternelle".

En terre "françoyse", on se doit au moins de parler un jargon qui a la décence du joual : mais non, ce "stranger in his paradise" était tout simplement et irrémédiablement "horsie" !

L'affaire débuta après qu'on eut décidé de "tirer aux poignets". L'ontarien en question et son ami sentirent tout à coup de vives démangeaisons dans leurs muscles; ils se sont alors empressés de demander aux buveurs de la table d'à-côté s'ils ne voulaient pas rivaliser de force avec eux. Comme tout bon Québécois de souche terrienne, ces derniers ne se firent pas prier et la joute commença.

Personne n'avait encore réussi à vaincre son propre concurrent quand, échauffés par la boisson et irrités par le langage des deux étrangers, les habitués du Relais à ce moment-là encore en lice décidèrent, unanimes, que les intrus manquaient d'étiquette et de respect envers l'unité nationale. Notre Cabalus Ontariomus se gorgeait de "you bet" de "sonnabobitche" et de beaucoup d'autres choses non agréables un coup dans le gosier. Esprit brillant,

il se croyait à l'avant-garde de l'impérialisme anglo - saxon, au milieu de cette bande de "Pea Soup" qui buvaient tranquillement le liquide jaune ancestral sans demander leur reste, en ce jour du Seigneur.

Un agent de la Sûreté municipale mit fin au chaos verbal en demandant poliment au monsieur s'il voulait bien se retirer de l'hôtel par la porte.

p.p.

---

secrétariat à la rédaction ?

Qu'un incendie ait endommagé les locaux de l'imprimerie Yamaska et qu'une désorganisation de tous les services ait suivi, certes, et nul n'aurait l'idée de ne pas accepter qu'un travail forcément imparfait en ait résulté !

Mais il y a des limites, et je ne demeurerais pas secrétaire à la rédaction d'une revue dont serait publié un autre numéro identique au dernier (vol. 4, no. 1).

C'est l'ensemble du numéro qui laisse à désirer. Pourtant, et ce après plusieurs voyages à St-Hyacinthe et deux corrections d'épreuves, ce numéro est sorti avec un retard assez considérable pour qu'on pût espérer qu'il ne soit pas défiguré . . .

Je m'en tiens à ma seule chronique, **interprétations de la vie quotidienne.**

Elle n'est pas mentionnée au sommaire.

Elle n'apparaît pas dans les « chroniques » mais est intercalée dans les « marginales ».

Le sens en est complètement faussé, aucun des sous-titres n'étant exact. J'avais écrit : **fait-divers : un décès, fait-divers : l'homme qui n'est pas un oiseau, fait-divers : affaires culturelles, fait-divers : un bilan, fait-divers : points de repère —** et c'est pourquoi on lit dans ce dernier paragraphe : « C'est à dessein que je titre **fait-divers** aussi bien . . . » etc.

Aucune des corrections faites sur les épreuves n'a été faite. Deux passages sont ainsi demeurés illisibles. Page 109, première colonne, en bas, il faut lire : « . . . mais dans le sillage de la sienne s'inscrivent les morts assez atroces du pianiste magistral Bud Powell — c'est avec Louis Armstrong, Django Reinhardt, Lester Young et Bud Powell simultanément que j'ai d'abord pris contact avec le jazz, les toutes premières fois, vers 47-48, avant même de découvrir Charlie Parker et Thelonious Monk à la même époque presque — . . . » Page 112, première colonne, fin du paragraphe **(fait-divers :) affaires culturelles** il faut lire : « Je tiens seulement à mentionner ceci, qui i ndique une façon de procéder : Cournot prétend avoir ignoré quinze jours plus tôt l'existence de différentes personnes et choses, dont la revue **parti pris** — j'adresse au « Nouvel observateur » à Michel Cournot **parti pris** depuis des mois ».

Espérons que je sois lisible la prochaine fois, je crois savoir que je suis déjà assez difficilement lisible comme ça, imprimeur n'en rajoutez pas . . .

p.s.

échos

The Great Race

"Un navet fait le tour du cabinet Pearson"
La Presse, 19 octobre 1966

De qui s'agit-il ? Les paris sont ouverts. Les navets en lice sont Jean-Luc Pépin (il y a une contrepèterie dans ce nom-là); Gromomo Sauvé, le caïd des Iles de la Madeleine; Gerry "catholic action" Pelletier et HiHan Marchand, l'assistant leader intérimaire adjoint sous-directeur au paracomité de la minorité québécoise.

Les crisse de traducteurs !

"C'est par erreur que le fédéral a utilisé les mots "nation canadienne-française" pour traduire "French-canadian people".
(Peter Ellios-Waterhole, 25 octobre 1966)
De toute manière avant longtemps, on ne traduira plus rien, ça évitera toutes sortes de malentendus. Si on continuait à faire des erreurs comme celles-là, les Canadiens-français sont assez câves pour se croire différents des Canadiens-anglais.

PRIORITY

"La priorité sera accordée aux travailleurs et à l'industrie du Québec dans l'aménagement des chutes Churchill".
Jean-Claude Lessard, président de l'Hydro,
le 14 octobre 1966

"La priorité sera accordée aux travailleurs et à l'industrie de Terre-Neuve pour l'aménagement des chutes Churchill".
Joey Smallwood, premier ministre de Terre-Neuve, le 15 octobre 1966

"La priorité sera accordée aux travailleurs et à l'industrie de Terre-Neuve pour l'aménagement des chutes Churchill".
Jean-Claude Lessard, président de l'Hydro,
le 20 octobre 1966

Un parfait exemple du dialogue que poursuivent depuis 300 ans la finance anglo-saxonne et les colonisés québécois. A faire graver au fronton de tous les monuments érigés au Québec pour le Centenaire de la Confédération.

Si belle en ce miroir !
"Je dirige le ministère le plus important de toute l'histoire du pays".
(Jean-Luc Pépin, ministre de l'Energie)
Attends donc qu'on te le dise !

ont participé à la rédaction des marginales : l'équipe parti pris, patrick straram et gaëtan tremblay.

Bulletin de commande - volumes déjà parus

éditions **parti pris**

Veuillez me faire parvenir les titres suivants :

- ☐ **la ville inhumaine,** roman de Laurent Girouard $2.00
- ☐ **le cassé,** nouvelles de Jacques Renaud $1.00
- ☐ **la chair de poule,** nouvelles d'André Major $1.75
- ☐ **la nuit,** roman de Jacques Ferron $1.50
- ☐ **pleure pas, germaine,** roman de Claude Jasmin $1.75
- ☐ **journal d'un hobo,** roman de Jean-Jules Richard $2.50
- ☐ **carnets politiques,** de Jean-Marie Nadeau avec une préface de René Lévesque $2.00
- ☐ **sonnets archaïques pour ceux qui verront l'indépendance** de Jean-Robert Rémillard $1.00
- ☐ **papa, boss,** roman de Jacques Ferron $1.50
- ☐ **le monde sont drôle,** nouvelles, suivies de **la ville depuis . . .,** lettres d'amour de Clémence Desrochers $1.50
- ☐ **les cantouques,** poèmes en langue verte, populaire et quelquefois française, de Gérald Godin $1.00

Nom .....

Adresse .....

Ville .....

Ci-joint un ☐ chèque, ☐ mandat de poste, au montant de .....

Faire parvenir ces bulletins à **Les éditions parti pris,**
C.P. 149, Station "N", Montréal (18)

hâtez-vous !

c'est le moment où jamais de compléter votre collection de la revue parti pris

il ne reste que cinquante exemplaires du volume I

prix spécial — pièce de collection $10.00

les autres volumes et exemplaires sont vendus au prix marqué

séries spéciales

manifestes : numéro-présentation, manifeste 64-65, manifeste 65-66 ..... $1.50

problèmes de culture : le cinéma, l'information, la littérature au Québec $1.00

études de milieux : le milieu rural, les villes de Montréal et Québec $1.00

portraits du colonisé : deux numéros doubles sur les aspects vécus de

la colonisation au Québec $1.50

Entourez d'un cercle les prix des séries ou numéros demandés et envoyez le tout à

Revue parti pris, casier postal 149, station N, Montréal, au Québtc

nom .....

adresse .....

UN LIVRE EN CADEAU

aux abonnés de parti pris.

A tous les nouveaux abonnés et à ceux qui se réabonnent, nous offrons en cadeau un des trois livres suivants, au choix :

☐ *Carnets politiques*, de Jean-Marie Nadeau.

☐ *Le monde sont drôles*, de Clémence Desrochers.

☐ *Sonnets archaïques pour ceux qui verront l'indépendance*, de Jean-Robert Rémillard.

(cochez le titre désiré)

BULLETIN D'ABONNEMENT

Veuillez m'inscrire pour un abonnement de ☐ an (s), à **parti pris**, à partir du **numéro de** ..... 196 .....

Ci-Joint un ☐ **chèque,** ☐ **mandat poste, au montant de** ..... **$** .....

TARIF : Abonnement ordinaire — de soutien — outre-mer (avion)
$6.00 $12.00 $10.00
Un an, 6 numéros (entre 112 et 128 pages)

....., le ..... 196 .....
(Signature) (date)

Nom .....

Adresse .....

Ville .....

Profession .....

parti pris, C.P. 149, Station « N », Montréal, Québec

LA COLLECTION "ARIES"

A L'AVANT - GARDE

DE LA LITTÉRATURE AU QUÉBEC VOUS OFFRE

EN LIVRES DE POCHE, INTÉGRAL

JUSTINE II, ou Les malheurs de la vertu, de D.A.F. de Sade **$2.50**

LA PHILOSOPHIE DANS LE BOUDOIR, de D.A.F. de Sade **$2.50**

ALINE et VALCOUR, par D.A.F. de Sade, en 4 vol. (chacun) **$2.50**

Les KAMA SUTRA, de Vatsyayana **$2.50**

Si votre libraire n'a pas ces classiques en mains vous pouvez les commander directement en incluant le prix du ou des livres demandés, à

LES ÉDITIONS DU BELIER

7336, RUE SAINT-HUBERT

MONTREAL 10,

au QUEBEC

10 décembre
journée internationale
contre la guerre
au viêt-nam

JEUNESSES SOCIALISTES DU QUEBEC

Jeunes ouvriers, cultivateurs et commis de bureau,
la Révolution des travailleurs québecois a besoin de vous.
Les Jeunesses Socialistes du Québec, c'est le mouvement des jeunes travailleurs qui luttent pour la libération économique, politique et sociale du Québec.

FORMULE D'ADHESION

Veuillez m'inscrire aux Jeunesses Socialistes du Québec.
Ci-joint, un montant de $ ....., comme contribution pour ..... mois.
Tarif : un dollar par mois (ceux qui travaillent)

nom .....

adresse .....

ville ..... **tél.** .....

profession .....

Jeunesses Socialistes du Québec, 1406 Beaudry, Montréal, Qué. Tél. : 524-3593